

ANARCHISME



DÉCEMBRE
2015

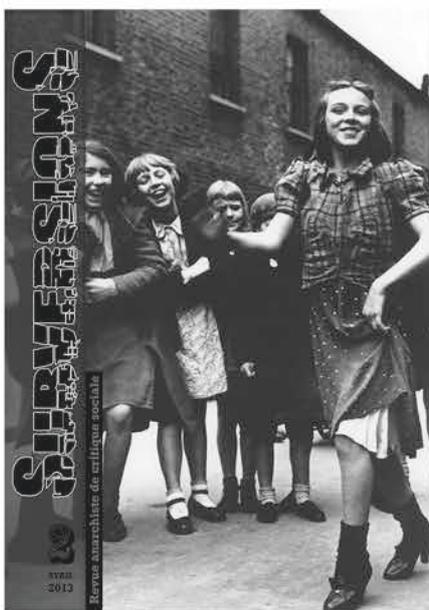
Revue anarchiste de critique sociale





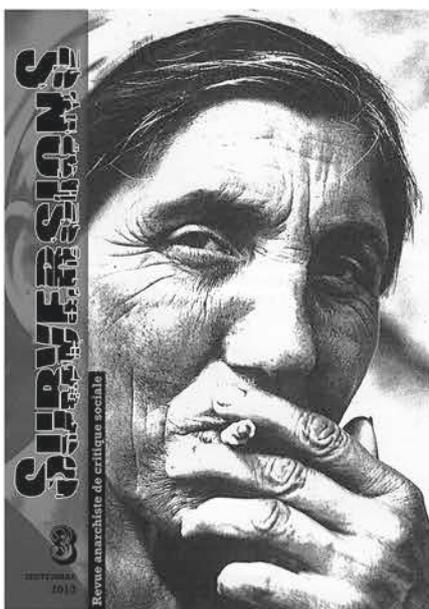
SUBVERSIONS #1 – SEPTEMBRE 2012

- Discours sur la méthode
(la lutte avec des harragas à Paris)
- Aux insoumis de la pacification sociale
- La répression et son petit monde
- A l'air libre
- Dans le marécage
- Démocratie blues
- Le criminel c'est l'électeur
- Des pavés dans les urnes
- Pourquoi parler de démocratie ?
- L'incendie
- Un retour sur l'insurrection
et ses contours
- Sur quelques vieilles questions
d'actualité parmi les anarchistes
- Quarante
- Blanqui ou l'insurrection d'Etat



SUBVERSIONS #2 – AVRIL 2013

- L'ouvriérisme comme idéologie
au service des patrons
- Notre-Dame-des-Landes :
contre l'aéroport et son quoi ?
- Res communis ou res nullius ?
- L'enfer est pavé de bonnes intentions :
l'Humanitaire à l'aune du 3e millénaire
- Critique de la société idéale
- Liberté ?
- Egypte. Comme la mer
- Invitation à la rencontre de Zurich
- Contribution barbare
- De court-circuit en black-out social
- Quelque chose qui manque
- Dépasser les frontières
- Un coup de lime : l'anarchisme
autonome de G. Ciancabilla



SUBVERSIONS #3 – SEPTEMBRE 2013

- Lille2004, une funèbre symphonie
 - Balade parisienne, Points de passage
 - Paris, La fin des transports en commun
 - Bruxelles, Maxi-taule et ville-prison
 - Bruxelles, Les artères de la métropole
 - Zurich, Société ou prison ?
 - Zurich, Sans illusions...
 - Les pestes religieuses
 - Pensées iconoclastes
 - Dieu Patrie Famille
 - Mosquées, églises et autres conneries
 - La grande messe
 - Pour régler les comptes
 - Pacification sociale & citoyennisme
 - Colères lisboètes
 - L'imprévu
 - Amnistie sociale et illusions démocratiques
 - Mierda siempre Comandante !
 - Oui, le Reichstag brûle !
- L'acte individuel de Marinus Van der Lubbe

Encore une revue ? Pas tout à fait. D'un côté, il nous semble qu'au moment où les idées tendent toujours plus à devenir des marchandises ou de simples opinions (virtuelles qui plus est), continuer à faire circuler par écrit quelques réflexions reste plus que jamais nécessaire. D'un autre côté, si on peut toujours tenter de disséquer à l'infini la énième restructuration en cours de la domination, la question serait également d'affiner nos angles d'attaque pour mieux lui porter des coups. Théorie, agitation, analyse ou propositions se mêleront donc en un mélange que nous souhaitons subversif.

Le fait que certains textes soient publiés ici ne signifie pas nécessairement que nous en partageons l'intégralité, car il nous importe davantage de susciter des discussions qui rompent avec l'activisme mouvementiste ou avec les spéculations autoritaires. Cela pourrait être aussi une manière d'explorer quelques pistes, tout en sachant que c'est dans notre vie même, au quotidien, que s'élaborent les hypothèses révolutionnaires avec toutes les conséquences qui en découlent.

Encore une revue ? Peut-être. Mais en tout cas un instrument supplémentaire pour intervenir dans la guerre sociale, de l'intérieur d'une conflictualité qui tend aussi à échapper aux récupérateurs traditionnels en se développant dans toutes les directions. Une petite contribution pour approfondir, en quelque sorte, les *mauvaises passions* d'une liberté démesurée pour toutes et tous.

Pot-pourri

• Carpe Diem	4
• Un élément perturbateur	10
• Pourquoi tant d'agressivité ?	12
• Topologie insurrectionnelle	14
• Regard sur la ville	20
• Rompons les rangs !	22
• Adresse aux zadistes	23
• IL était une fois la cogestion	25
• L'effet dièse	30
• Autour de la question des « montages », de la justice et de l'offensive	31

Focus

• Une métropole quelque part en Europe	34
• Que mille révoltes éclatent	34
• Au pays des démocraties	36
• Temps de guerre	42
• Quelques considérations pour envisager un projet de lutte contre les frontières	48
• Expériences de lutte contre la machine à expulser à Paris	51
• Liberté pour tous, avec ou sans papiers	57

Cahier

• Ni de leur guerre, ni de leur paix	58
• Tous en guerre	59
• A bas tous les soldats	61
• Face à la guerre et à l'état de siège : rompons les rangs	62
• Larmes sélectives	63

Commentaires déplacés

• Aux clients	64
• Blanqui à Venaus	70
• Les récupérateurs radicaux sortent du bois	71
• Fers battus	73



Subversions
c/o Bibliothèque Libertad
19, rue Burnouf
75019 Paris
subversions@riseup.net

A l'unité : 2 euros
5 exemplaires : 7 euros
10 exemplaires : 12 euros
(Chèques à l'ordre de : Ce)

Carpe diem

NN, Italie, mars 2015



Personne ne peut connaître le futur, ni le déterminer à son bon plaisir. La vie est vraiment ce qui arrive pendant que nous sommes en train de faire d'autres projets. Les seuls objectifs qu'on arrive parfois à atteindre sont des plus banals. Et souvent médiocres. Les grands objectifs, quant à eux, ne connaissent que de généreuses tentatives portées par l'enthousiasme et l'espoir.

Pour être sincères jusqu'à la brutalité, nous passons la plus grande partie de notre existence à assister en spectateurs –effarés ou furieux– à la réalité quotidienne. Nous sommes déterminés bien plus que nous parvenons à nous déterminer. Et c'est aussi ce sentiment d'impuissance qui pousse à l'action. Les attaques solitaires, tout comme les assauts collectifs, peuvent donner un sens à la vie. Ils la remplissent et l'embellissent en la rendant moins triste. Mais souvent, c'est surtout à travers les élans de la rhétorique qu'ils arrivent à menacer l'existant. Un existant toujours plus en mesure de fagociter toute pensée rebelle, tout acte audacieux, et de se reproduire malgré ces derniers, parfois même à travers eux. Sans cesse.

«Nous sommes l'avenir, pensée et dynamite», disait-on il y a plus d'un siècle. A présent, nous les anarchistes ne sommes plus l'avenir (si nous l'avons jamais été). Dans un certain sens, nous ne pouvons même plus l'être. Les vases communicants entre la pensée et l'action ont été rompus, forme et contenu ne vont plus d'un même pas. A l'horizon de cette civilisation hypertechnologisée gronde le retour de l'analphabétisme, certainement pas l'avènement de la conscience. La paix des marchés risque d'être menacée par la guerre civile, bien plus que par la guerre sociale. L'idée n'arme plus le bras, le bras ne réussit plus à donner de la puissance à l'idée. Privés de toute perspective, on finit simplement par s'agiter, ballottés ça et là par les événements.

Il y a un siècle à Paris, une poignée d'anarchistes armés jusqu'aux dents se déplaçait dans de rapides automobiles, donnant pas mal de fil à retordre à une société bourgeoise qui lançait contre eux ses policiers souvent désarmés et équipés au mieux de bicyclettes. Malgré cette disparité, entièrement favorable aux anarchistes, cette révolte individuelle dura à peine quelques mois.

Une vingtaine d'années plus tard en Espagne, les choses n'allèrent pas beaucoup mieux pour la révolution sociale. Son anarchie ne dura qu'un « bref été », malgré le fait que les anarchistes se soient trouvés à la tête de la plus grande organisation syndicale du pays et aient pu compter sur des millions d'inscrits.

Et aujourd'hui, du coup ? Aujourd'hui, ce sont les anarchistes qui roulent en bicyclette s'ils veulent éviter

d'être suivis par la police à travers ses GPS satellitaires. Aujourd'hui, ce sont les anarchistes qui entrent dans des masses extérieures à eux s'ils veulent (avoir l'illusion de) compter. Mais non sans avoir mis une muselière à leurs aspirations les plus mordantes.

L'impression la plus immédiate qui nous vient à l'esprit est d'avoir été mis hors jeu. D'assister au bord du terrain à un jeu qui, en plus de nous répugner, nous est de toute façon refusé. Des politiciens qui passent le ballon à des entrepreneurs, qui à leur tour le passent à des banquiers, qui à leur tour le passent à des gouvernants, qui à leur tour... nos ennemis semblent être restés seuls en lice, et ils n'ont même plus besoin de se démener, ils peuvent se limiter à faire passer le temps, presque sans accrocs. Triomphant sur tous les plans – et aussi grâce à nous. Ce n'est pas pour rien que l'homme considéré comme le plus riche du monde rayonne à l'idée que depuis des décennies ne soit plus remis en question le quoi, mais tout au plus le comment.

Fin de partie ? La discussion doit donc être considérée comme terminée ?

SAISIR L'INSTANT

Le développement de la domination ne se produit pourtant pas dans un trou d'air qui le préserve en permanence des rafales de vent. C'est pour cela que le jeu entre appareils ne peut pas toujours être mené au centre du terrain, à l'abri. On aperçoit souvent passer la parabole de leur ballon jusqu'aux bords. Plus proche de nous. Beaucoup plus proche de nous. Du centre à la périphérie, et vice versa. En observant ses parcours, ses passages semblent parfois prévisibles. On peut avoir l'intuition par avance sur quel bord du terrain passera le ballon. Impossible de connaître sa rapidité ou qui ira le reprendre, mais sa trajectoire, plus ou moins, si. Et il suffirait d'allonger la jambe, lors d'une brève incursion de terrain, pour en changer la direction et bouleverser ainsi les projets de nos ennemis. Et de saisir l'instant.

Dans ce sens, carpe diem ne doit pas être compris comme synonyme d'abandon hédoniste, ce n'est pas le pas de danse, un apéro en main, dans le salon du Titanic en train de couler. C'est un mouvement improvisé et inattendu avec lequel disloquer le jeu de l'adversaire. Ce n'est ni un jeu individuel, ni un jeu d'équipe. C'est les deux. C'est le jeu de ceux qui n'ont pas de jeu, le jeu de ceux qui, se trouvant dans un contexte donné seuls contre tous, décident d'oser semer la confusion dans les rangs ennemis. Parce que, malgré toute l'édifiante fable collectiviste, chaque individu a toujours la possibilité de tout réinventer. Lorsque tout semble désormais perdu, joué d'avance, il s'agit d'accomplir un mouvement imprévu et à l'issue imprévisible. Lorsqu'on se trouve dans l'impossibilité d'aller de l'avant, tout comme de retourner en arrière, il faut ouvrir un passage, une brèche latérale, à travers laquelle se soustraire à l'encercllement. Au risque de succomber lors de la tentative.

L'exemple historique le plus connu, et le plus malheureux, remonte peut-être à mars 1933 à Berlin, lorsque le jeune Marinus Van der Lubbe prit une décision audacieuse. Il regarda autour de lui, prit acte de la propagation du nazisme et de la défaite concomitante du prolétariat allemand et – plutôt que de se laisser aller au désespoir –

décida d'agir. Il n'eut pas de chance, non. Mais comment nier que sa détermination, extraordinaire et touchante, fait entièrement partie de ce qui nous reste ?

Contrairement à ce que pensent les plus populistes, il est à notre avis impossible de construire quelque chose de radicalement différent à l'intérieur de cette réalité, il n'est pas possible de la persuader de se renverser elle-même. Et contrairement à ce que pensent les plus nihilistes, nous ne pensons pas non plus détenir la force de la détruire entièrement. Mais les raisons du pessimisme ne peuvent rien contre la déraison qui alimente depuis toujours la révolte. Les plaintes peuvent affleurer sur la bouche, mais ne peuvent sonder le cœur. Il est toujours possible de faire quelque chose, que nous soyons à beaucoup ou à quelques uns : tenter d'enrailler la réalité. Ce n'est pas une solution, cela n'offre ni résultats certains ni garanties, c'est une possibilité à hasarder et de laquelle se servir, toujours au cours de ses propres projets.

Les occasions ne manquent pas, elles ne manquent jamais. La plupart du temps c'est notre œil qui n'est pas en mesure de les voir, parce qu'il n'y est pas habitué. Il voit les mouvements sociaux, il perçoit le mécontentement dont ils sont souvent l'expression, il regarde les rendez-vous militants, les tient constamment sous observation. Mais il ne voit pas grand chose d'autre. Le calcul, cette obsession si occidentale dans sa pure rationalité, coupe notre vue en plus de nos ailes. Nous comptons les forces de l'ennemi, nous comptons nos forces, et après en avoir soupesé l'énorme disparité, nous pensons uniquement à comment rééquilibrer la balance. Mais les comptes ne tournent pas rond et ne le feront jamais. Il faudra bien se décider à les ignorer, soit par exubérance soit par innocence.

AILLEURS ET AUTREMENT

Il y a plus d'un demi-siècle, un critique nord-américain, esprit trop libre pour rester à genoux dans les secrétariats de parti, faisait remarquer comment il existe différentes manières de regarder ce qui nous entoure, en fonction de la perspective de chaque individu. La perception d'une forêt, par exemple, change selon que c'est un chasseur ou un artiste qui la regarde. L'œil du premier voit tout, mais son esprit n'enregistre que la proie qu'il recherche. Il n'est (et ne veut être) conscient que de cet aspect-là. L'œil du second, à l'inverse, saisit les détails, les ombres, les couleurs parce qu'il veut être conscient de tout. Les Américains, disait ce critique, sont des chasseurs, des personnes pratiques, et de fait leur culture est basée sur le pragmatisme. A la différence des européens, ils méprisent l'art et apprécient seulement la technique. Voilà pourquoi ils sont si experts pour recueillir des données et rédiger des manuels. Il disait : «... nous disons "Ceci est un fait", et nous ne voulons pas dire "Ceci est juste un fait", mais plutôt "Puisque c'est un fait, il n'y a rien d'autre à rajouter". Ce tropisme envers le Fait déforme notre pensée et appauvrit notre humanité. La "théorie" (du grec *theoria*) est littéralement un "regard" ; de là vient "contemplation, réflexion, spéculation" ».

Il y a quelques années, une critique française, depuis toujours ennemie de tout pragmatisme et atterrée par la colonisation planétaire des corps et des esprits par l'hydre technologique, observait que « l'incroyable soleil de la médiocrité n'a pas fini de fasciner. Mais, s'il est un moyen



d'y échapper, voire de le combattre, ne serait-ce pas de commencer à regarder ailleurs et autrement ? »

Ces deux auteurs mettaient donc au centre de l'attention la question du regard et de son importance. Le regard, c'est-à-dire –au sens grec– la théorie. L'esprit des êtres humains ne s'attache à approfondir que ce sur quoi il pose ses yeux. Mais, faudrait-il ajouter, le contraire est vrai aussi ! C'est-à-dire qu'à long terme, nous ne regardons que ce que nous théorisons.

Même les anarchistes sont des chasseurs : chasseurs de révoltes, d'émeutes, de révolutions. Individus pratiques, ils méprisent eux-aussi l'art. Voilà pourquoi, lorsqu'ils entrent dans une métropole, ils regardent autour d'eux et leur oeil n'enregistre que certains détails, ceux qu'il juge intéressants : le bruit du mécontentement qui brise le silence du consensus, le mouvement de la protestation qui agite les rues. C'est là et seulement là que l'anarchiste veut diriger son regard. Certes, le chasseur veut tuer la proie, tandis que l'anarchiste veut seulement l'accompagner, peut-être la séduire, parfois l'enfourcher. Plusieurs intentions différentes, bien que leur oeil reste le même.

Mais la révolte, pour de nombreux anarchistes, n'était-elle pas une forme de poésie plus que de propagande ? N'étaient-ce pas eux qui refusaient une révolution dans laquelle on ne pourrait pas danser ? N'étaient-ce pas eux qui posaient non seulement la question du pain, mais aussi celle des roses ? Revendiquer la satisfaction des besoins matériels et organiser cette revendication a toujours été le travail politique de la gauche, sa spécialité et sa profession. Bien qu'habitants sur terre, et les deux pieds plongés dans la boue, les anarchistes ont toujours braqué leurs regards vers les étoiles, en n'étant pas par hasard accusés d'être idéalistes, romantiques, rêveurs. Dans leurs coeurs il y a surtout l'exploration des désirs. Non pas un travail, mais un jeu. Non pas une science, mais une utopie. Non pas une technique, mais plutôt –qu'on nous passe cette vulgarité– un art.

Nous voilà arrivés au alors, à ce que nous voulons commencer à mettre en avant. La possibilité et aussi la nécessité d'élargir notre regard, de ne pas le concentrer uniquement sur la proie habituelle, mais aussi sur tout ce qui nous entoure. Notamment parce qu'on ne peut cacher que la vieille alternative «apocalypse ou révolution » penche toujours plus en faveur de la première, et que les modifications sociales de ces dernières décennies ont rendues vaines nombre d'expériences subversives du passé, entendues comme points de référence habituels et réconfortants. Il est vrai qu'il existe encore des pays avec une bonne présence de mouvements anarchistes déterminés et conscients, où la question sociale est encore à l'ordre du jour, mais il s'agit d'exceptions qui semblent confirmer une triste règle : un milieu social fragmenté, atomisé, au sein duquel les anarchistes se retrouvent toujours plus isolés, faibles, impuissants. Des anarchistes qui, après la certitude, ont également perdu à présent l'espoir de préparer et de vivre le Grand Soir. Mais à qui rien ni personne ne pourra empêcher de saisir l'instant.

Et c'est justement pour saisir l'instant qu'il est nécessaire de commencer à regarder ailleurs et autrement. A penser comment couper la carte de l'adversaire, plutôt que de répondre à son jeu. A comment le rendre confus, plutôt que de le repousser. A comment le surprendre, possiblement en étant là où il ne nous attend pas, en faisant ce à quoi il ne s'attend pas. En tentant de comprendre non pas comment faire ce qui s'est toujours fait, mais comment faire ce qui ne s'est jamais fait. Attendre les situations au coin pour les faire précipiter, plutôt que de courir derrière pour les influencer avec le poids de notre (timide) présence. Ou encore intervenir en parcourant la périphérie des situations sans être bloqués par l'embouteillage à leur centre. Ou encore, justement, les anticiper pour les faire dérailler ailleurs, en ruinant les projets de l'ennemi.

Mais peut-être que la meilleure façon d'expliquer ce que nous voulons dire est de donner quelques exemples.

UNE SITUATION À FAIRE FERMENTER OU PRÉCIPITER ?

On pourrait presque définir cela comme un réflexe conditionné. Face à une situation qui se présente favorablement, pleine de possibilités, une situation de privations et d'impatience de la part des gens, peut-être même accompagnée de signes de protestation, l'anarchiste tend à s'y jeter à corps perdu afin de servir de ferment. Il

souhaite être l'élément qui met en route une espèce de réaction en chaîne en mesure de faire croître la situation. La faire croître quantitativement afin qu'elle atteigne une masse apte à pouvoir faire pression, à pouvoir s'opposer à la dimension de l'adversaire étatique. Pour atteindre cet objectif, il faut non seulement laisser de côté toute préoccupation qualitative (avec des excuses du genre «ce qui est fait est plus important que ce qui est dit» ou «une chose après l'autre»), mais également devenir pédiatre de la situation en cours. On mesure sa pression et sa taille en permanence, on dose les pas à accomplir, on bloque tout élan qui pourrait compromettre une croissance régulière, et donc saine. On ne pense jamais à faire le contraire exact, à savoir la faire précipiter.

Pourtant, il existe en ce sens un exemple historique (bien qu'au goût plutôt mythologique) vraiment célèbre. C'est celui de l'insurrection de Prague en 1848, lorsqu'une situation de conflit élevé entre les soldats de troupe et des manifestants plus ou moins démocrates était sur le point d'être contenue et de s'éteindre, par crainte des possibles conséquences d'un saut dans l'inconnu. Il y eut alors un coup de fusil, c'est un simple coup de fusil parti de la fenêtre d'une auberge qui mit le feu aux poudres. Que ce soit réellement Bakounine qui ait appuyé sur la gachette ou pas n'a aucune importance. Il s'agissait d'un moment de tension entre l'appareil d'Etat et un mouvement qui ne déployait pas le drapeau noir de l'anarchie. Mais plutôt que de s'occuper de faire fermenter le mouvement, de l'accompagner peu à peu dans ses revendications, de lui enseigner techniques et tactiques, de faire croître sa conscience, quelqu'un à travers une simple action à la portée de tous fit précipiter la situation. Il ne s'agit pas là d'une citation du lointain passé, mais d'une possibilité concrète du présent.

Si on y regarde bien, cela n'est pas si différent – à part le résultat – de ce qui s'est produit à Naples il y a quelques années. L'utilisation démesurée d'une décharge d'ordures avait rempli l'air d'une puanteur insupportable mais aussi de beaucoup de rage. Des personnes ordinaires se retrouvaient pour bloquer les camions qui transportaient les poubelles, sur la base de la simple revendication d'un air respirable. Immédiatement surgirent différents militants qui proposèrent des assemblées citoyennes sur comment résoudre le problème, sur comment mener un tri sélectif des déchets, sur comment faire fonctionner d'en bas ces services que les institutions n'étaient plus en mesure de gérer par le haut. Dans cette situation de tension, alors que des molotovs commençaient à voler lors des rassemblements et que des maires arrachaient publiquement leur écharpe tricolore, qu'est-il arrivé ? Certains ont incendié les camions-bennes utilisés pour ramasser les ordures. Cela n'aurait bien sûr rien résolu, au contraire, cela pouvait uniquement provoquer plus de problèmes parce que les ordures s'accumuleraient encore plus, directement dans les rues. ce n'était pas une proposition raisonnable en vue de faire grandir le mouvement, mais plutôt une provocation directe excessive visant à déchaîner les esprits.

A quel point notre regard est-il habitué à partir en quête de telles possibilités ? De possibilités qui se présentent et se présenteront toujours, au-delà du nombre de compagnons présents. Parce qu'au fond, de quoi avons-nous besoin sinon d'un oeil attentif, de quelques moyens et d'un peu de fantaisie et de détermination ?

DU CENTRE À LA PÉRIPHÉRIE

Nous ne sommes pas habitués à cela. Pas même nous qui sommes en train d'en parler. Comme tout un chacun, nous avons tendance à rechercher avec les yeux des contours déjà connus. L'anarchiste a tendance à répondre, et si possible coup pour coup. Cela est admirable pour la fierté que cela dénote. Mais est-ce que cela fait toujours sens ? Est-ce que cela a vraiment du sens de rester en permanence derrière l'Etat, de le suivre pour le critiquer et de repousser sa politique ? C'est dans un certain sens inévitable. Lorsqu'éclate une guerre, il est inévitable que l'oeil du chasseur aille vers les locaux diplomatiques de l'Etat le plus belligérant. Lorsqu'une politique particulièrement odieuse devient loi, il est inévitable de viser les locaux du parti qui l'a votée. Inévitable, oui, mais l'action ne peut s'arrêter là. On deviendrait trop prévisibles. Nous le sommes déjà trop, par exemple lorsque nous annonçons avec fracas des journées ou des semaines d'actions contre ceci ou en solidarité avec cela. Il ne nous semble pas vraiment une bonne idée de fournir par avance aux rabats-joie en uniformes les dates et les lieux de nos noces. Au fond, qu'est-ce que cela changerait si on brouillait le calendrier ? Le monde que nous haïssons est tellement compact, tellement entrecroisé, tellement univoque qu'il nous permet de ne pas faire trop



de distinctions. Et puisqu'il n'est vraiment pas certain que l'ennemi du jour soit également celui qui offre la possibilité du jour, ne vaudrait-il pas mieux laisser tomber le premier pour se dédier au second ? Ne vaudrait-il pas mieux penser, esquiver, un parcours de lutte qui soit vraiment le nôtre, entièrement autonome ? Inactuel, si on veut. Avec moins de petits drapeaux à déployer, sans doute, mais probablement plus d'espaces d'agilité. De plus, souvent et volontiers, ce n'est que par fatigue ou paresse mentale qu'on n'est pas en mesure d'anticiper les événements. Les guerres, tout comme les lois, ne sortent pas à l'improviste, du matin au soir. C'est nous qui sommes habitués à attendre l'officialisation, parce que nous pensons que seule une ré-action est compréhensible, sinon justifiée. C'est un code d'honneur plutôt dangereux que d'attendre de recevoir le coup de l'adversaire avant de frapper à notre tour. C'est également idiot, vu que nous sommes tous déjà sous les coups de l'Etat, nous le sommes en permanence, 24h sur 24. Nous n'avons pas besoin d'attendre quelque chose, nous ne devons justement répondre à rien. Mieux vaut décider nous-mêmes le quoi, le quand et le où, toujours, en fonction de la meilleure occasion.

Lorsqu'au milieu des années 80 en Italie a commencé la lutte contre l'industrie de l'atome, les militants se sont rendus devant les centrales nucléaires pour hurler et organiser la rage populaire. La chose la plus immédiate à faire est vraiment celle-là, se rendre où on est attendu. Quelques anarchistes préférèrent effectuer les promenades nocturnes dans les campagnes. Sous la lune, et pas devant les caméras de vidéo-surveillance, les pylônes ont commencé à tomber (et pas seulement du fait des anarchistes). C'était toujours une question d'énergie, mais dirigée ailleurs et autrement. De plus, les effets collatéraux d'une telle pratique étaient complètement imprévisibles, parce que les autorités mêmes furent contraintes d'admettre que, si le bon pylône était tombé, alors... qui sait ce qui aurait pu arriver. Un black-out ? Peut-être pas au niveau national, mais à l'échelle locale. Comme cela arrive parfois à cause d'une panne de centrale électrique, ou plus simplement d'un des nombreux transformateurs électriques qu'on rencontre à chaque pas dans les rues. Par le passé, la suspension d'un service essentiel comme l'électricité, indispensable à perpétuation de la routine quotidienne, a plusieurs fois provoqué dans les métropoles les effets de masse les plus incontrôlables, comme des pillages. Et un black-out, en plus de suspendre la normalité et d'exciter les esprits, pourrait même servir à réaliser les désirs les plus inexprimés. Pour ceux qui n'entendent pas observer les personnes enfin déchaînées se lancer à l'assaut des marchandises dans les supermarchés, ni rester à leurs côtés, il pourrait certainement y avoir mieux à faire au milieu de ce désordre – mais seulement s'ils l'avaient déjà pensé et préparé auparavant.

Lorsqu'on pense au capital et à ses spéculations, notre regard se dirige vers les banques et leurs distributeurs de billets. Evident et juste. Mais pourquoi ne va-t-il pas aussi vers les entreprises anonymes et inoffensives qui produisent les petits morceaux de plastique qui s'introduisent dans ces distributeurs ? Ou encore, pourquoi notre pensée n'étudie jamais les possibilités de la faillite d'une banque (un événement toujours craint par le système bancaire à cause du risque d'effet domino) ? Et les financiers privés, sont-ils mieux ? Et les assurances, elles

sont innocentes ? Est-ce toujours et uniquement le feu qui peut leur infliger des dégâts ? Les dégâts produits par de fausses (ou vraies) nouvelles mises en circulation ne pourraient-ils pas dépasser ceux du remplacement d'un distributeur ou de n'importe quelle vitre ?

Lorsqu'on veut bloquer une route, notre oeil compte les personnes disponibles pour former un rassemblement. Pourtant, il y a quelques années, un banal incendie estival qui s'était développé sur les bords d'une grande voie de contournement envoya en tilt pendant des heures toute la circulation d'une des plus grandes métropoles européennes.

Lorsqu'on veut insulter un politicien, notre oeil recherche l'adresse du local de son parti et les événements auxquels il va participer. C'est-à-dire là où, selon toute probabilité, on pourra à peine l'insulter de loin. Il ne cherche pas le cimetière où il se rendra en privé pour pleurer ses proches lors de l'anniversaire de leur disparition.

Ce ne sont que de petits exemples, banals. Mais combien d'autres, identiques, chacun d'entre nous pourrait-il donner ? S'arrête-t-on parfois sur ces pensées ? Etendons-nous parfois l'amplitude de notre regard ?

MÊME L'OEIL...

Combien de fois cela arrive-t-il de pouvoir facilement prévoir les mouvements de l'ennemi ? Parfois ses manoeuvres sont obligées, quasi prévues d'avance. Parfois il n'y a pas besoin d'être de grands experts en la matière pour le savoir, le comprendre, ou seulement en avoir l'intuition.

Donnons un exemple récent, qui peut être significatif. Depuis plusieurs mois, l'Italie a un nouveau chef de gouvernement, l'ancien maire de Florence. Tout le monde savait que ce serait lui. Il n'y avait aucun doute. Non seulement tout le monde le savait, mais on le savait depuis longtemps. La seule chose qu'on ignorait c'était quand. Et en effet, il est devenu Premier ministre d'un coup, en moins de 48 heures, tellement à l'improviste qu'il a pris tout le monde au dépourvu. Juste avant, il se rendait souvent en ville en prenant –selon ses propres déclarations– un train local puis le vélo, et on pouvait le croiser dans les rues. Après il est devenu le chef du gouvernement, avec tout ce que cela comporte. Hier lui cracher à la gueule aurait été très facile, aujourd'hui ce n'est plus le cas.

Une occasion gâchée, malheureusement. Mais combien d'occasions similaires existe-t-il ? Combien y a-t-il de leaders de demain certains, prédestinés (dans le milieu politique et économique) qui vivent aujourd'hui imperturbablement à côté de nous ? Les connaissons-nous ? Non, mais notre oeil les a-t-il jamais cherchés ? Non, parce qu'il veille à ne regarder que ceux du moment, qui sont célèbres et facilement reconnaissables. Sans même parler de ces obscurs techniciens dont le travail est indispensable au maintien du statu quo, bien plus que le devoir formel des stars du spectacle politique. Un chef de gouvernement peut être changé toutes les x années, mais il y a des techniciens dont les compétences influencent des générations entières. Par exemple, on connaît le nom du politicien qui a voulu remplir nos rues de caméras, mais qui est celui qui a programmé leur système de vidéo-surveillance ?

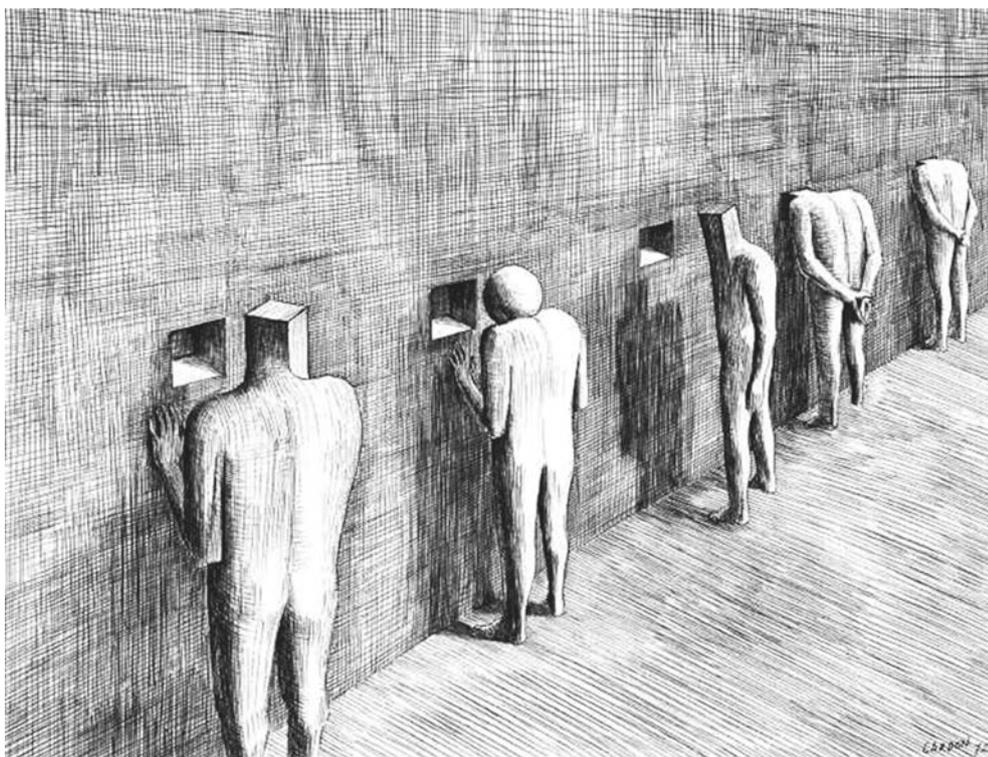
A bien y réfléchir, on pourrait effectuer le même raisonnement non seulement sur les personnes, mais aussi sur les choses. Combien y a-t-il de manifestations odieuses

qui se tiennent chaque année « au même endroit » ? Et combien voudraient perturber ces endroits habituels à la date prévue ? Et pourquoi pas avant ? Pourquoi ne pas jouer un coup d'avance et tenter de contraindre l'ennemi à déménager, lui faisant perdre temps et énergie ? Même les « grands événements » peuvent souvent être prévus, dans leur déroulement comme dans leur issue. La grande partie des manifestations océaniques sont des rendez-vous dont le développement est déjà donné pour joué. Même l'irruption d'une rage rebelle n'est plus inattendue. Est-ce vraiment la seule possibilité d'intervention ? Ou bien la seule que nous connaissons et donc que nous reproduisons ?

RIEN À SAUVER

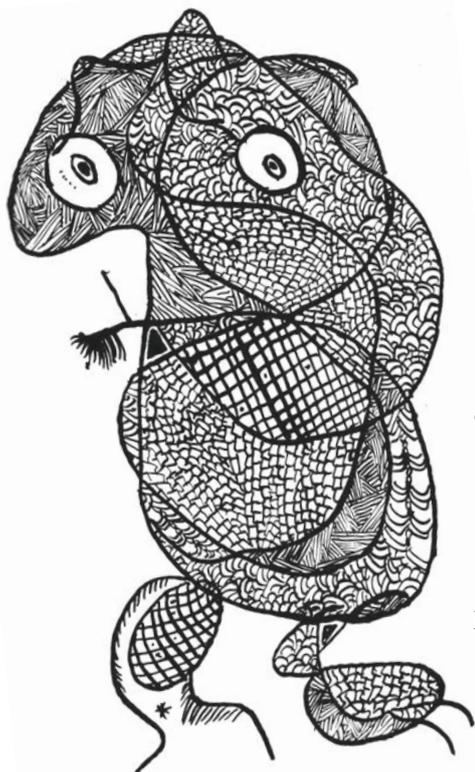
Bien que l'histoire du mouvement révolutionnaire soit passionnante et inspirante, elle peut aujourd'hui difficilement constituer une pierre de touche pour nous. Ne comptons pas sur l'Espagne de 1936. Ne comptons pas sur un assaut révolutionnaire, armée libertaire contre armée étatique, affrontement frontal entre deux forces opposées. Aujourd'hui nous n'avons pas cette force. Et qui ne possède pas la force, mais n'est pas pour autant prêt à se rendre, est obligé d'affiner d'autres armes, comme la ruse. Nous ne voulons ni conquérir ni hériter de ce monde. Nous ne voulons pas le faire fonctionner mieux. S'il est vrai que nous nous trouvons dans une situation de guerre, alors nous sommes comme des sapeurs en territoire ennemi. Nous ne pouvons faire confiance à presque personne, et

nous n'avons rien à sauver. Parce qu'en territoire ennemi tout doit cesser de fonctionner. Tout doit s'engrayer. Face à notre gigantesque ennemi multiforme, nous sommes si petits qu'on en devient ridicules et insignifiants. Petits au point de pouvoir être parfois invisibles. Cette faiblesse quantitative peut être notre force qualitative. Cela nous permet d'être partout où personne ne nous attend. Mais uniquement si nous commençons, si nous apprenons à regarder ailleurs et autrement, à mélanger entre eux des éléments différents comme une certaine disponibilité d'instruments, une attention pour ce qui est en train d'arriver. Et si nous ne voulons pas que tout cela se réduise à un test de laboratoire, juste pour voir l'effet produit, alors plus que d'autre chose nous avons besoin d'une perspective qui soit nôtre. Une perspective qui nous permette de dépasser les obstacles, et pas seulement matériels, qui nous semblent toujours plus infranchissables. Mille et mille fois notre coeur a compté les pas qui nous séparent du mur d'enceinte, pour ensuite calculer les mètres de briques qu'il faudra sauter. Mille et mille fois notre regard a scruté cette subtile ligne d'horizon qui sépare le fil barbelé du ciel, pour ensuite imaginer les formes et les couleurs qui s'y mêlent. On ne sait pas ce qu'il y a au-delà du mur d'enceinte. Peut-être un merveilleux paysage. Peut-être une jungle dangereuse. Peut-être les deux. Faire des conjonctures serait se mentir à soi-même. Ce qu'il y a certainement, c'est la liberté, quelle qu'elle soit.



Un élément perturbateur

NN, Quelque part sur la planète Terre, mai 2015



Une attraction entre deux éléments, mais qui ne repose pas sur une identité similaire. Une attraction réciproque, sans être jamais acquise. Qui peut être plus ou moins forte, mais sans jamais cesser, à travers la diversité, de stimuler l'épanouissement et le développement des caractéristiques et désirs de chaque élément.

Nous parlons ici de l'attraction mutuelle basée sur la connaissance réciproque que nous considérons la base des liens et des rapports entre anarchistes, ou en tout cas, la base que nous considérons la meilleure autant en termes d'action qu'en termes de cohérence avec nos idées. Il ne s'agit pas d'un rapport idéologique, basé sur l'adhésion à un programme statique, et il ne s'agit pas non plus d'un rapport sentimental, basé sur l'affect ou la sympathie. C'est une attraction autre, sans doute hors du commun et contrastant avec la quasi totalité des rapports que la société autoritaire et marchande impose et reproduit.

Cette attraction entre individus anarchistes, l'affinité, n'a jamais été le chemin le plus facile ou le plus rapide pour trouver des compagnons de route dans la lutte contre l'autorité. Pourtant, elle nous semble être le seul fondement déjà capable de défier ici et maintenant la reproduction du vieux monde, et la meilleure façon de forger des liens d'idée et d'action entre anarchistes.

Si une définition trop rigide de l'affinité l'enfermerait dans une camisole idéologique, l'utilisation à tort et à travers de cette notion ne peut que contribuer à la confusion. Et il est indéniable qu'une certaine confusion est déjà bien présente au sein du mouvement anarchiste. Il n'y a qu'une explication possible : à l'image du projet d'abrutissement que le pouvoir réalise aujourd'hui dans presque toutes les couches de la population, les anarchistes finiront aussi par y succomber, parce qu'il se concrétise dans des structures et des hommes en reléguant l'approfondissement des idées à l'arrière plan. Parce que c'est ainsi que la confusion se répand, ce n'est qu'en remettant au premier plan le débat sur les idées anarchistes et subversives qu'on peut espérer la combattre. Donc, permettez-moi d'insister un peu.

Si l'affinité ne veut pas dégénérer en un énième principe d'adhésion et de nivellement idéologique, elle doit rester dynamique. Tant qu'elle continue de fournir des fondements pour l'élaboration de projets et de l'agir anarchiste, l'affinité reste vivante, elle est en mouvement. La connaissance réciproque entre compagnons ne peut jamais être considérée comme aboutie, elle reste une recherche continue, permanente. En cela, l'affinité ne peut jamais devenir une affaire de clans ou de bandes. Elle se distingue d'une adhésion liée à la défense des intérêts d'une classe, comme le proposait le défunt modèle anarcho-sindicaliste ; elle se distingue aussi de l'adhésion à une organisation de synthèse, considérée comme porteuse de l'idéal anarchiste ; mais elle s'oppose avec la même fermeté à leur remplacement contemporain par le « milieu », basé sur l'appartenance à un groupe ayant des références culturelles communes et mettant souvent au premier plan l'affectivité et le partage de sensations.

L'affinité se base sur la connaissance réciproque entre individus, mais la première affinité, indispensable si on part à la recherche de compagnons affinitaires, est l'affinité avec soi-même. Se regarder dans le miroir, se connaître soi-même, se sentir en harmonie avec ce qu'on pense, ce qu'on désire et ce qu'on essaie de faire : sans cela, l'affinité n'est pas possible. Certes, notre existence est traversée de conflits et de remises en question, de doutes et d'élan, et l'affinité n'est pas l'élément restaurateur du fantôme d'un ordre harmonieux.

Oser être exigeant avec soi-même, ne pas succomber au maelström de la marchandise et de l'adaptation, continuer à faire l'effort d'approfondir les idées et d'affûter l'action : cela n'est pas une question de moralisme, c'est une question de vie ou de mort pour le révolutionnaire.

Ce n'est qu'avec des individus qui sont en affinité avec eux-mêmes que la connaissance réciproque, la base de l'affinité, est possible. C'est en se connaissant qu'on peut connaître l'autre, tout comme la connaissance de l'autre aidera à approfondir la connaissance de soi-même. Si elle touche avant tout le domaine des idées, elle concerne aussi les désirs, les capacités et même les peurs. Je ne peux pas me trouver en affinité avec un autre compagnon si je n'ai pas une idée, plus ou moins approfondie, non seulement de ce qu'il pense, mais aussi de ce qu'il veut faire, de ce qu'il s'estime capable de faire, de quoi il a peur. On voit bien là comment l'affinité est une chose exigeante, complexe, intégrale. Si elle a des points d'appui bien solides, ses contours s'étendent au fur et à mesure que l'affinité s'approfondit.

Basé sur la connaissance réciproque, l'affinité est orientée vers l'action, c'est elle qui va permettre aux compagnons d'agir ensemble. Et non pas l'inverse d'ailleurs : ce n'est pas l'action qui produit le fondement affinitaire, même si l'agir va évidemment approfondir ou éloigner l'affinité entre compagnons. Vers l'action, oui, mais en partant de la connaissance réciproque des idées et des désirs. C'est l'affinité, justement, qui pourrait nous aider à reconnecter les vases communicants de l'idée et de l'action, cette caractéristique suprême de l'anarchisme, de sa méthode de combat et de sa façon de concevoir la coordination ou l'organisation des efforts révolutionnaires.

Car l'affinité est aussi un élément organisateur. En partant de l'individu, l'affinité et les « groupes affinitaires » sont ce

qui va permettre et stimuler l'initiative autonome, la décentralisation, la responsabilité individuelle, l'agilité, l'incontrôlable. Dans ce sens, elle est aussi le fondement de regroupements affinitaires plus vastes, agissant de façon coordonnée, par l'organisation informelle, avec un projet ou un objectif précis et temporel, comme peut l'être l'intervention au sein d'une lutte, d'un conflit ou d'une situation particulière.

L'affinité est un fort antidote face à l'illusion quantitative et à la fascination pour la prétendue efficacité de l'organisation structurée selon un programme ou une façon rigide d'agir, de masse ou pas, armée ou pas. Elle repose, en effet, sur une toute autre appréciation de la notion de force. Bien plus que quantitative ou technique, elle est orientée vers la qualité. Des compagnons, même à peu nombreux, qui se connaissent réciproquement, qui ont élaboré un projet d'attaque ensemble, qui se donnent les moyens pour tenter de le réaliser, sont en effet capables de choses inimaginables aux yeux du bureaucrate du mouvement qui reste toujours fidèle aux chiffres, comme elles le sont souvent aussi pour le compagnon qui a intégré une organisation combattante fermée, qui induit, dans la majorité des cas et par la force des choses, une façon de faire qui devient fatalement rigide.

Enfin, l'affinité, c'est aussi l'élément perturbateur, méfiée (suspect), repoussé et calomnié par les aspirants-bergers des partis historiques et du mouvement libertaire, parce qu'elle va toujours contre les tentatives d'hégémonie et d'unification par le nivellement et l'adhésion. Les affinités font naître autant d'univers, un véritable archipel, elles sont la base d'un mouvement anarchiste informel et autonome, bouillant comme un magma incontrôlable. ■



« A l'Etat centralisateur, discipliné et disciplinier, autoritaire et despotique, il faut opposer une force décentralisée, antiautoritaire et libre.

Faut-il encore énumérer les avantages de ce nouveau système ? En plus de disposer d'une force d'attaque et de résistance majeure, l'action se réalise plus facilement et plus rapidement. Chacun *sacrifie* plus volontiers tout ce qu'il a, y compris *ses biens et sa vie*, si cette œuvre émane de sa propre initiative. La trahison devient plus difficile et peut faire moins de dégâts. Les défaites sont plus partielles. Toutes les attitudes et toutes les initiatives sont développées pleinement...

Donc finis les centres, les bureaux de correspondance ou les commissions de statistiques, finis les plans généraux élaborés a priori ; que chacun essaie dans son propre environnement de former autour de soi un groupe et que cette poignée tente de s'adonner pleinement à l'action.

Dix personnes, six personnes peuvent poser des actes dans une ville qui auront des échos partout dans le monde. A peine commencera l'action d'un groupe, que bientôt tout le pays sera recouvert de poignées, et que l'action deviendra générale. Toute poignée deviendra son propre centre d'action, avec son propre plan ; et de ces initiatives multiples et variées découlera harmonieusement et uni le résultat d'une guerre entière : la destruction des oppresseurs et des exploités.

Salutations et révolution anarchiste. »

Carlo Cafiero

Il Grido del Popolo (Naples), 4 juillet 1881

Pourquoi tant d'agressivité?

NN, Dissonanz (Zurich), août 2015

De temps à autre, lorsque des gens sont confrontés à des textes publiés dans *Dissonanz*, cela donne lieu à des réactions assez étranges. Ils nous disent qu'ils seraient tout à fait d'accord avec la critique, MAIS, la manière dont elle est exprimée est selon eux beaucoup trop agressive...

Et bien, cet effet dissonant sur les esprits est parfaitement voulu, car nous avons conscience que la pensée critique, telle qu'elle est exercée aujourd'hui, se voit en général amputée de toute colère, de tout sentiment et de tout passage à l'acte. La plupart du temps, la réaction décrite ci-dessus cache une certaine gêne quant au fait de proposer sans réserve une action destructrice et de tirer des conclusions pratiques de la critique, à savoir : attaquer les structures de la domination au lieu de les améliorer.

D'ordinaire, et en particulier chez les étudiants, on a l'habitude de la critique, d'une critique qui démontre le caractère intenable et indigne des conditions de vie actuelles, d'une critique qui se fait les dents sur les fondements des conceptions du monde dominantes. On a l'habitude de tout cela et on est tenté de penser pouvoir en tirer des améliorations de l'état des choses actuel. Oui, il y a une forme de pensée académique perfide, uniquement destinée à transformer toute critique en information utilisable et ainsi en matériel pour de possibles progrès des institutions existantes. Cette manière de penser est à présent plutôt bien ancrée dans la mentalité démocratique qui développe une certaine compréhension pour la critique. Cependant, cette compréhension reste dans un rapport d'extériorité vis-à-vis de ce qui est critiqué puisque la vie et la pensée sont généralement séparées. En fin de compte, la transposition de la théorie incombe aux organes spécialisés de la démocratie et la critique doit y être amenée pour éviter qu'un trop grand malentendu ne s'installe entre ces institutions et les citoyens. Pour notre part, nous promovons une toute autre façon de penser qui, précisément parce qu'elle tente de trouver une unité entre le penser et l'agir, la théorie et la pratique, soit le plus possible en contradiction avec les institutions qui veulent nous imposer cette séparation.

C'est ainsi du moins que je comprends l'anarchisme, pas comme une « théorie critique » bien enrobée pouvant être consommée, sans provoquer le moindre changement dans l'activité propre. La théorie anarchiste devrait être un instrument qui nous sert à combattre la domination. Les avis divergent d'ailleurs sur le comment celle-ci doit être combattue.

Il existe par exemple une conception selon laquelle la domination devrait être sapée avant tout par la construction de contre-structures et de contre-cultures. Celles-ci devraient coexister avec l'Etat, certes pas forcément pacifiquement, mais assurer et développer stratégiquement leur propre existence marginale, tout en garantissant en leur sein une liberté de plus en plus totale. Elles constitueraient ensuite hypothétiquement les germes d'un monde libre, et seraient capables à un moment ou à un autre de dissoudre l'Etat. Dans les milieux contre-culturels, la domination est

235 ans d'atrocités, une piste mène aux cercles libéraux

Dans un article du *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ*) du 19 août 2015 par rapport aux récents incendies de trois véhicules d'une boîte d'informatique active dans la surveillance (Swisspro), il est écrit : « la piste mène vers des cercles anarchistes » puisque dans le n°7 de *Dissonanz* du 5 août 2015 « une nouvelle serait apparue » qui « peut être lue comme une revendication », dans laquelle « des raisons pour une action incendiaire » sont données et qui est relatée avec « une joie non dissimulée ».

Bien, si faire des recherches sur un événement, le relater et en plus montrer son approbation suffit apparemment pour que cela soit considéré comme « un communiqué de revendication », alors regardons un peu où nous mène le retournement de ce raisonnement.

Depuis 235 ans, des articles du NZZ relatent toutes sortes de projets d'exploitation, d'interventions militaires, de répressions policières, de séquestrations en prison et

souvent abordée avant tout dans les relations interpersonnelles que l'on tente de modifier en se détachant de la socialisation que nous avons subie et en cultivant certaines autres manières de se rapporter. Bien sûr, il est important d'affaiblir la pression de l'autorité par le soutien mutuel et il est aussi important de changer les manières de se relationner. Pourtant, il me semble impossible d'arracher la liberté totale dans la situation actuelle, alors que nous sommes tous et toutes confrontés *partout* à toutes les autorités et structures possibles qui nous tiennent en laisse et pénètrent nos vies. A mon avis, la plus grande erreur commise par les partisans d'une certaine idée d'espaces libérés comme alternative est de ne pas voir que chaque individu se trouve à différents endroits et de croire que la liberté pourrait être vécue dans quelques endroits spécifiques (par exemple des communes, des jardins collectifs, des centres sociaux ou des maisons occupées). Cependant, si nous rêvons de plus et si nous voyons *partout* l'aspiration à notre liberté, alors la question qui se pose assez immédiatement est du comment l'Etat peut être détruit. Cela n'est absolument pas en contradiction avec des manières de vivre collectives, des points de rencontre et l'appropriation illégale de lieux, mais cela nous le fait considérer dans un juste rapport. En effet, l'anarchie ne peut se réaliser dans un espace limité, mais seulement sur des bases libres, c'est-à-dire : dans un monde dans lequel la violence organisée de l'Etat n'existe plus.

Bien qu'ils soient d'accord sur la nécessité de la destruction de l'Etat, d'autres objectent encore que – pour se mettre à parler– quelques lumières [note] seraient nécessaires... D'accord, mais si cela doit signifier qu'il faudrait d'abord que vienne la conscience pour qu'ensuite, lorsque les masses seront devenues anarchistes ... alors je dois dire que nous nous sommes mal compris. Ce que nous devons avant tout tirer au clair*, nous comme les autres, ce sont nos possibilités. Nous devons trouver comment nous pouvons d'ores et déjà mettre des bâtons dans les roues du pouvoir, trouver comment la torpeur sociale et l'apathie peuvent être perturbées et non pas servir une idéologie consommable pouvant être bien accueillie par beaucoup, mais qui ne font rien – ce n'est qu'ainsi, c'est du moins ce que je pense, que peut se créer une conscience propice à la libération. En revanche, je considère une conscience idéologique, telle qu'elle devrait être obtenue par une « politisation », comme totalement inutile pour promouvoir la liberté. Surtout, quand on propose en plus aux gens de devenir membres de telle ou telle organisation, on se rapproche dangereusement des politiciens et des partis. Telle que je la comprends, une conscience anarchiste ne peut surgir qu'à partir et à travers l'action propre et autonome, quel que soit la forme qu'elle prend.

En définitive, je pense qu'il devrait moins être question que les gens pensent comme nous, se définissent comme anarchistes etc., plutôt que des actions se répandent qui soient capables de contribuer à détruire l'Etat. Ces actions se répandent avec l'exemple des idées et des faits, venant de personnes différentes, diffusées dans la société, parfois par des individus seuls, parfois par des petits groupes. Il ne m'importe pas tant de ressembler toujours plus culturellement aux autres, ou d'avoir une discussion sur l'anarchie avec des milliers de personnes, entre autres choses, mais bien davantage que l'on arrête de reproduire l'Etat qui m'opprime aussi. Comme je ne me fais guère d'illusion sur le fait que cela se produise par une expansion infinie de la conscience, je pense qu'il fait sens de répandre les idées de l'attaque, de l'insurrection, du sabotage. Pas parce que nous les aurions inventées, pas parce qu'elles ne seraient pas toute manière dans l'air et pas non plus parce que nous aurions quelque prétention de guide – mais, je crois pouvoir l'affirmer, par un intérêt propre bien compris à un mouvement émancipateur, qu'espérons-le, certains veulent encore découvrir !

* NdT : jeu de mot sur *Aufklärung* qui signifie aussi bien éclaircissement que le siècle des Lumières. De même pour *aufklären* : à la fois éclaircir et éclairer.

d'exercices du pouvoir, tout en en « énonçant les raisons » et en s'en félicitant de manière plus ou moins « dissimulée » (dans la mesure où tout cela sert au maintien de l'ordre bourgeois des privilèges). Nous devons donc en tirer la conclusion que la « piste des auteurs » pour toutes ces atrocités accomplies depuis 235 ans dans le monde entier mène directement aux cercles libéraux de la NZZ...

Mais l'auteur de l'article en question, Fabian Baumgartner, ne se soucie manifestement pas de telles distorsions, il préfère lécher le cul des flics. Activité dans laquelle il semble être plutôt doué, contrairement à l'écriture. Toujours sur le pont dès qu'il s'agit de condamner, de calomnier ou de dénoncer la révolte contre la misère dominante, il est l'auteur de nombreux autres articles qui vont dans ce sens (comme par exemple sur l'émeute de la Reclaim-the-street, l'expulsion du Labitzke, le 1er mai ou la manif Tanz-Dich-frei à Winterthur). C'est un sous-fire pratique qui se donne pour « proche du mouvement » et peut certainement être rencontré ici ou là dans la ville (on trouve une photo de lui sur la page de la NZZ).

Bref, un journaliste qui a de claires responsabilités dans le conflit social et devrait être traité en conséquence.

Nous continuons à inviter chaleureusement à nous faire parvenir, d'une manière ou d'une autre, des informations sur des attaques menées contre des responsables du pouvoir, afin que se répandent ces nouvelles de la révolte qui leur sont si désagréables.

* NdT : Le *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), ou *Nouvelle Gazette de Zurich* est un quotidien bourgeois qui paraît depuis 1821, successeur du *Zürcher Zeitung* créé en 1780. C'est le principal journal de référence de langue allemande en Suisse, d'obédience libérale.

NN, Dissonanz (Zurich),
septembre 2015

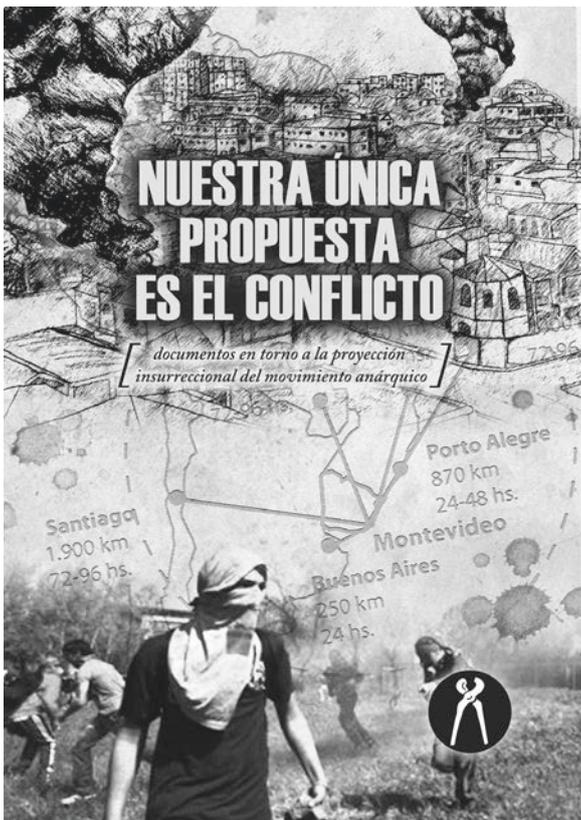
Topologie insurrectionnelle

D'EUX, NOUS ET DE LA NÉCESSITÉ DE PENSER

La connaissance du terrain et du territoire sur lequel se déploie le conflit est absolument nécessaire à l'accomplissement de la tâche insurrectionnelle. Ceci dit en passant, cette connaissance sera cruciale afin que la guerre ne s'instaure pas. Pour nous, il en sera en effet toujours ainsi : face à la guerre et contre la guerre, l'insurrection. Saisir que les lieux où nous bougeons sont produits et se transforment selon les intérêts du capital, c'est aussi comprendre que les possibilités de sa destruction ont à voir avec le fait de les penser et de les saisir. L'absence de connaissance du quartier, de la ville, du territoire sur lequel nous nous trouvons et nous nous mouvons, plus qu'une marque de désintérêt, est un acte d'irresponsabilité. Si nous pensons répondre aux forces de l'ordre, nous devons le faire de la manière appropriée. La lutte n'est pas quelque chose d'abstrait, la penser ainsi revient aussi à empêcher toute possibilité réelle du conflit. Il est nécessaire de connaître les rues, les caméras, les lieux d'approvisionnement, les coins et les escaliers. Le Pouvoir quant à lui cherche à acquérir cette connaissance et agit en conséquence avec la nécessité de planifier et de modifier le terrain de l'affrontement. Ça a été le travail de nombreux anthropologues venus de « l'anthropologie culturelle » qui a fourni aux États coloniaux des informations sur leurs ennemis auparavant « incompréhensibles ». La compréhension de ces cultures différentes leur a permis de concevoir leurs plans de domination coloniale. L'idée d'utiliser le progrès a conduit le Pouvoir à convertir le contrôle territorial en science. Aujourd'hui, les villes sont planifiées contre nous. La pensée militaire, aussi bien de droite que de gauche, sait qu'elle doit se préparer et prendre des précautions. N'importe quel État a non seulement besoin de créer des ennemis intérieurs et extérieurs, mais aussi d'avoir les moyens pour tenter de prévoir leurs mouvements. Il cherche à les vaincre ou tout au moins à les contrôler.

Aujourd'hui, la stratégie de guerre des États a été augmentée par la technologie de l'armement. L'avancée et la capacité destructive des armements a fait que l'objectif rationnel de la guerre n'est plus la victoire mais la dissuasion. Le champ de bataille s'est déplacé et chaque coin de la ville, n'importe quelle place ou trajet de bus peut être le lieu d'une attaque. Le « terrorisme » avec ces cibles civiles est une phase logique de l'avancée et des changements liés au développement belliciste des États. Pour cette raison, la police internationale vient s'ajouter et compléter les anciennes armées régulières. Avec le temps, il devient toujours plus difficile d'identifier à quel corps appartiennent ces mercenaires, à la police ou à l'armée. Le déplacement de la guerre sur le terrain urbain nous touche directement puisque le contrôle s'intensifie sans cesse. Avec le prétexte du terrorisme, la disparition du vieux champ de bataille et des camps toujours plus flous, le pari sur les moyens et les appareils de contrôle sur la ville devient la carte maîtresse des États.

NN, Rio de la Plata
(Argentine/Uruguay), avril 2014



Dans la région uruguayenne, le déploiement opéré par la gauche depuis que le *Frente Amplio* a gagné les élections et a formé son premier gouvernement fait preuve de la planification étatique sur le territoire. Ce déploiement est dû avant tout à ses secteurs les plus militaristes : les ex-guérilleros autoritaires du MLN. Ceux-ci ont étendu le contrôle étatique sur le territoire plus encore que la droite. Lors de la campagne électorale pour son troisième gouvernement, tandis qu'un petit secteur de la coalition de gauche proposait de réduire l'armée, un ministre de la défense tupamaro est sorti du bois pour déclarer que c'était une absurdité. Le contrôle territorial a besoin de hauts niveaux de militarisation et cela se traduit encore par un grand nombre d'effectifs. La militarisation a été menée par la gauche dans trois domaines : augmentation du nombre des effectifs (y compris en abaissant les critères de recrutement), amélioration de la capacité technique (davantage et de meilleures infrastructures : bases, commissariats, communication, force de feu, adaptation de l'armement militaire au terrain urbain, etc) et répartition intelligente des unités. En outre, la militarisation de la zone s'effectue aussi bien avec les troupes de l'armée que de la police et se voit renforcée par une propagande permanente destinée à redorer le blason des forces de l'ordre. Pour la gauche, la police passe du statut d'appareil de répression à celui de héros du combat anti-voleur. A son tour, l'armée se transforme d'appareil d'occupation à prestataire de service de l'OTAN, pacificateur et auxiliaire lors des « catastrophes naturelles », catastrophes qui n'auraient d'ailleurs rien à voir avec le capital et son développement. N'oublions pas que la gauche, tant que cela lui a servi, a intensément soutenu le discours anti-police. Aujourd'hui, elle emprunte le chemin opposé, heureusement que des années de valeurs profondément ancrées dans la population ne sont pas si faciles à extirper, surtout quand la fonction des mercenaires de l'État est aussi claire.

Il est nécessaire de savoir et crucial d'apprendre. En dépend le possible développement de notre liberté. Nous devons être capables de connaître le lieu où nous sommes, ses points faibles, ses sécurités, ses singularités etc. Le terrain physique n'est pas le seul qu'étudient les défenseurs de l'État, il ne s'agit pas seulement de choses matérielles : les maisons, les murs, les rivières. Les défenseurs du pouvoir étudient la population, les gentils et les méchants, pour ensuite appliquer des techniques de consensus et continuer à perfectionner leurs forces de choc. Ils étudient la conflictualité qui surgit des structures qu'ils considèrent comme ennemies, qu'elles le soient effectivement ou pas. Et ils se penchent surtout sur le surgissement de la révolte comme possibilité. La révolte possède une caractéristique qui fait dresser les cheveux sur la tête de tous les représentants gouvernementaux et de leurs forces policières : la contagion.

LA NÉCESSITÉ DE CONTAGION

Pour illustrer sur l'idée de contagion, les exemples abondent, ainsi que les enseignements que nous pouvons en tirer. En suivant les desseins du marché, la presse contribue sans le vouloir à ce que beaucoup d'actes se reproduisent, notamment en montrant les images des révoltes. Auparavant, cette transmission se faisait seulement à l'oral. Il est cependant aussi vrai que les journalistes bien-pensants essaient ensuite et parviennent souvent à provoquer la peur en mettant sur le même plan n'importe quelle révolte avec la possibilité de

terreur de la violence aveugle et incontrôlée. Leur objectif, en bons pigeons au service du capital, consiste à entretenir l'idée que le seul horizon possible serait la démocratie libérale. Il n'y a pas d'au delà à l'oppression capitaliste actuelle selon les nouveaux et les anciens conformistes aisés. La mise en spectacle de la violence sert à présenter la contagion comme un danger en assurant l'instauration et le renforcement de la société de la peur. D'ailleurs, le show ne s'arrête pas et les spectateurs ont sans cesse besoin de nouveaux stimuli : un molotov dans les airs distrait toute la famille.

Arrivés à ce point, il faut dire que la graine de la contagion ne germe pas forcément, elle peut le faire, rester inerte pendant longtemps ou être un feu disparaissant aussi vite qu'il est venu. Si l'on pense à la révolte de 2005 en France et à ce qu'a déchaîné cette fois-là un assassinat policier, il faut aussi prendre en compte les révoltes qui s'étaient succédées depuis les années 80 pour des raisons similaires. Ces révoltes se sont produites, avec plus ou moins de soutien dans la population, jusqu'à ce qu'en 2005 entre 10 000 et 15 000 personnes se soulèvent durant au moins trois semaines, attaquant les commerces et les structures étatiques. La révolte des banlieues, des quartiers périphériques en France, a eu d'autres caractéristiques importantes à mentionner en ce qui concerne les tactiques de rue. De par la dynamique propre pour sortir et attaquer, les affrontements directs entre les révoltés et les forces de l'ordre ont été relativement peu nombreux et les arrestations aussi. De petits groupes ont bougé dans des endroits qu'ils connaissaient, effectuant des attaques éclairs. Le harcèlement des vandales s'est finalement peu à peu éteint, mais a laissé des bases pratiques pour l'avenir.

Les différentes forces de l'ordre le savent bien, les insurgés devraient aussi l'avoir à l'esprit, c'est la contagion, mêlée à la rage accumulée chez ceux qui attaquent, qui a ouvert la possibilité à tant d'action. C'est la diffusion de la colère, le ras-le-bol du mode de vie capitaliste ne remplissant pas ses promesses et source d'insatisfaction qui se sont enflammés. Cette fois là, non seulement la dignité a ressurgi, mais elle l'a fait avec une force inédite.

Dans les faits, rien ne peut assurer, même lorsqu'on peut identifier un processus d'accumulation de rage, quand et où aura lieu une explosion généralisée. Beaucoup mourront certainement sans jamais avoir levé le petit doigt contre le monde qui les nie. Et il est tout à fait clair que sans se battre, sans agir, la possibilité est réduite à zéro. Que se passe-t-il entre des révoltes qui ferait en sorte que la suivante soit plus radicale que la précédente? Qu'est-ce qui détermine que la nouvelle aura plus de force que celle d'avant? La contagion peut prendre, l'insurrection peut se produire ou pas, une révolte moins intense peut succéder à une plus grande. Comment assurer la contagion? Nous l'ignorons; auparavant nous avons vu différentes choses qui nous semblent essentielles pour l'agir des insurgés et c'est là que notre analyse est importante. La révolte ne doit pas prendre les anarchistes au dépourvu. On ne peut pas avoir toutes les réponses, mais il est par contre possible de bien préparer les différentes possibilités et cela commence par une connaissance préalable de nos forces et de là où nous voulons les appliquer. La diffusion d'idées et la décentralisation des forces peut par exemple contribuer, mais ne suffit pas à assurer la contagion. Le travail de spécialistes, de théoriciens de la révolution, étrangers à la situation et aux révoltés, ne participe en rien. De multiples facteurs finissent par déterminer l'explosion sociale, l'indignation, les envies de

sortir dans la rue pour reprendre sa vie en main. Qui sait ? Cependant, cette multiplicité n'implique pas que rien ne doive ou ne puisse être pensé en lien avec cela.

Les possibilités de contagion et les causes qui produisent la révolte sont notre sujet en tant que révoltés, pas en tant qu'analystes. La question est de savoir à l'avance les points principaux de notre intervention. Pour rendre possible la contagion et étendre la révolte, il faut de la détermination et une connaissance du territoire. La défaite insurrectionnelle réside d'abord dans le fait de refuser de penser l'insurrection autrement que comme quelque chose de lointain ou d'impossible. Cette manière de penser peut effectivement la rendre impraticable. Si les compagnons ne visualisent pas l'insurrection et ses formes concrètes, les pratiques et actions ne tendront pas à la révolte. Les actions ponctuelles font déjà partie de l'insurrection généralisée. Casser une caméra, même si elle est remplacée rapidement, est une action qui appartient à l'insurrection en ce qu'elle peut faire partie de son préambule.

Pour revenir à la contagion, nous ne disons pas que c'est quelque chose de magique, échappant à toute pensée, qui fait que beaucoup de gens se retrouvent dans la rue, unissent leur rage pour ensuite attaquer l'État. Nous disons qu'il n'y a pas de recettes. Heureusement, la lutte sociale nous réserve beaucoup de bonnes surprises.

La matrice antiautoritaire des mouvements du présent et ses précautions

Après dans la conflictualité, marqués par la chute du mur de Berlin. La chute du dit socialisme réel, la perte de référence d'un État capable d'appuyer financièrement la prise de Pouvoir d'ordre gauchiste a mis à bas de nombreuses attentes. La chute du mur a indéniablement représenté la fin d'un système, tout comme elle a déterminé différents changements dans le monde, aussi bien au niveau symbolique qu'économique et politique. Quelles modification entraîne la chute du

socialisme d'État pour la lutte contre le capitalisme ? L'ampleur, le développement et l'approfondissement de certaines luttes sociales non dirigées. L'influence anarchiste croissante dans la lutte sociale. Alors que des nostalgiques prétendent refonder les idées autoritaires du socialisme, comme les promoteurs de la stratégie du pouvoir populaire en Amérique du Sud, celles et ceux qui se battent contre le Pouvoir marquent l'affrontement dans les rues du monde. Les partis tombent et la lutte antipolitique se renforce.

Dans ces luttes, certaines stratégies se répètent, d'autres sont reconsidérées selon les mouvements du Pouvoir, même si cela ne va pas aussi vite qu'il serait souhaitable. Ce qui est certain, c'est qu'un trait commun est aujourd'hui présent dans divers mouvements qui surgissent aux quatre coins du monde. S'il est vrai que de nombreux processus différents s'entremêlent et qu'il faudrait faire des distinctions, on peut percevoir une caractéristique commune. Les traits généraux qui caractérisent les mouvements sociaux après la chute du mur marquent le développement du caractère antiautoritaire comme mode de pratique conscient. Cela ne doit pas nous calmer, nous pensons que la matrice antiautoritaire est loin d'être assurée, mais son influence dans de nombreux endroits, surtout de l'occident, ne fait guère de doute. Par ailleurs, le verticalisme et les structures rigides de parti sont de moins en moins acceptés et continuent à la baisse.

LES EXPLOSIONS SOCIALES ET LEUR PRÉVENTION

Les armées et les forces de sécurité travaillent sur deux points cruciaux en ce qui concerne les explosions sociales. Elles travaillent le « nouveau » type de révoltes et comment les prévenir. Elles comprennent qu'un type de révoltes plus diffuses, plus incontrôlables et plus spontanées est en train de surgir et de se développer. C'est pourquoi, les États doivent rechercher le perfectionnement des technologies de contrôle, de prévention et d'attaque. La technologisation et le perfec-



tionnement du contrôle étatique répondent à une double logique de nécessité belliciste et d'offre du marché. La peur reste la base du contrôle, il faut surveiller à la fois les révoltés et les autres délinquants. Le matériel doit s'adapter en permanence et reste en cela assujéti aux lois de l'offre et de la demande. Les appareils de contrôle et d'attaque des États dépendent aussi du marché.

Au niveau international, nous avons l'exemple des documents de l'OTAN et de leur préoccupation quant à la répartition des populations, puisque d'ores et déjà plus de personnes vivent dans des villes qu'à la campagne. Les guerres non conventionnelles, les révoltes imprévisibles et l'insurrection comme possibilité constante font partie des clefs d'étude des maîtres du monde. De larges groupes de travail analysent les caractéristiques des nouveaux modes de conflictualité : révoltes sans avant-garde, décentralisées et spontanées. Le monde ne se stabilise pas, l'urbanisation de la pauvreté et les désastres naturels comme moteurs de possible mécontentement pré-occupent les experts militaires. Sur ce continent, et plus exactement au Sud, nous avons les exemples des sommets antiterroristes du MERCOSUR et la course aux armements des États qui y participent. L'adaptation juridique vient aussi renforcer cela, l'inquiétude des soutiens de l'ordre face aux formes que prend le conflit menant à un grand changement juridique. La loi antiterroriste parcourt les différents États en s'adaptant pour maintenir les ennemis de l'autorité sous la terre et sous bonne garde. On est déjà loin de caractériser l'ennemi uniquement comme cet obscur terroriste islamiste, c'est maintenant quiconque va au delà de la protestation bien réglée, quiconque passe du discours à l'action.

L'ennemi des États, c'est l'insurrection, la révolte généralisée, généralisable, apolitique, anti-système et antiautoritaire. Un militaire de n'importe où sait par exemple que les événements sur le territoire turc qui ont donné de larges révoltes sont liés à un phénomène de contagion. De plus, les enquêtes qui durant les révoltes nous ont bombardé de toutes sortes d'informations stupides, ont aussi montré pour la plus grande frayeur des gouvernants, que plus de 70% de celles et ceux qui occupaient les places se disaient apolitiques. Le discours bon marché selon lequel cela ne peut signifier que le renforcement de la droite a naturellement été porté par des gauchistes qui voient disparaître pour toujours leurs rêves d'un nouvel État socialiste global.

Quand nous pensons au conflit social actuel, nous devons principalement pendre en compte le développement technologique des États et leur force de frappe. La ville, comme territoire principal du conflit, s'est transformée en un endroit très difficile pour la lutte étant donné l'augmentation des moyens de contrôle, le perfectionnement des instruments de surveillance et l'accroissement de la capacité de choc des forces de police. Il y a quelque temps, un Mapuche, parlant de tactiques d'affrontements, accusaient les marches d'être un reliquat peu intelligent des luttes du passé. Attaquer à l'endroit le plus prévisible et contrôlé, disait-il, ne semble pas être le plus intelligent à faire. Il est certainement erroné de considérer les marches comme comme le terrain privilégié ou unique de l'affrontement. Ce genre de manifestations de rue peut servir à beaucoup de choses, mais ce n'est pas là que se matérialisera la chute des structures de défense du Pouvoir. Différents types d'attaques et d'affrontements peuvent s'y produire, mais sûrement pas une insurrection qui ait des possibilités de se développer. Une manifestation, une marche peuvent avoir beaucoup d'objectifs, mais pas celui d'être une

lutte pour venir à bout des appareils d'État. La décentralisation n'est pas le moindre facteur de la lutte anarchiste, des attaques, de tout conflit sérieux. L'attaque inattendue et la rupture de la routine sont importantes et dépendront de l'imagination. Il faudra en outre échapper le plus possible à la spécialisation de la lutte, faire mal n'est pas un jeu, les attaques pour se défendre de l'État, pour être bien faites, sont entourées d'anonymat.

Un travail constant de diffusion, d'apprentissage de rue est nécessaire. Un travail continu d'attaque est déterminant pour un meilleur positionnement sur le terrain du conflit. La « gymnastique » offre une capacité pratique, tout en rompant avec la médiation entre le faire et le penser. De plus, la continuité de l'attaque permet une avancée constante (en modulant l'énergie, la tension, c'est-à-dire en agissant avec intelligence et des perspectives), en même temps qu'elle rend la contagion possible, pouvant catapulte le conflit vers l'avant. Les amants de l'accumulation peuvent être rassurés par l'exemple grec qui démontre comment l'action continue a accumulé de l'expérience et potentialisé la force pour en fin de compte donner lieu à la révolte de 2008. Depuis les années 80, les anarchistes ont exercé là-bas une action constante, liée à de nombreuses et diverses manières de faire, ce qui a certainement eu une grande influence dans la révolte. Des milliers d'actes diffus et surtout l'action de petits groupes (et aussi de plus grands) ont permis une telle influence. Nous pouvons affirmer que la tactique insurrectionnelle a porté ses fruits, ce qui ne signifie pas qu'il y ait là une recette. Lorsque s'est produit la révolte généralisée, impulsée principalement par les anarchistes, la capacité de faire a été notable. Les erreurs ou limites qui ont aussi été présentes contribuent à l'apprentissage si on sait en tirer profit.

L'INSURRECTION ANARCHISTE

Beaucoup peuvent considérer que le fait de ne pas s'étendre en long et en large sur le concept de révolte ou d'insurrection révèle un manque d'analyse ou de profondeur dans l'analyse. Cependant, nous partons de l'idée que ce n'est pas le fait insurrectionnel qu'il s'agit de déterminer ou de définir. Nous cherchons plutôt à approfondir notre intervention et ses possibilités, le comment potentialiser notre action, déjà existante, défense que nous avons contre un monde qui tente de nous nier. Nous voulons penser notre agir, comment le développer et comment l'approfondir. Cette manière de poser les choses semble accabler les avides de théorie : il n'y a pas d'autre proposition que le conflit. Du conflit naît la possibilité de savoir et ce n'est que du conflit que naît sa généralisation et son développement possible.

Si c'est le manque de confiance, de confiance en soi, qui produit le besoin de Pouvoir de certains, ce doit être aussi le manque de confiance en soi qui provoque des réactions horrifiées quand les anarchistes ne présentent pas de programme. Les mêmes réactions horrifiées que produit chez les intellectuels le fait de ne pas vouloir séparer la théorie de la pratique ou notre affirmation qu'il n'y a aucune manière de prédire la prochaine « cette fois vraiment » crise définitive du capitalisme. Les restructurations du capitalisme ne portent pas en leur sein son autodestruction. Il n'existe pas de formule de ce genre, tout comme il n'y a pas de recette qui assure la naissance d'une grande révolte ou nous amène directement à un monde libre. Il n'existe pas de moyens sûrs ou de recettes

pour la révolution sociale. Alors que nous reste-t-il ? L'éternel essayer, faire, corriger et recommencer de nouveau.

Il serait naïf de tirer de l'imprévisibilité du fait insurrectionnel la conclusion selon laquelle il serait inutile de le penser. Le fait que l'insurrection ne puisse être déterminée ne signifie pas qu'on ne puisse pas ou ne doive pas la projeter, ou pour parler plus précisément, que notre action ne doive pas être menée intelligemment. Il faut étudier l'ennemi et son monde, étudier nos possibilités et capacités. La révolte individuelle, les actes insurgés individuels, n'appartiennent pas seulement aux anarchistes et se produisent fréquemment. Les révoltes collectives sont aussi fréquentes, impulsant des événements plus amples encore. Ne pas penser comment nous défendre mieux, comment intervenir de manière plus efficace dans la réalité est, comme nous le disions auparavant, une irresponsabilité, vis-à-vis de celles et ceux qui se battent et de nous-mêmes. Ne pas apprendre à mieux nous défendre, plus efficacement, revient à renoncer à la vie. Ne pas savoir comment attaquer, ou comment mieux attaquer l'État revient à perpétuer la misère qui nous entoure d'une vie sans sens.

Le fait qu'on ne puisse pas prédire l'insurrection ne veut jamais dire qu'il ne faut pas penser notre agir insurrectionnel. Il ne s'agit pas de nous contenter de moins penser, ni de nous résigner à ne penser en aucune manière l'insurrection. L'insurrection n'est pas déterminée par des lois fixes et donc prévisibles nous aidant à la faire surgir ou à savoir quand elle va se produire exactement. En somme, c'est un fait humain, complexe et à chaque fois unique. Notre agir, contraire à l'autorité, est une manière d'exister, une manière de vivre qui devient une condition rendant possible l'insurrection comme fait collectif, général et profond. Il arrive parfois que cela surgisse simplement, qu'à deux rues de chez nous une révolte éclate. Il faut y être préparés, avoir de la pratique et travailler pour savoir que faire lorsqu'une révolte se déchaîne.

Être un théoricien révolutionnaire implique de chercher les conditions objectives qui feront que d'autres transformeront le monde en un lieu meilleur. L'insurrection est un fait qui se construit et c'est dans cette construction effective, matérielle et pratique que sont en jeu sa survie, son effectivité et son extension. Le fait de se projeter ne garantit pas le chemin, mais le rend possible. Nous pouvons participer à une tentative sérieuse de généralisation de la révolte ou nous pouvons regarder comme elle meurt ou simplement s'éteint. Nous pouvons être des forces contribuant à développer la rage, ou, par notre non-agir, devenir spectateurs de sa récupération.

Ainsi, reconnaissant qu'il faut penser, se pose la question de que penser ? Pour l'agir insurrectionnel, il est nécessaire de penser le concret et cela vient aussi de ce que nous faisons concrètement. Penser l'insurrection, c'est penser les bâtiments, les rues, l'essence, les compagnons qu'il y a, l'infrastructure sur laquelle compter etc. Si nous connaissons le terrain, si nous l'avons déjà étudié, parcouru, attaqué, et si nous connaissons en outre l'ennemi, également du fait de l'avoir étudié et attaqué, les possibilités s'accroissent.

Méconnaître ou refuser de connaître où nous nous trouvons amène inévitablement à penser en schémas, pas en accord avec la réalité, mais à travers des moules préétablis. Il arrive fréquemment que des carences liées au fait de ne pas penser notre territoire concret se voient justifiées par : si nous n'avons jamais fait telle ou telle chose, nous n'avons pas de moyen de savoir ce qui va se passer. S'il est certainement im-



possible de déterminer l'avenir, cette justification peut néanmoins conduire à bloquer notre réflexion. D'autres manques ne peuvent en revanche pas être justifiés et ne correspondent qu'à un degré exagéré d'incapacité de notre part. Prenons par exemple une discussion autour d'une action importante prévue dans un quartier. L'hypothèse pourrait être, pour quelque raison que ce soit, que dans notre quartier « l'heure est venue » de créer un vide de Pouvoir, d'éloigner le Pouvoir pour un moment (quelque soit sa durée), en profitant du fait que les forces de police soient concentrées ailleurs. En effet, l'État peut intervenir contre tous, mais pas forcément en même temps.

Il n'y a pas de place pour improvisation, il faut très bien connaître le terrain et tout bien préparer : la communication, la connaissance des points de passage des effectifs policiers, leur possible quantité, la localisation des commissariats, les lieux sûrs, les points stratégiques, les objectifs concrets à attaquer. Mais ce n'est pas là que résident les erreurs les plus communes que nous commettons, elles apparaissent généralement tout de suite après. Ces erreurs se présentent souvent dans ce qui n'a pas semblé évident lors de l'analyse préalable, dans les éléments que nous n'y avons pas inclus, en l'occurrence, il peut s'agir de forces que nous n'avons pas prises en compte. En général, on continue à penser comme dans les luttes anciennes où existaient deux camps clairement définis : d'un côté la police ou d'autres forces étatiques et de l'autre, le nôtre, les insurgés. Qu'a-t-il manqué dans le bref point que nous venons de faire ? Les forces qui nous préoccupent sont liées et en restent au commissariat et aux effectifs qui pourraient les soutenir. L'absence d'une analyse en profondeur du Pouvoir et de comment il fonctionne effectivement et concrètement là et au moment où nous sommes peut conduire à une catastrophe. Et la pire catastrophe serait celle que nous aurions provoquée nous-mêmes et pas l'ennemi. Si la réalité

n'a pas été bien étudiée, il est possible de tomber dans des idées vouées à l'échec, à l'enfermement ou pire, pour nous et nos compagnons. Garcia Oliver se plaignait de ce que beaucoup d'anarchistes durant la révolution sociale en Espagne continuaient à penser qu'on pouvait mettre en déroute et sortir une armée par la barricade. L'utilisation de la tactique de la barricade disait-il, impliquait une méconnaissance totale des forces et des caractéristiques de l'ennemi et de l'époque. Cela était et reste vrai, être un salaud ne l'empêchait pas d'avoir raison. Résister quelque peu peut être important, mais affronter une armée régulière à partir d'une position désavantageuse comme si l'autre camp était égal, alors que le nôtre est différent (et toujours moins bien armé) est une erreur due aux vieilles tactiques et au folklore révolutionnaire.

Pour revenir à notre exemple, le Pouvoir dans un de nos quartiers inclut non seulement la police, mais aussi un enchevêtrement complexe de réseaux qu'elle entretient ou avec lesquels elle cohabite – y compris ceux avec lesquels existent certaines tensions, voire même des oppositions directes. Le Pouvoir est aussi composé des armées de « citoyens responsables » toujours prêts à maintenir l'ordre à tout prix. Mais nous pouvons aussi penser aux mafias de la drogue et à la manière dont elles contrôlent la situation dans de nombreux endroits, en relation plus ou moins étroite avec les forces de l'ordre. Ces seigneurs vont défendre le commerce capitaliste à feu et à sang. Pour autant qu'elles diffèrent de celles des effectifs de police, leurs « règles » n'en sont pas moins dangereuses. Cela signifie que nous serons sûrement des cibles pour elles et il faut penser différemment comment nous en défendre. Mais pour être pensées, elles doivent d'abord être incluses dans notre analyse quand nous réfléchissons sur notre agir. Dans l'exemple que nous avons cité, on laissait de côté tout ce qui n'était pas les traditionnelles forces de l'ordre. Aujourd'hui, le Pouvoir est beaucoup plus diffus. Les rapports sociaux dans n'importe quel quartier dépassent largement le schéma nous versus police.

De même que l'on ne doit pas penser l'affrontement dans une marche ou une manifestation comme l'Affrontement, on ne doit pas considérer non plus la police comme l'Ennemi, mais comme une de ses composantes. Il est nécessaire de distinguer une possible démonstration de force et/ou un moment de diffusion, de l'attaque réelle et concrète. Nous voulons détruire le capital, la police qui se place entre nous et nos objectifs. Comparée aux narcotrafiquants et à d'autres bandes, dans certaines situations les forces traditionnelles de l'ordre peuvent être un élément « mineur ». Il faut faire preuve de la même capacité de distinction pour savoir quand attaquer, pour étudier les forces qui défendent l'ordre établi. La police et l'armée ne sont pas les seuls corps armés qui doivent nous préoccuper. De même que l'on a tort de réduire l'affrontement à une lutte entre le mouvement anarchiste spécifique et les forces de l'État, on a tort de réduire la force d'État à ses seules structures plus visibles ou classiques. Nous sommes dans d'autres temps, la révolution sociale n'a jamais été, et moins encore maintenant, la prise d'une place ou d'une caserne. Les technologies de consensus accomplissent leur œuvre depuis longtemps, la volonté de servir de nombreux citoyens ne devrait pas être sous-estimée.

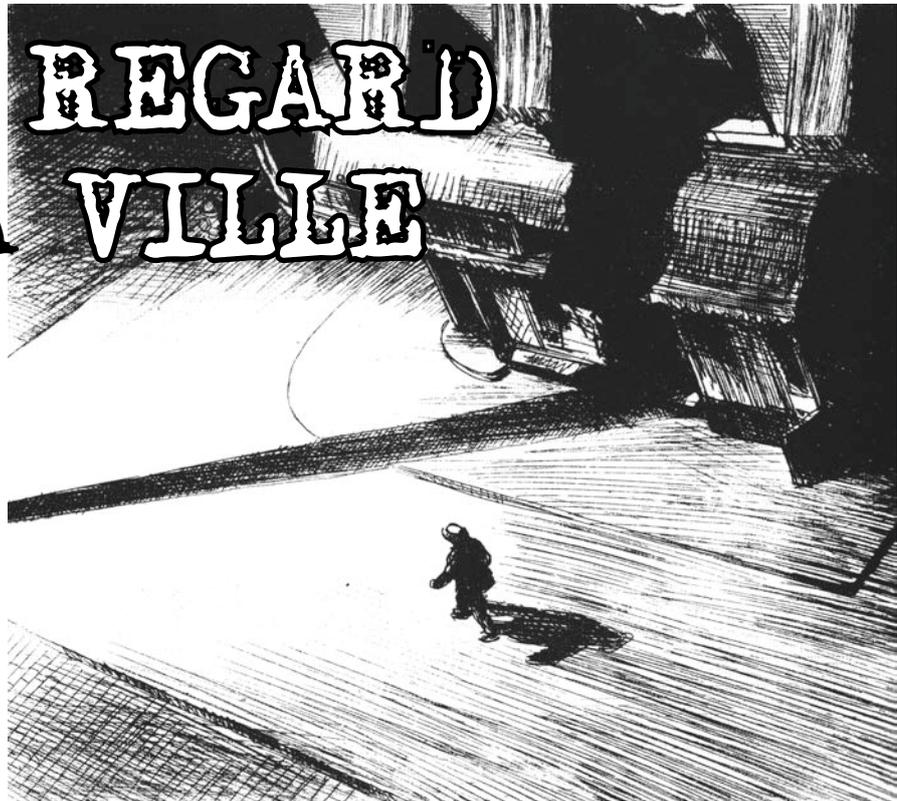
Si nous arrivons à approfondir la lutte, beaucoup de nouveaux problèmes feront leur apparition, c'est certain et il serait ingénu de prétendre leur apporter une solution maintenant. Mais nous devons faire attention à une manière su-

perficielle de penser l'agir insurrectionnel : le fait de réfléchir la conflictualité au travers de schémas tout faits. L'absence de connaissance de notre terrain, de tous ses recoins, ainsi que de la manière dont y fonctionne le Pouvoir constitue une grave erreur. Les modes de production du capital et les armes technologiques sur lesquelles l'État peut compter, ont changé et aucun exemple historique ne peut nous apporter des solutions pour le moment que nous vivons. Il faut nous préparer. S'il y a une chose à retenir de l'exemple historique de la Barcelone de 1936, c'est que la victoire rapide des anarchistes dans un premier temps est due au fait qu'ils n'ont pas improvisé. Elle a été le fruit de la pratique et de la connaissance détaillée qu'ils avaient des lieux et des modes d'affrontement.

De ce qui précède, nous retenons deux choses : il est nécessaire de penser-faire dans une perspective insurrectionnelle de manière appropriée, prolifique et profonde et il n'existe pas de théorie qui puisse expliquer et donc prédire le comment faire une insurrection. Pour finir, nous souhaiterions répéter que le Pouvoir se prépare, c'est-à-dire qu'il pense, grâce à tous ces sommets, ces rencontres, ces investissements en technologie, ces lois etc. Nous devons aussi nous préparer et ce n'est possible qu'en partant de l'action. C'est pourquoi notre seule proposition pour l'insurrection est le conflit. Ce n'est qu'à travers le conflit que l'on peut arriver à connaître ce qu'il y a à connaître. C'est, et cela a toujours été, en partant de notre propre agir que nous pouvons parvenir à penser, à faire un pas après l'autre. Et lorsque nous tombons, nous recommençons. L'appel à agir n'est pas le renoncement à penser, mais au contraire à avoir de quoi partir pour pouvoir penser. Il est nécessaire de posséder une connaissance de nos forces et des possibilités de les développer et cela n'est pas donné par un terrain idéal, mais dans nos rues avec leurs particularités, sous la lumière blanche de ces réverbères auxquels il nous est arrivé de nous appuyer. Nous sommes surveillés par des caméras qui peuvent être comptées, vues, atteintes et par conséquent annulées, des caméras qui nous voient mais que nous voyons aussi. Les camions transportent des marchandises dans nos rues, venant de d'un lieu précis pour aller dans un autre en accomplissant leur routine. Il est nécessaire d'apprendre à reconnaître la relation existant entre les éléments de nos villes, du territoire où se déroulent nos luttes. Il est nécessaire d'avoir une connaissance topologique, territoriale. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions attaquer de manière effective et attaquer veut dire pouvoir détruire ce qui est là.



REGARD SUR LA VILLE



NN, Munich, décembre 2014

Jour après jour, nous nous frayons un chemin dans la jungle de la grande ville et nous nous confrontons à notre environnement. Notre regard effleure des endroits bien connus ; à pied ou en véhicule, nous empruntons des chemins habituels, nous voyons de nouvelles choses, des transformations, des démolitions et des constructions. Chacun a son propre réseau d'endroits et de chemins, entre lesquels il se déplace de manière routinière et chaque habitant de la ville a son rythme et son propre style, sa manière, ses moments et les lieux où se mouvoir. Et même si nos chemins croisent indéniablement au quotidien une quantité d'autres humains, nous voyons tous le terrain sur lequel nous bougeons avec des yeux différents. Loin des espaces, transports ou temples de la consommation, privés de toute caractéristique propre par la normalisation standardisée, nous avons tous des lieux dans la ville auxquels nous associons quelque chose et qui ont une signification particulière pour nous. Que ce soit une histoire commune, un moment vécu, des proches ou des amis qui y habitent, une réputation accrochée à un endroit ou encore l'idée d'une obligation, d'une tâche que nous devons y accomplir.

Chacun a sa propre image de la ville, qui se teinte de la perception que nous avons de ses composantes, grandes et petites. Selon les tâches, imposées ou intégrées, que nous devons effectuer dans la ville, nous la voyons avec des yeux différents. L'investisseur la regarde et y discerne des possibilités d'installations rentables ou moins attractives. Le politique y voit des problèmes et un électorat -il veut minimiser, déplacer ou cacher les problèmes et convaincre les électeurs de ses solutions. Le planificateur urbain a sous les yeux une surface qu'il faut ordonner et assortir, car la ville a besoin d'un plan pour se montrer à la hauteur des charges du présent et de l'avenir. Le jardinier voit les buissons et les arbres pousser à la sauvage dans les parcs et remarque que l'on pourrait se cacher à leur ombre s'ils ne sont pas

taillés. La contractuelle, faisant la chasse au stationnement interdit, ne regarde que les voitures garées et les tickets de stationnement ... notre devoir professionnel et social nous apprend ce à quoi nous devons faire attention, ce qu'il faut voir derrière la surface, quand, comment et où nous devons passer à notre tour à l'action. Vu d'en haut, les petits points qui bougent entre les immeubles et sur les artères interminables ont tous leur rôle fixé, indispensable à l'équilibre urbain et au cours des choses. Les comportements inappropriés, les écarts du trajet normal et l'abandon du rôle intégré et du regard correspondant sur la ville doivent être immédiatement notés par ceux qui observent la ville des miradors plus ou moins hauts, afin de pouvoir administrer l'ensemble. Et ces administrateurs se distinguent aussi les uns et des autres et d'année en année de par le regard qu'ils portent sur la ville à gérer et selon la valeur qu'ils accordent à ses différentes composantes.

Eclairons cela par un exemple local. En présentant grossièrement quels bâtiments significatifs ont été construits dans le quartier de Giesing et à quelle époque, nous aurons une petite idée du regard que les puissants ont porté sur ce quartier. Après l'intégration de Giesing à la commune de Munich, deux décennies durant et jusqu'en 1886, on travaille à la construction de l'Église de la Sainte Croix qui trône au-dessus de la ville du haut de la colline de Giesing. Une démonstration de force architectonique que l'on peut trouver esthétique ou affreuse, mais qui a en tout cas placé sous les yeux des nouveaux citoyens munichoïses la toute puissance de la foi en quelque chose de plus grand et en une fin dépassant leur existence. Un cadeau aux croyants de la nouvelle commune et une injonction pour tous sur ce à quoi ils doivent s'accrocher – ce pour quoi ils vivent.

Peu de temps après, au tournant du siècle, la prison Royale de Stadelheim, volontiers appelée St Adelheim en langage populaire, est érigée dans ce qui sera bientôt connu comme

le quartier de « Giesing la rouge ». Le durcissement des conflits sociaux et politiques se mettant à bouillonner avec les nouveaux rapports industriels, l'aliénation accrue et la misère ouvrière fut l'occasion d'agrandir et d'optimiser, à Munich aussi, les structures punitives de la domination. La construction de Stadelheim vint rappeler incessamment aux ouvriers qui pensaient à voler au lieu de bosser ou ne se soumettaient pas à l'État et au Roi, combien de geôles sont destinées à ce genre de vauriens et à quel point les murs des prisons sont hauts. En 1919 y furent aussi tués les anarchistes et les socialistes qui avaient eu l'audace de vouloir changer l'ordre établi pour la liberté et la justice sociale lors de la *République des Conseils*. Certes, ils prirent le pouvoir, mais ne purent aller bien loin dans la Révolution sociale à laquelle ils aspiraient et ne tardèrent pas à livrer des combats acharnés sur la colline de Giesing contre l'entrée des fascistes et de la soldatesque. La construction de l'Église de la Sainte Croix eut malgré tout l'avantage de fournir par sa hauteur un endroit idéal pour positionner une mitrailleuse en direction des troupes ennemies.

Au XXe siècle, d'énormes usines et complexes industriels tels que celui d'Agfa s'installèrent à Giesing, en même temps qu'apparaissait le programme de grands lotissements de Munich avec la construction de milliers de petits logements communautaires, loués à l'époque comme aujourd'hui par la Gefowag. Ils marquèrent les grandes lignes selon lesquelles devait se dérouler la vie prolétarienne : Travail pour la petite famille, Repos et consommation avec la petite famille – de manière aussi effective que possible. Les murs séparant les uns des autres les milliers de personnes concentrées sur un espace étroit délimitèrent où commence la vie privée et à quoi elle doit ressembler – c'est à dire identique et pas individuelle.

Les familles purent aussi sous peu écouter les discours identitaires du Führer, toutes ensemble ou en solo grâce au soi-disant récepteur du peuple, la radio. Montant en flèche et prenant le pouvoir, les nazis durent aussi exhiber leur domination sous la forme de nouveaux bâtiments. Ainsi surgit le *Reichszeugmeisterei* [NdT : bureau de contrôle servant à vérifier la qualité des effets du NSDAP], construction nazie la plus imposante jusqu'alors, à l'emplacement de l'actuel McGraw-Graben. Cet édifice long de centaines de mètres, situé entre la place Saint-Quirins et la rue Stadelheimer devint à partir de 1934 le lieu central de contrôle et d'administration des nazis, ainsi qu'un point stratégique d'une extrême importance leur permettant d'envoyer rapidement sur la large artère quelques-uns des centaines de leurs véhicules vers Giesing la rouge. En effet, de nombreux socialistes et communistes continuaient à y faire des leurs. Les immenses drapeaux à croix gammée et le bâtiment colossal étaient destinés à démontrer à la ville entière qui avait le pouvoir et ce qui allait advenir des nombreux groupes et cellules de résistance dans les entreprises et les rues. En effet, à partir de 1933, plus d'un millier d'exécutions par guillotine eurent lieu à Stadelheim et la prison ne servit plus seulement à enfermer les indésirables du système, mais aussi à les exterminer. Cette idée de l'extermination de l'Autre, de l'Étranger, du Juif, du Non conforme au parti bénéficia d'un large soutien et de l'ample collaboration de la population et avec l'élimination croissante des résistants, le début de l'holocauste et la seconde guerre mondiale, la toile d'araignée de l'extermination de masse et de

ses relais s'étendit partout, de sorte que personne ne peut prétendre ne pas l'avoir su. Quand on n'y travaillait pas directement, il fallait vraiment fermer les yeux et les oreilles pour ne pas se confronter à la responsabilité de chacun de résister. Dans la Rue Weissensee se trouvait également une annexe du camp de concentration de Dachau, où des détonateurs étaient produits par travail forcé. En 1945, une partie des 500 femmes qui y travaillaient refusa de continuer et quelques mois plus tard se déroula une « marche de la mort » jusqu'au camp de Dachau. Peu après, vint le soi-disant « jour de la libération » du fascisme.

L'« armée de libération » américaine enleva les croix gammées des cantonnements nazis, s'installa confortablement dans les fauteuils des chefs de casernes et de commissariats et entreprit d'inculquer la démocratie et la liberté aux Allemands. Cette leçon de liberté était destinée non seulement à l'Allemagne, mais aussi au monde entier. Et pour fourrer cette conception particulière de la liberté et de la justice dans le crâne de tout le monde et mener les guerres indispensables à cela, il fallut d'abord implanter dans les « zones libérées » allemandes les bases militaires nécessaires. À Giesing cela donna à peu près cela : autour du McGraw-Graben apparurent d'énormes casernes et peu après la cité américaine du Perlacher Forst où habitaient les 8000 membres de l'armée et où se développa un microcosme américain avec les boutiques et les structures correspondantes. Là, les soldats, dont l'armée mena dans les années suivantes des guerres tuant des millions de personnes, détruisant et colonisant des pays entiers, pouvaient jouir d'une existence idyllique au vert.

Quand, dans les années 90, les troupes US se retirèrent, des Munichoïses emménagèrent dans la cité et la police locale prit place dans les casernes, où avec le soleil on pouvait encore deviner les croix gammées. Pendant ce temps, la vie changea à Giesing, la plupart des grandes entreprises industrielles disparurent et beaucoup de petites boutiques et magasins commencèrent à occuper les rues, tandis que des assurances et des banques installaient quelques-uns de leurs immeubles de bureaux dans le quartier. Avec l'implantation de nombreuses entreprises de services, la population changea lentement mais sûrement. De plus en plus de personnes vinrent s'installer dans le quartier, attirées par la rénovation des vieux immeubles d'appartements ou de nouveaux bâtiments chics, construits sur les anciennes friches industrielles. Elles pouvaient d'ailleurs se payer les services des nouveaux prestataires. Même si cette évolution avance lentement et si les agents immobiliers décrivent encore volontiers le quartier comme « mélangé et multicolore », ce processus va sûrement se durcir, dans la mesure où l'afflux ne se fait presque plus dans les maisons communautaires à loyers constants, mais dans les nombreux domiciles en accès à la propriété des nouveaux projets de construction. Parallèlement au fait que de plus en plus d'habitants pauvres sont rejetés toujours plus loin aux marges de la ville, les cellules de prison et les bancs des accusés se multiplient à Giesing : À côté de Stadelheim, en 2009 a ouvert la nouvelle prison pour femmes et pour mineurs, conçue par le cabinet d'architectes Frick, Krüger, Nusser Plan2, situé au 38 de la Tegernerseer Landstrasse; et en ce moment une nouvelle salle de tribunal de haute sécurité est en construction à Stadelheim, à propos de laquelle pratiquement rien n'est rendu public.

Ceci dit, que nous montre cet aperçu historique ?

La ville est marquée par l'histoire et le présent des différents puissants. Ceux qui construisent sont toujours ceux qui ont le pouvoir ou y participent. Dans ce et comment ils construisent, on voit la manière dont ils veulent utiliser leur pouvoir et dont ils pensent administrer la ville. L'architecture reflète le caractère du pouvoir tout comme la mission du bâtiment dont la domination détermine les attributions précises. Quelle veuille enfermer des milliers de personnes dans une prison, quelle fasse le cas échéant fusiller des révoltés sans autre forme de procès ou encore décapite par milliers, est une question d'administration, une question de comment et avec quels moyens elle veut dominer le peuple. Quelle veuille déposséder le citoyen de sa croyance en lui-même en lui montrant ce en quoi il doit croire, quelle veuille le discipliner en l'habituant aux règles du travail, quelle veuille lui faire peur par la menace qui plane de se voir trié et exterminé ou quelle veuille qu'il s'exploite lui-même et l'appâte par la consommation et la propriété, c'est une question de politique. Toutes les variantes visent au maintien et à l'imposition de la domination en tant que telle, ainsi qu'à l'installation de son ordre, peu importe qu'elles prennent une forme traditionnelle, nationaliste ou moderne et participative. Se décider pour l'une d'entre elles revient à décider contre soi et accorder à

d'autres la licence de nous administrer et de déterminer à notre place. Le fait et la manière de remarquer les politiques différentes sur la ville, dépend du regard que tu portes sur elle. Tout comme dépend de ton regard sur la ville, la façon de considérer les changements particuliers. Lorsque tu longes l'un des nombreux chantiers qui la parsèment, tu peux passer rapidement le regard baissé et les yeux rivés sur ton smartphone, sans rien remarquer. Mais tu peux aussi marcher plus lentement et te laisser aller à tes observations. Tu peux déchiffrer les noms des entreprises et des architectes sur les panneaux, voir quels engins traînent dans le coin et remarquer où se trouve l'algéco de la direction du chantier, d'où les opérations sont menées et gérées. Avec un peu d'attention, tu verras peut-être le dépôt de pneus facile à incendier, la baraque de chiottes en plastique ou le tas de pierres juste à côté de l'algéco. En regardant autour de toi, tu vois où se balade le câble noir qui alimente le chantier en électricité et où il fait jonction avec les boîtiers de distribution oranges et verts ; où se trouve un emplacement approprié dans le grillage pour pouvoir entrer sur le terrain de jeu sans laisser de traces. La question est quel regard tu portes sur la ville, si tu conçois les choses comme données une fois pour toutes ou comme une possibilité.

●

ROMPONS LES RANGS !

TOUS EN RANG. C'est ainsi qu'ils nous veulent, du premier au dernier souffle. En rang dans les salles de classe, aux caisses des supermarchés, au boulot ; en file sur la route, devant les guichets de la bureaucratie, aux urnes... jusqu'à en arriver à la dernière rangée, celle des tombes au cimetière. Toute une existence traînée ainsi – les muscles ne se contractent que pour s'agenouiller, les cœurs ne désirent que la marchandise – dans la sécurité d'une taule.

CAR C'EST BIEN À DES TAULES que ressemblent nos villes, où tout espace est reprogrammé pour être surveillé, contrôlé, patrouillé. Les habitants sont comme des détenus escortés par l'exploitation capitaliste et menottés par les obligations sociales, toujours sous l'œil de la vidéosurveillance ; tous avec la même illusion de s'évader en consommant les sensations finement calculées qu'émettent les écrans omniprésents.

CETTE SOCIÉTÉ CARCÉRALE promet le bien-être, mais ne maintient que les massacres, comme le démontrent les rêves naufragés de ceux qui tentent d'y entrer et les corps bombardés de ceux qui se soulèvent à ses portes. Qui prend la liberté de ne pas mendier et de frayer sa propre route, aura à faire à une armée de politiciens, magistrats, gendarmes et journalistes.

SI À BRUXELLES une nouvelle maxi-prison est en construction, à Athènes on impose un régime spécial aux prisonniers combattants ; si à Paris on pose la première pierre du nouveau Palais de Justice, à Zurich et à Munich d'autres monstrueux Centres de Justice et de Police sont au menu ; si les pouvoirs se mettent d'accord au-delà des frontières pour appliquer des stratégies contre-insurrectionnelles, les laboratoires de recherche et l'industrie sécuritaire passent à une vitesse supérieure pour fabriquer la paix sociale. Et partout, de l'Espagne en passant par l'Italie et la Grèce, la répression s'abat sur quiconque est entaché du crime le plus intolérable : en finir avec l'obéissance et inciter les autres à en faire autant.

LES GRANDES ŒUVRES de la répression ne rencontrent pas qu'applaudissements, silences, ou lamentations. Parfois elles se heurtent à une hostilité résolue. C'est le cas par exemple pour la plus grande prison belge en voie de construction, projet dont l'histoire est déjà parsemée d'actions directes contre tous ceux qui y collaborent, des institutions publiques aux entreprises privées. De la peinture aux pierres, des marteaux aux flammes, des destructions aux sabotages, un univers d'attaque déchire tout code pénal, tout calcul politique, toute complaisance avec l'État. Si les défenseurs de l'ordre veulent l'étouffer, c'est que cette soif de liberté peut devenir contagieuse. Partout.

L'être humain n'est pas né pour rester en rang, la tête basse, en attente d'un permis de vivre. Relever la tête, armer le bras et défier le pouvoir – c'est là que commence la vie, en faisant sauter tous les rangs.

ADRESSE AUX ZADISTES



L'Etat s'appuie toujours quand il peut sur des complices locaux

Laura Blanchard et Emilie Sievert, Caen, mars 2015

Tout d'abord, pour lever toute ambiguïté, nous sommes solidaires avec les luttes avec occupation menées contre différents projets industriels et capitalistes qui, plus qu'aménager le territoire, contribuent à aménager nos vies. Nous sommes non seulement solidaires, mais nous y contribuons activement même si nous ne nous définissons pas comme zadistes. Toutefois, nous ne nous retrouvons pas toujours avec ce qui y est porté. C'est assez logique, étant donné la diversité des gens qui luttent. Nous passerons aujourd'hui sur la question de la composition et de la manière de composer, sur laquelle nous reviendrons peut-être plus tard. Nous avons décidé de rédiger cette première adresse dont le but n'est pas de donner des leçons que nous serions bien peu légitimes à tenir, mais de partager nos remarques, nos doutes et nos inquiétudes.

Ces derniers temps, la rage nous a évidemment saisis quand nous avons eu connaissance que des « pro-barages » à Sivens, ou des « pro-Center parcs » à Roybon, se sont organisés contre les « zadistes » : barrer les routes pour empêcher l'arrivée de nouvelles personnes en lutte et réduire l'approvisionnement logistique, dégrader les véhicules des zadistes ou les cabanes des campements, menaces, insultes, agressions etc. Solidaires des gens sur place, les réactions et les discours de certains et certaines zadistes nous ont parfois laissés perplexes. A Sivens, certains et certaines s'indignaient que les flics ne s'interposent pas et ne protègent pas au moins les véhicules amis et les personnes. A Roybon, certains et certaines s'indignaient du fait que les gendarmes ne prennent pas le temps d'enquêter sur le

site suite à un jet de molotov, alors que c'est le fait même qu'on les laisse pénétrer sur le site qui ne devrait pas être une évidence. Là-bas aussi, on soupçonnait en s'indignant que les flics aient laissé faire sans s'interposer... L'Etat se retrouve tout d'un coup relégitimé, appelé à s'interposer en casques bleus entre pro et anti et à arbitrer le conflit, à travers ses flics, ceux-là mêmes qui ont déjà frappé et n'attendent qu'un ordre pour raser les ZAD, ceux-là mêmes qui ont assassiné Rémi Fraisse il y a quelques mois. C'est une erreur de croire qu'il y a la FNSEA ou les petits patrons de Roybon d'un côté, et l'Etat, avec ses élus, ses services et ses flics de l'autre ; Vinci et Pierre et Vacances d'un côté, et l'Etat de l'autre. Il y a juste une unité d'intérêts convergents. Par ailleurs, les communautés rurales impactées par les projets ne sont pas des entités homogènes. Paraîtrait même qu'il y a des enjeux de classes, des hiérarchies, des emprises morales, matérielles, idéologiques, religieuses... Etat et capital trouvent des complices par intérêt ou adhésion idéologique. Il ne faut donc pas s'attendre à ne voir que des gens en uniformes nous faire face.

Etat et Capital avancent ensemble. Ces projets ne peuvent voir le jour qu'avec la complicité de l'Etat, mais au-delà avec son appui administratif, politique, financier et à travers des infrastructures qu'il est seul habilité à autoriser. Et au besoin, avec ses flics. Au Chefresne, qu'une ligne THT devait traverser, les flics ont délogé un propriétaire de son champ pour permettre à l'industriel RTE de continuer ses ravages, alors même que l'industriel en question n'en avait pas l'autorisation de la Justice, qui elle-même fermera

évidemment les yeux... « Police nationale, milice du capital », « Justice, complice ». En l'occurrence, certains slogans tapent juste, mais à force de les répéter par réflexe, on ne prend plus acte de ce qu'ils signifient réellement.

Il est curieux qu'alors que tout devrait amener à prendre acte et assumer une lutte contre l'Etat et le Capital, l'Etat redevienne tout d'un coup une sorte d'entité neutre. Prendre acte, ça veut dire aussi essayer de s'organiser au mieux pour défendre la zone et les activités de lutte par nous-mêmes. Evidemment, la situation sur le terrain est compliquée, et l'autodéfense, c'est poser quelque chose d'ambitieux. Mais avons-nous véritablement d'autres choix ? Nous imaginons qu'il peut exister chez certains et certaines des stratégies médiatiques – « regardez comme les pros et l'Etat sont méchants, et nous gentils » – qui visent à légitimer la lutte, mais là encore c'est oublier le rôle des médias dans ces histoires, leur complicité avec les donneurs d'ordre, leur soumission idéologique et matérielle à l'ère du temps. Il nous semble plus pertinent de proposer des analyses et de riposter à partir d'une position claire d'opposition à l'Etat, plutôt que de lui redonner quelques couleurs, en passant en plus par une communication dont la critique serait tout aussi essentielle à faire, y compris au sein d'une presse « alternative » qui, plus elle se développe, moins sa dimension subversive nous paraît incarnée. Redonner vie ainsi à l'Etat, c'est succomber à l'idéal abstrait du citoyen, celui qu'on administre. Le citoyennisme radical, stade suprême de l'aliénation ?

Mais ce n'est pas seulement qu'Etat et Capital marchent ensemble. L'Etat s'est toujours employé à trouver des relais, des notables locaux, des franges réactionnaires, allant jusqu'à les laisser s'organiser en milices. Créer une situation pourrie est tout bénéf pour lui. Laisser d'autres que lui faire le sale boulot aussi. Il favorise un climat de tension peu propice au développement du mouvement, maintient la pression et la peur sur les gens qui luttent, sème le doute chez certains et certaines quant à la légitimité de ces luttes. Ajoutons que les premiers à subir les pressions, que ce soient des flics ou de leurs substituts citoyens, ce sont les gens qui luttent et habitaient déjà là avant le début du conflit. Ce n'est pas une raison pour s'interdire de porter certaines positions ou de mener certaines actions, d'aseptiser ses activités de lutte, mais s'organiser ensemble c'est d'abord prendre conscience des réalités différentes de chacun et chacune, et essayer de dégager du commun sans taire les divergences.

L'Etat et les industriels s'appuient quand ils peuvent sur des populations locales. C'était déjà le cas lors de l'implantation de la centrale nucléaire de Flamanville, dans la Manche, de 1975 à 1977. Plusieurs sites en Basse-Normandie étaient alors en ballottage pour accueillir les bienfaits de l'atome. C'est finalement Flamanville qui a été choisi, moins pour

des raisons techniques, que du fait de mobilisations immédiates d'oppositions sur les autres sites (dans le Calvados, des engins de chantiers avaient immédiatement cramé) et surtout du soutien d'une partie de la population locale. En effet, certains notables étaient acquis au nucléaire, depuis l'implantation de l'usine de retraitement de déchets nucléaires de la Hague à quelques dizaines de kilomètres. Même des curetons relayaient la bonne parole atomique. Mais surtout, à Flamanville, il y avait une population ouvrière qui avait perdu son boulot. Une mine de fer avait fermé ses portes quelques années auparavant. Evidemment, l'implantation d'une centrale a été vue d'un bon œil par une partie d'entre eux. La falaise dans laquelle ils plongeaient pour débusquer le fer allait laisser place à un chantier titanesque, puis à une centrale qu'il faudrait bien entretenir. Chantage à l'emploi. De fait, les opposants et opposantes, qui déjà menaient une occupation du site, ne se sont pas heurtés qu'à l'Etat et EDF, mais aussi à des citoyens locaux remontés et prêts à en découdre. Quoiqu'il en soit, les industriels et l'Etat choisissent les sites en fonction des mobilisations qu'ils rencontrent et des relais possibles au sein des populations locales.

Le site de Notre-Dame-des-Landes fait peut-être exception, du fait de sa longue histoire d'oppositions. Dans ce coin, il y a eu de nombreuses luttes dans le passé, des liaisons entre paysans et ouvriers de 68 aux luttes antinucléaires contre les centrales du Carnet et du Pellerin. C'est aussi pour cela que ça s'est « enkysté », comme dirait Valls. Mais ce n'est pas reproductible à l'identique partout, sans prendre acte des situations locales. Cela veut peut-être dire que ces luttes sont plus difficiles à faire vivre et surtout à étendre qu'on ne le croit. Mais qu'importe. Déjà à Chooz au début des années 1980, sidérurgistes et antinucléaires avaient compris qu'une hypothétique victoire (quelle victoire ?) n'était pas forcément le seul but d'une lutte. Leur mot d'ordre était « ça coûtera cher de nous foutre en l'air ». C'est aussi cette lucidité qui a parcouru la reprise de la lutte anti-THT dans la Manche, après le camp de Valognes de 2011. En l'occurrence, il semble bien que des documents internes des industriels concernés confirment un certain effet des sabotages et des diverses activités de lutte. Que cela se généralise, et les effets se feront d'autant plus sentir.

Caen, mars 2015.
blanchard.sievert@riseup.net



IL ETAIT UNE FOIS LA COGESTION



Lettre ouverte à Yannick Rousselet, responsable des campagnes nucléaires à Greenpeace France

Laura Blanchard et Emilie Sievert, Caen, juin 2015

Ci joint vous trouverez une lettre ouverte adressée à Yannick Rousselet, responsable des campagnes nucléaires à Greenpeace France. Cette lettre ouverte a été écrite dans le cadre d'une revue à paraître autour de la mort de Rémi Fraisse - manifestant tué par le souffle d'une grenade offensive cet automne lors d'un rassemblement contre le barrage du Testet -. Il était pour nous important d'évoquer dans ce cadre comment l'Etat trouve souvent au cœur des luttes des militants ou des militantes à même de relayer son discours. C'est ce rôle que notre salarié de la multinationale écologiste a accepté d'endosser en direct sur i-Télé, condamnant les «méchants casseurs» qui «sévisaient» en réaction à cet assassinat dans les rues de Nantes et Toulouse.

La lettre ouverte qui suit sert davantage à nous alerter, nous qui luttons la rage au ventre contre ce monde, qu'à convaincre notre professionnel de la dissociation des méfaits de ces interventions. Il est en effet à la mode dans les milieux radicaux d'appeler à composer avec ceux et celles qui depuis déjà des plombes n'ont de cesse de donner en pâture aux flics et aux journalistes des camarades de lutte. Les réactions qui ont suivi la mort de Rémi Fraisse ont vu de nombreuses personnes prendre de lourdes peines. L'arsenal répressif loin de s'éteindre s'en est retrouvé renforcé. Quant aux mesures proposées par la commission parlementaire mise en place à la suite à cette mort, elles ne font que renforcer les conditions d'un maintien de l'ordre qui ne visent qu'à protéger le monde dans lequel nous sommes plongés.. Des interdictions de manif sur le modèle des interdictions de stade au brouillage des réseaux sociaux et des portables sur des zones de manif, tout ne fait que confirmer cette volonté de donner un tour de verrou supplémentaire. Ce n'est donc pas par repli idéologique ou sectarisme que nous interpellons ainsi Yannick Rousselet, mais bel et bien pour rompre les illusions des unités de façade. Parce que comme le maintien de l'ordre cherche à maintenir un monde, Rousselet et d'autres jouent avec ce monde en complicité.

Si nous avons choisi des pseudonymes pour nous exprimer ce n'est ni par goût du secret, ni par volonté de nous soustraire à une critique plus directe de la part de Yannick Rousselet ou de ceux et celles qui pourraient choisir de le soutenir, mais bel et bien pour éviter la personnification à laquelle n'échappe pas nos propres «milieux». Si des personnes comme Yannick Rousselet peuvent s'exprimer au nom d'un mouvement, d'une organisation, c'est qu'ils et elles jouent de cette personnification. Finalement, user d'un pseudonyme c'est paradoxalement pouvoir parler pour nous-mêmes, se défaire de toute ambition politicienne.

Enfin Yannick cette lettre s'adresse également à toi. Nous ne cherchons pas avec elle à nourrir un quelconque dialogue. Nous ne nous illusionnons pas sur la possibilité que tu fasses évoluer tes positions. Nous t'affirmons juste au passage notre hostilité irréductible. Enfin, nous avons choisi de ne pas la faire suivre à ton employeur, Greenpeace, car tu demeures un salarié, et cela même si tes positions sont plutôt pour ce genre de structure un gage de professionnalisme.

Révolutionnairement,
Laura Blanchard et Emilie Sievert.

PS : Le Raz Blanchard est l'un des plus puissants courants marins d'Europe qui circule au large du cap de La Hague ; le millisievert est l'unité de mesure de la radioactivité la plus communément utilisée de nos jours. L'un disperse les effluents radioactifs rejetés par l'usine de retraitement de La Hague que mesure la seconde.

« Nom de dieu je sais très bien comment c'est la révolution ! C'est les gens qui savent lire dans les livres qui vont voir ceux qui savent pas, et les voilà qui disent le moment est venu de changer tout ça ! Ils expliquent aux pauvres bougres, qui eux font le changement. Après, les plus malins de ceux qui savent lire dans les livres s'assoient autour d'une table pour bouffer et blablater, pendant que c'est les pauvres bougres qui crèvent. Et qu'est-ce qui arrive quand c'est fini ? Rien, tout recommence comme avant. »

Il était une fois la révolution, Sergio Leone.

Yannick,

DIRE QUE C'EST AVEC SURPRISE que nous avons découvert ton intervention du 01 novembre 2014 sur I-télévision serait mentir. Depuis quelques mois, du blocage du convoi de déchets nucléaires de Valognes aux survols de drones au dessus d'installations nucléaires françaises, tu es sur ces plateaux comme chez toi. Entre les inévitables spécialistes en *think tanks*, experts en maintien de l'ordre et éditorialistes de torche culs, tu dissertes ce jour là sur les manifestations qui se déroulent à Nantes et Toulouse suite à la mort de Rémi Fraisse. Dénonçant la rage des manifestants et des manifestantes, tu condamnes les groupes de "casseurs" auxquels les médias offriraient trop d'importance au regard des milliers de rassemblements pacifiques qui auraient lieu un peu partout en France.



Quelques jours plus tôt à Sivens, la gendarmerie a assassiné Rémi Fraisse, laissant un trou béant dans sa colonne vertébrale et un immense sentiment de perte et d'absurdité pour ceux et celles qui le matin à Sivens devaient se composer pour savoir qui manquait. Tandis que ce même jour, dans les rues de Nantes, mobiles et bacqueux figolent leur besogne en arrachant le nez d'un compagnon, et que des petits groupes de fachos attaquent des manifestants et des manifestantes, sous l'œil complice des flics, tu condamnes en direct les "casseurs". Tu as fini par choisir ton camp, et a priori c'est plutôt celui de l'ordre... et de la division qu'il tente d'opérer entre "bon manifestants" et "méchants casseurs".

Ainsi en quelques années, l'activiste antinucléaire que tu étais s'est mué au contact de ton employeur Greenpeace, au nom d'une sacro-sainte religion de la non violence, mais surtout d'un pragmatisme cogestionnaire, en relai des basses besognes policières. D'autant que tu n'en es pas à ton coup d'essai. Déjà à Valognes, en novembre 2012, lors d'un départ de déchets radioactifs vers l'Allemagne, tu ne te contentais pas de tenter de récupérer l'évènement avec ton organisation, Greenpeace. Tu te dissocias également et jetais en pâture à la vindicte policière les quelques centaines de personnes qui ont alors tenté, en essayant de ralentir le convoi, de réveiller une opposition au nucléaire bien endormie. Le fait que toi et ton organisation décident d'un rassemblement la veille, dans le but assumé dans des mails internes de tirer la couverture médiatique à vous, tout en appelant vos ouailles à désertir un rassemblement "anarchiste et violent" n'était guère étonnant. Votre refus de participer était attendu. En revanche, quand, par ta voie si médiatique, Greenpeace se dissocie en ces termes : « une ligne blanche a été franchie » ; quand elle participe au discours puant des autorités en alimentant les fantasmes de dangereux et dangereuses incontrôlables violents ; quand elle refuse le simple acte – minimal – de solidarité avec les compagnons et la compagnonnes inculpés de Valognes, en imposant, seule, son veto dans une coordination régionale anti-EPR qui souhaitait marquer sa solidarité, obligeant les autres organisations à faire chacune son communiqué ; quand par tes propos elle fournit lors de ce même procès des arguments à l'accusation, alors là, pas de doute, on change de registre. C'est un positionnement clair, pour le moins hostile à celles et ceux qui veulent lutter et retrouver un temps soit peu de prise sur la lutte antinucléaire et leurs existences. Nous étions alors quelques uns et quelques unes à en prendre acte, et à confirmer encore s'il en était besoin, que « nous n'avons définitivement plus rien à voir avec Greenpeace »¹.

POURTANT, TES PREMIERS PAS DANS LA LUTTE ANTI-NUCLÉAIRE tu les as faits au *Comité contre la pollution Atomique dans la Hague*, le CCPAH, premier Comité antinucléaire en Cotentin. Au comité on ne badinait alors pas avec l'action sous toutes ses formes. Dès 1973, des "irresponsables" du CCPAH stoppent avec d'autres militants et militantes un transport de combustibles. Plus tard, lorsqu'après Malville, des personnes sont arrêtés pour avoir cramé des engins du chantier de Flamanville, malgré quelques réticences, le CCPAH et les *Comité Régionaux d'Information et Lutte AntiNucléaire* (CRILAN), créés pour s'opposer à la construction de la centrale de Flamanville,

maintiennent leur solidarité. En 1979, lors des venues des *Pacific Fisher*, bateaux transportant des combustibles usés en provenance du Japon pour être retraités à La Hague, l'opposition se joue dans la rue. Au petit matin les grues de déchargement sont sabotées. Des affrontements violents ont lieu dans Cherbourg assiégée par les gendarmes mobiles, les voies sont obstruées par un wagon couché sur les voies à la Salines près de l'arsenal. Des bobines PTT sont posées sur ces mêmes voies. Bref l'imagination et la rage sont au rendez-vous, les coups et les blessures également. Tandis que le lendemain la presse locale s'en donne à cœur joie contre les « autonomes » et autres « casseurs », la *Crasse de la Manche*, journal clandestin porté par des militants et militantes du CCPAH, distribué à plus de 800 exemplaires dans l'arsenal militaire de Cherbourg, où l'on fabrique les sous-marins à propulsion nucléaire lanceurs d'engins et où tu bosseras quelques années, rétablit quelques vérités en ces termes : « *Les quelques jours qui ont suivi l'arrivée du Pacific Fisher à Cherbourg ont vu éclore un certain nombre de communiqués dans les colonnes des journaux locaux. Emanant de diverses organisations presque tous ces articles revenaient sur les événements qui eurent lieu sur la voie ferrée. La plupart des signataires se désolidarisaient des « éléments incontrôlés » pour certains, « autonomes » pour d'autres. Ces propos employés d'ordinaire par les forces de l'ordre ou la presse bien pensante ont été utilisés par des organisations qui feraient bien de réfléchir en deux fois avant de porter de tels jugements. En effet, il nous a semblé que ces autonomes n'étaient pas des êtres venus d'ailleurs, mais bien souvent des militants connus, membres à part entière de divers syndicats, partis ou associations. Si par malheur, ces camarades se retrouvaient un jour devant un tribunal, les juges sauront se servir des déclarations de certains pour mieux condamner ceux qui par leur action ont su compenser la carence des 18² sur le terrain. Le préfet s'est déjà servi des jugements de la CGT, ce qui n'est pas pour nous surprendre. Nous ne pouvons être d'accord avec de tels comportements surtout de la part de quelque organisation que ce soit des 18. »*

Autonomes ?... par nécessité !

La Crasse de la Manche, novembre 1979

A cette époque, malgré des divergences et des discussions parfois houleuses, au sein du mouvement, même si l'on était en désaccord avec une action, on savait conserver un minimum de solidarité face à l'ennemi commun, l'Etat nucléaire. Mais comme dirait July, Jospin, Cohn-Bendit ou Kessler³, tout ça c'est une époque révolue. Pourtant alors, tout le monde avait saisi que la violence c'est l'Etat qui la porte, en expulsant, pour lancer les travaux de la centrale de Flamanville, la Case déserte, cabane occupée par les antinucléaires en 1978 ; en saturant le pays de gardes mobiles, les cafards comme on les appelait à l'époque ; en jouant les pro-centrales contre les antinucléaires ; en multipliant procès et intimidations ; en mutant des syndicalistes CFDT de La Hague trop remuants ; en tabassant, en tuant même à Malville. Tout ça ne te rappelle donc rien : des lieux occupés, des flics, des mutilés, des morts. Mais avec l'âge vient la sagesse ou l'Alzheimer précoce. Tu ne vois même plus que tu es devenu le pompier que tes amis dénonçaient jadis. Mais c'est vrai que pour toi, l'activisme est affaire de spécialistes. Tu as participé au tournant du CCPAH au début des années 80, avec Jacky Bonnemaïn et Philippe Chardeur. C'est même l'époque où tu commences véritablement

à t'engager. A cette période, les tentatives de blocages et les actions directes auxquelles chacun et chacune pouvaient participer cèdent la place aux actions portées par des petits groupes. C'est ainsi qu'à l'arrivée de nouveaux déchets, les grues du port vont être occupées, tandis qu'à terre les manifestants et manifestantes sont appelés à se rassembler en soutien. Ces occupation des grues compliquent singulièrement la possibilité d'intervention des forces de l'ordre et ont un impact économique réel. Mais c'est par stratégie et par lassitude de s'en prendre plein la gueule, et non par condamnation de la violence en tant que telle, que les militants et militantes s'engagent dans cette voie.

A chaque nouvelle arrivée de combustibles, les actions sont de plus en plus portées à bout de bras par des groupes d'activistes, dont tu fais partie. Greenpeace sorti des flots dans les années 70, est déjà de la partie. Elle se lie avec le groupe activiste du CCPAH. Jacky Bonnemaïn deviendra l'un des responsables du groupe *Greenpeace France* pendant la décennie 1980, tandis que toi, tu deviendras le chef de file du groupe local de Cherbourg au début des années 90, avant de devenir chargé de campagne nucléaire au national. A côté de vous, les rares antinucléaires qui restent ne jouent déjà plus que le rôle de figurants et de figurantes.

L'activisme porté par de petits groupes formés et aguerris, c'est la marque de fabrique de *Greenpeace*. Et la tienne. Mais elle va s'affiner avec le temps. Aujourd'hui, l'activiste, terme officiel au sein de l'association internationale, est choisi par un dirigeant ou une dirigeante de groupe local. Il ou elle suit ensuite une formation spécifique, et entre dans le giron secret des opérations coups de poing. Il ou elle aura alors le droit de faire un tour dans l'hélico de l'organisation, de se faire arrêter devant les caméras, et de passer au tribunal quelques mois plus tard. Trop cool.



EN BON KALIMÉRO, face à ceux et celles qui ont compris ton manège, tu réponds : « *c'est vraiment trop injuste !* ». « *Je ne leur ai rien fait !* ». « *J'ai toujours été non-violent !* » Mais il est tout de même ironique alors de lâcher les centaines de personnes s'affrontant avec les flics entre les griffes bien plus acérées des violences d'Etat. Celles qui mutilent, tuent, marquent et emprisonnent. Il semble qu'à tes yeux la violence que l'Etat retourne contre les éléments les plus radicaux soit justifiée. Il faut dire qu'en plus de 30 ans, les institutions sont devenues ta seconde maison. Et la gestion de l'existant ta nouvelle vocation. Pour toi et tes amis, il ne s'agit plus tant de combattre l'atome que de faire avec. Il est là. Dès lors, les actions visent à influencer les décideurs, l'Etat, les contrôleurs et même les industriels. Elles sont complétées par le lobbying au sein des institutions locales, nationales et internationales. *Greenpeace* et ses supplétifs EELV, WWF et la FNE cherchent à aménager le monde en ménageant le mode de production capitaliste, et toi tu t'occupes juste du décor, plus des fondations.

En tout, tu ne fais finalement que répondre à la matrice même de *Greenpeace*, sorte de multinationale du militantisme écolo shootée au management, à la hiérarchie d'entreprise et au calcul coûts/bénéfices. La multinationale engage même l'un de ses récents directeurs en France, Husting, dans la finance. Depuis longtemps, l'ONG reprend les techniques managériales et est obsédée par la professionnalisation. Elle va même jusqu'à recruter ses activistes, qui porteront les actions décidées en haut lieu, parmi les plus méritants et méritantes de ses bénévoles, tout cela encadré par les dirigeants et dirigeantes et les salariés. Pas de places pour les sympathisants et sympathisantes, ils et elles ne sont bons qu'à verser de la thune. C'est d'ailleurs l'obsession de *Greenpeace* qui sera l'une des ONG pionnière en matière de collectes dans les rues par de petites mains précarisées. Formés aux techniques non-violentes, aux opérations clandestines symboliques et aux discours médiatiques bien préparés, les activistes, sondés, triés et formés sont la vitrine de l'organisation. En se mettant en péril, ils et elles offrent l'image d'un attachement à la cause, et permettent à l'ONG d'engranger de nouveaux adhérents et adhérentes, et ainsi de nouveaux subsides. C'est pour cette raison essentielle que *Greenpeace* labellise toutes ses actions, et qu'elle est sans aucun doute totalement étrangère aux survols d'installations nucléaires par des drones. Parce que l'activiste est une ressource et l'action un business plan.

A côté de cela, *Greenpeace* fréquente assidûment les salons et les cercles patronaux et politiques. Et toi également. L'Etat n'est plus un ennemi mais un *sparring partner*, avec qui l'on boxe en complicité. Les intrusions dans les centrales ne visent plus qu'à renforcer les dispositifs de sécurité ; les révélations sur les mensonges des industriels à améliorer la sûreté des installations ; le retrait des commissions d'information à réclamer une représentation plus juste des antinucléaires. Parce que votre entreprise ne vise plus à changer le monde mais à le ripoliner en vert pâle, en mixant nucléaire et renouvelable, c'est juste la part du nucléaire qu'il faut réduire. Vous ne travaillez plus avec vos amis Facebook d'EELV qu'à ajuster nos vies au meilleur des mondes dans lequel nous sommes plongés en administrant le vivant. Ce maintien d'un monde, pendant du maintien de l'ordre, connecte au réseau énergétique existant ses projets

industriels labellisés renouvelables – éoliennes offshore, hydroliennes titanesques, centrales photovoltaïques monumentales – portés par les mêmes industriels qui continuent de promouvoir l'atome. Tout ça pour continuer à faire tourner toutes nos chères industries, nos datas center, nos lignes TGV, tout un tas d'infrastructures de transport d'électricité qui sont appelées à proliférer. Pas de souci, toi et nos chers écolos s'y rallient avec enthousiasme comme pour la nouvelle ligne THT FAB reliant le réseau français et britannique sous prétexte que cette ligne transporterait de l'énergie renouvelable. Oubliée la vocation de cette interconnexion européenne à exporter la surproduction en base de nucléaire de l'industrie française qui produit trop, et importer l'électricité en période de pointe, fournie par les autres énergies. Oubliée la nocivité des lignes qui lorsqu'elles transportent de l'électricité charrient leucémies et mammites, et qui par la magie de la fée écologiste acheminerait dès lors petites fleurs et soleil radieux. Ces projets d'interconnexion, toi, *Greenpeace* et la FNE les soutiennent au niveau européen, et les relaie au niveau local.

Entre écolocrates, Etat et industriels, comme hier entre Etats patrons et syndicalistes cogestionnaires, il s'agit maintenant de disserter entre gens responsables sur la durée de vie des centrales nucléaires, de réduire l'impact des installations. Tu travailles donc en étroite collaboration avec l'*Autorité de Sûreté Nucléaire*, autorité faussement indépendante, comme les nucléaristes « modernisateurs » et « démocrates » ont su en promouvoir. Et tu peux ainsi laisser parler cette nouvelle responsabilité écologiste dans la revue



de l'ASN, Contrôle : « Greenpeace rappelle que, au regard des perspectives de stagnation ou très faible augmentation de la consommation électrique et de la diminution programmée de la part d'électricité d'origine nucléaire en 2025, la solution la plus simple et la plus sage consiste à ne prolonger aucun des réacteurs au-delà de ses 40 ans. L'ASN a redoré son blason depuis la loi TSN et sa manière de communiquer sur l'accident de Fukushima. Elle est maintenant à l'épreuve des faits. Elle doit afficher ses exigences sans aucune concession auprès des exploitants, et n'accepter aucun marchandage. Les années qui viennent devront être celles qui montreront sa véritable nature : son indépendance. » Ceux et celles qui devront supporter tes 40 ans d'EPR te remercient d'avance.

Etre antinucléaire à Greenpeace ça se résume à se transformer en spécialiste en radioprotection. « De son côté, le Gouvernement doit tenir ses engagements en dotant l'ASN des ressources humaines et financières nécessaires à l'accomplissement de la tâche qui l'attend. Il doit doter l'ASN d'un pouvoir de sanctions graduées efficace permettant de contraindre les exploitants à respecter ses prescriptions et réglementations. (...) L'ASN ne devra donc avoir comme seul critère que la sûreté des installations et aucun critère économique ne devra l'influencer. La sûreté ne se marchande pas. Soit une modification n'est pas nécessaire, soit elle l'est quel que soit son coût. La sûreté des réacteurs français est à ce prix-là ! ». Comme tu neutralises la fonction de l'Etat, tu neutralises celle des autorités de sûreté aux mains des nucléaristes... C'est beau l'esprit citoyen. C'est le même souci qui t'habite lors



des survols d'installations nucléaires par des drones comme tu le claironnais inquiet sur le plateau d'I-Télé : « On a dit et répété dans des institutions officielles (...) nos systèmes de protection sont perfectibles (...) nos centrales nucléaires ne résistent pas à une attaque aérienne (...) » C'est bizarre, ces installations, malgré le legs qu'elles ne manqueront pas de nous laisser, nous ne les ressentons pas comme les nôtres, mais comme un sacré héritage de merde, et surtout nous n'entendons pas les gérer avec ceux et celles qui les ont construites et les administrent, et encore moins à leur profit. C'est ce que pour ta part tu fais avec d'autres complices de l'ACRO, du GSIEN ou de FNE au sein du Haut comité à la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire. Toi et tes complices du haut comité n'avaient d'ailleurs jamais cessé de vous croiser dans les Commissions locales d'information autour de La Hague. De Jacky Bonnemains à Monique Sené, il ne manque personne. A croire que La Hague fut le parfait laboratoire de cette « démocratie » et de cette « transparence nucléaire ».

LORSQUE LE POUVOIR SENT QUE LA SITUATION S'EMBRASE, il est toujours heureux de trouver des pompiers. Dans un quartier, c'est le grand frère, la clique associative, dans une boîte, c'est le ou la cacique syndical du coin, dans ton cas l'activiste baroudeur d'autant plus au dessus de tout soupçon qu'il est sûrement rempli de sincérité. L'ordre établi a d'autant plus besoin de gens comme toi, que depuis quelques années il ressort la figure de l'ennemi intérieur. Il trouve toujours des gens pour l'appuyer. Merci Yannick. S'il y a toujours quelques activistes radicaux suffisamment admiratifs de vos savoir-faire, moyens et compétences pour vous accueillir toi et ta multinationale de l'écologie, avec nous ça ne prend plus. Et nous la joue pas «vous divisez le mouvement», ce serait tout de même gonflé après avoir ainsi livré quelques antinucléaires en pâture sur les plateaux télé. Inutile de préciser qu'on te claque pas la bise. Mais t'inquiète on ne sera sans doute pas sans se recroiser, nous, «djihadistes verts», face aux armes de la police, toi, militant modèle, entouré de caméras ou sur les plateaux télé. Nous ne sommes définitivement pas du même côté de la barricade, ni de l'écran. Gaffe aux projectiles.

Caen, Juin 2015

Laura Blanchard et Emilie Sievert
blanchard.sievert@riseup.net

Notes

1. Conclusion de la brochure Greenpeace, ou la dépossession des luttes écologistes, par un anarchiste du CRAN (Collectif Radicalement Antinucléaire).
2. Les 18 c'est le cartel d'organisations qui des antinucléaires à la CFDT et au PS appellent à bloquer le convoi.
3. Faut-il te rappeler que July de mao devint patron du Libé libéral, que Jospin de l'OCI se transforma en premier ministre, que Cohn-Bendit de trublion anarcho-communiste se mua en chef de file des écolocrate libéraux et que Kessler de l'UEC devint le numéro 2 du MEDEF qui n'eut de cesse de défaire l'Etat providence... tous ces petits chefs gauchistes de l'après 68 sont devenus l'encadrement du monde capitaliste qu'ils exécaient.



L'EFFET DIÈSE

Aversion (Péninsule ibérique), mars 2015

« Les téléphones intelligents nous offrent l'opportunité de comprendre comment la vie normale modèle le cerveau des gens communs. La technologie digitale que nous utilisons au quotidien modèle le processus sensoriel dans le cerveau à une échelle qui nous a surpris. »

Article sur une étude de l'Université et de l'École Polytechnique Fédérale de Zurich (Suisse) sur l'effet de l'utilisation de dispositifs tactiles sur notre cerveau. (La Vanguardia, 20 janvier 2015)

Le slogan « *yo también soy anarquista* » [moi aussi, je suis anarchiste] a été repris à de nombreuses reprises. Deux de ces occasions, il y a peu, nous ont poussé à quelques réflexions : la première a concerné la lutte dans le quartier de Gamonal à Burgos [en janvier et novembre 2014], où ce slogan a été lancé par des habitants en réponse aux tentatives de la mairie de séparer, de faire s'affronter et de diviser une fois de plus les gens du quartier ; la seconde a suivi l'arrestation de personnes accusées dans le cadre de l'opération Pandora, lorsque ce mot d'ordre s'est mis à rebondir à toute vitesse de portable en portable, précédé d'un signe dièse : « *#Moi aussi je suis anarchiste* »¹ !

Dans le premier cas, il s'agissait d'une réponse ponctuelle et forte contre la violence de l'État, venant de ceux qui ne croient plus aux stratagèmes de ce dernier, fruit du travail collectif entre des compagnon-nes et des voisin-es de Gamonal. Dans le second cas, ce n'est qu'un hashtag de plus, une étiquette formée d'un mot, un sigle ou une phrase précédés du caractère « dièse », et utilisé sur internet, en l'occurrence sur le réseau social Twitter.

L'effet dièse, c'est la possibilité de faire sienne une étiquette [un hashtag se compose d'un # suivi d'un tag, ou étiquette] dotée d'un certain poids (quel qu'il soit), cela nous permet de donner une opinion sans prononcer un mot, sans se mouiller, sans réflexion approfondie, puisqu'il suffit de reproduire cette étiquette au rythme névrotique de nos vies (dans l'ascenseur, dans les embouteillages, dans le métro, entre un cours et un autre, et même quand on est en train de chier). De la même façon d'ailleurs que le monde virtuel en général nous offre l'option de communiquer (ou de répandre) sur le champ n'importe quelle réflexion, opinion, photo, connerie, peu importe ce qui est dit : Vive le monde fantastique de la technologie !

Quand nous étions petites, nous jouions souvent à ce jeu : nous prenions un mot de deux syllabes et nous le répétions plusieurs fois jusqu'à ce qu'il change de sens ; ce qui me surprenait alors, ce n'était pas que « bron-ca » [colère] se transforme en « ca-brôn » [salaud], mais plutôt à quel point les deux mots se voyaient vidés de leur sens comme par magie et ne devenaient plus qu'un bruit. C'est ainsi que la phrase « *yo también soy anarquista* » répétée à maintes reprises peut certes grossir et se diffuser dans le temps, mais, en fonction du moyen utilisé et de la situation dans laquelle elle est lancée, peut aussi bien se charger de sens et de représentations que s'effriter et se réduire à un simple slogan, à un mot creux.

Nous n'accorderons certainement pas la même valeur au « *Je souffre parce que je suis anarchiste* » de Vanzetti face à la peine de mort², qu'au « *#Moi aussi je suis anarchiste* » transmis « anonymement » et en flux par Twitter.

La solidarité est appréciable, mais il ne faut pas oublier que c'est précisément en ressasant et en décontextualisant quelque chose qu'on banalise sa valeur, son poids ; se définir anarchiste à un moment où c'est cela qui est en cause est bien sûr appréciable, mais il est absurde de le faire sans le ressentir, sans y croire et/ou sans le comprendre, qui plus est à travers un média qui ne suppose aucune sorte d'implication réelle. Ainsi, il n'est pas surprenant que même des politiciens et des journalistes férus de nouvelles technologies annoncent fièrement leur solidarité facile de *smartphone* : « *#yo también soy anarquista* ». Aucun d'entre eux n'aurait certainement eu l'audace de reprendre aussi facilement cette étiquette sur leur GPS doué de parole et décrit lorsque Francisco et Mónica ont été arrêtés. Pourquoi ? Ou d'affirmer comme certaines personnes solidaires dans un tract : « *Nous sommes tou-tes Mateo Morral* ». Et dans ce cas, cette phrase se serait-elle diffusée avec autant de rapidité, jusqu'à devenir un *rending topic*, c'est-à-dire un sujet à la mode ?

L'espace que chacun-e d'entre nous donne à la technologie dans sa propre vie relève d'un choix personnel, mais c'est une responsabilité collective qu'au moins celles et ceux qui disent *basta* ! à l'avancée frénétique de cette dernière ne soient pas exclus-es de l'information lors de moments importants. Si certain-es aiment passer leur temps en écrivant des maximes philosophiques ou en maudissant les politiciens sur Twitter... qu'ils y aillent, personnellement, je ne les suivrai pas. Mais au-delà de l'invitation à une réflexion personnelle sur jusqu'à quel point nous voulons continuer à donner de la place à cette course effrénée et consumériste du contrôle totalitaire, nous pensons qu'il est d'une importance vitale de maintenir les anciennes méthodes de communication entre nous...



Ndt

1. Un effet encore amplifié suite à l'Opération Piñata du 30 mars, où on a même vu fleurir dès le surlendemain en guise de solidarité une... vente de tee-shirts à 9€ ! Et au-dessous d'un slogan emprunté ailleurs, il y a bien sûr l'inévitable invitation à se rendre sur twitter et son « *#YoTambiénSoyAnarquista* ». Voir l'image ci-contre, tirée d'un blog espagnol du mouvement qui soutient cette initiative.

Dans le même genre, on a pu trouver dès le lendemain l'invitation à un apéro solidaire à Barcelone avec comme point de référence encore twitter, mais cette fois en déclinaison catalane « *#JoTambéSocanarquista* » !

Conclusion, en cas de répression achète un tee-shirt ou bois un coup, mais surtout twitte bien ta rage...

2. Discours de Vanzetti face au juge Thayer le 9 janvier 1927 lors de l'ultime sentence de sa condamnation à mort : « *Je souffre parce que je suis anarchiste, et vraiment je suis un anarchiste. J'ai souffert parce que j'étais un Italien, et vraiment je suis un Italien. J'ai souffert plus pour ma famille et pour ceux que j'aime que pour moi-même, mais je suis si sûr d'avoir raison, que pouvez me tuer une fois, mais si pouviez m'exécuter deux fois et si pouvais renaître deux fois, je voudrais vivre de nouveau pour faire encore ce que j'ai déjà fait. J'ai fini. Merci.* »



AUTOUR DE LA QUESTION DES MONTAGES, DE LA JUSTICE ET DE L'OFFENSIVE

Des anarchistes par delà des Pyrénées, février 2015

EN LISANT des textes en langue espagnole sur la répression, il est assez fréquent de tomber sur le terme de « montage ». Montage policier, judiciaire, politique ou montage tout court, le mot est souvent mis à toutes les sauces, générant pas mal de confusion quant aux réalités qu'il prétend décrire ou résumer. Considérations sémantiques mises à part, il nous semble surtout important de revenir sur les ambiguïtés que ce mot-tiroir peut, plus ou moins volontairement, engendrer ou entretenir. En effet, à l'heure où la répression vient, une fois de plus, frapper à la porte des anarchistes avec les uniformes des flics et les costumes des juges (comme dernièrement avec l'*Opération Pandora* par exemple), il est plus que jamais nécessaire de faire preuve de clarté dans la manière de l'affronter.

Il est évident que nous ne pourrions et ne voudrions jamais nous mettre à la place du pouvoir ni réfléchir comme lui, et que nos critères ne sont pas les siens. Cependant, avoir quelque analyse et quelque réflexion précise sur ses buts et ses méthodes, notamment en matière de répression, peut donner des pistes pour y faire face. Sachant bien sûr que nous déterminerons toujours les chemins à emprunter en cohérence avec nos idées et nos perspectives anti-autoritaires, pour sortir du terrain miné de l'ennemi et agir de manière qui nous semble la plus appropriée.

Au regard des expériences du passé, les opérations répressives de grande envergure de l'État, sous ses différentes formes (monarchie, dictature, démocratie...) contre ses

ennemis déclarés, les anarchistes, n'ont rien de bien nouveau. Elles sont même assez classiques dans des contextes d'effervescence sociale et d'intense activité subversive. Que l'on pense aux lois et aux grands procès anti-anarchistes dans la France de la Belle époque et de la propagande par le fait, aux procès de Montjuich dans la bouillante Barcelone de 1896, à Sacco et Vanzetti et tant d'autres compagnon-nés aux États-Unis dans leur farouche opposition à la Première guerre mondiale et ses suites, à la Valparaiso (Chili) insurgée en 1920, une des stratégies de l'État a consisté à s'emparer d'un ou plusieurs faits spécifiques pour lancer de vastes coups de filet contre une partie ou l'ensemble du mouvement anarchiste, et faire tomber à la pelle des condamnations de toutes sortes (exécution, lourdes peines de prison, déportations...). Dans ces cas-là, les objectifs affichés étaient clairs : outre la vengeance à tout prix contre des compagnon-nés qui ne faisaient pas mystère de leur volonté d'en finir avec un monde fondé sur l'exploitation et la domination, il s'agissait aussi de mettre un terme à l'offensive révolutionnaire contre l'État et le Capital. Le rôle précis des personnes incriminées dans telles ou telles affaires jouait alors pour la Justice un rôle presque secondaire. C'est avant tout la responsabilité dans une dynamique d'attaque contre les puissants qu'il fallait châtier, et intimider en faisant des exemples.

Aujourd'hui encore, bien que la conflictualité sociale et le contexte de luttes aient changé, la répression contre des



anarchistes reste à l'ordre du jour dans nombre de pays, et la signification profonde d'une expression comme « ni innocents ni coupables » continue à se poser avec autant d'acuité. Le fait que les avocats jouent sur la légalité des procédures ou plaident l'absence de preuves dans l'enceinte des tribunaux est une chose, mais c'en est une autre qu'une grande partie d'un mouvement s'attache elle aussi à démontrer l'innocence des compagnons. Cela peut être lié à de réelles divergences de fond – tout le monde ne partageant pas la position d'un Novatore sur le fait que les « coupables » méritent encore plus notre solidarité que les « innocents » – ou simplement à une faiblesse d'analyse de la situation et du fonctionnement de la justice comme arme au service du pouvoir.

Or, face à des répressions spécifiques, des anarchistes ont proposé et eu à cœur de continuer à faire vivre les dynamiques de lutte ou de soutenir l'offensive, plutôt que de clamer haut et fort l'extériorité des compagnons aux faits reprochés, parfois avec l'idée d'établir un rapport de force susceptible de les tirer des griffes des geôliers, parfois par vengeance ou tout simplement mus par un lien de profonde continuité d'idées, de pratiques et de perspectives. À l'inverse, d'autres réactions ont aussi pu consister à minimiser le contexte ou une partie des faits dans l'espoir de recueillir un plus large soutien, ou encore à tenter lourdement d'éloigner *le plus possible* le danger de soi, notamment en prenant de prudentes distances avec ce que l'État prétendait vouloir frapper.

UN DES EXEMPLES historiques fréquemment utilisé pour illustrer les montages est celui de la Mano Negra en Espagne, et ce n'est à notre avis pas un hasard. En 1882, les attaques en tout genre qui se multipliaient en Andalousie, essentiellement contre les grands propriétaires terriens, furent attribuées à une organisation secrète : la Mano Negra. Sur ce, des milliers de journaliers agricoles et d'anarchistes de la région (les chiffres varient de 3000 à 5000) furent arrêtés, la plupart membres de la FTRE (fédération syndicale espagnole liée à l'AIT). Finalement, parmi des centaines de personnes enfermées et chassées et au bout de ce qu'on peut imaginer de tortures, 14 d'entre elles furent condamnées à mort pour un assassinat. Nous ne saurons probablement jamais si elles avaient ou non participé à cet assassinat particulier et fait partie de la Mano Negra, mais ce qui est sûr c'est qu'en l'occurrence l'État voulait régler bien autre chose qu'une histoire de meurtre. Ce qui manifestement l'inquiétait, c'était à la fois la multiplication des actions directes et l'émergence d'une organisation formelle de masse du type FTRE qui comptait des dizaines de milliers d'affiliés disposés à lutter contre les conditions de misère qui leur étaient imposées. C'est donc de l'ensemble qu'il voulait se débarrasser, y compris en jouant sur les différences internes au mouvement. Mise au pied du mur et pensant certainement se préserver en tant que structure, la FTRE s'est placée sur le terrain posé par l'État, à la fois en niant l'existence de la Mano Negra (d'où la thèse d'ailleurs fort controversée qu'il s'agirait d'une création des flics) et en condamnant des pratiques d'action clandestines ne correspondant pas à sa stratégie du moment.

Cet exemple nous semble révélateur en ce qu'il illustre une des stratégies répressives de l'État, plus encore quand il ne dispose pas de personnes prises sur le fait : d'un côté désigner les coupables qui lui semblent les plus appropriés, et *en même temps* profiter de l'occasion pour faire le *tri* entre les bons anarchistes et les mauvais. Objectif de départ ou effet collatéral – nous le répétons notre intention n'est pas de pénétrer l'esprit tordu des sbires –, toujours est-il que dans ces situations, les prises de distance ont également émaillé l'histoire du mouvement anarchiste. Cela fut notamment le cas lorsque des organisations formelles, parfois de masse, avec l'enjeu de leur possible interdiction ou légalisation, se sont abstenues ou ont pris soin de ne pas reconnaître tel ou tel compagnon-ne comme anarchiste – comme s'il fallait quelque carte de membre pour l'être et agir en tant que tel –, voire se sont jointes aux chœurs condamnant telle ou telle action.

NOUS N'ALLONS pas développer ici tous les problèmes que soulèvent les notions de « représentativité » au sein du mouvement anarchiste, de ce que pourraient être les pratiques « communément admises » par *cet ensemble* (pour autant aussi indéfinissable que protéiforme) ou la place accordée aux actions minoritaires... Ce qui est par contre certain, c'est que ces problèmes deviennent parti-

culièrement aigus quand, en plus, les réactions par rapport à des initiatives offensives se calquent sur les normes répressives du pouvoir, elles-mêmes implicites et à géométrie variable selon les nécessités et les situations du moment. Lorsque des actions ne sont plus considérées selon des critères individuels et éthiques, lorsque les percevoir comme « minoritaires » les rend d'emblée suspects, lorsque leur pertinence ne se mesure qu'à l'aune de l'épée de Damoclès qu'elles pourraient faire tomber sur tous, alors c'est que le calendrier politique et répressif a pris le pas sur les idées. Certes des débats peuvent surgir autour du partage ou pas de certaines actions, de leurs objectifs, de leurs méthodes ou de leur pourquoi *mais* ils doivent être menés entre compagnon-nes et de manière appropriée, c'est-à-dire loin des oreilles du pouvoir, des projecteurs des médias et des espaces virtuels de communication, et surtout pas sous les injonctions de l'État à qui on se sentirait obligé d'apporter des réponses et des garanties quand il nous met en joue.

POUR EN REVENIR à la question du « montage », il semble qu'un réflexe quelque peu conditionné consiste à mettre en avant cette expression assez pratique afin de mettre tout le monde d'accord contre ce qui serait une *injustice manifeste*. En réalité, ce réflexe amène généralement à ne pas toucher les mécanismes de fond de la justice. Si l'État n'a certes souvent pas hésité à mener la guerre contre ses ennemis déclarés en allant à l'encontre de ses soi-disant propres règles (fabrication de fausses preuves, faux aveux et témoignages obtenus par le chantage ou sous la torture etc.), ce serait cependant une grossière erreur d'oublier que la justice est *en soi* un instrument forgé à son image et pour son usage.

Depuis belle lurette, le pouvoir s'est doté des moyens de punir non seulement les auteurs matériels de certains faits, mais aussi celles et ceux qui d'une manière ou d'une autre auraient pu rendre leur réalisation possible. La notion de complicité est d'ailleurs extensible au point d'englober parfois la complicité passive ou morale, consistant à ne pas avoir empêché un fait délictueux ou à être resté sur place lorsqu'il a été perpétré ! Le délit associatif – de malfaiteurs, subversif, terroriste etc. – constitue également une arme de choix en ce qu'il permet de sanctionner des relations et des affinités (réelles ou supposées) en les mettant sous un même chapeau, qu'il s'agisse de groupes ou d'organisations existants ou créées de toute pièce. A travers lui, l'État cherche souvent aussi à construire une lecture du monde à son image en plaquant des structures hiérarchiques sur celles et ceux qui veulent en finir avec son existence, dont ils fait des petits soldats aux rôles bien définis et prêts à tout pour s'imposer. *L'intentionnalité*, complétant avantageusement son arsenal juridique, lui offre en outre la possibilité – qu'il ne se prive pas d'utiliser – d'intervenir y compris à titre préventif contre des idées telles qu'il les interprète et selon la dangerosité pratique qu'il leur attribue. En ces temps de guerre accrue « contre le terrorisme », le délit d'apologie est très en vogue, notamment en France : des positions orales ou écrites suffisent en tant que telles à rentrer dans le cadre de la loi antiterroriste. Outre son application à certains faits précis qui servent toujours de prétexte, cette accusation peut plus généralement s'avérer bien pratique pour condamner celles et ceux qui de diverses manières contestent le système en place.

Au-delà de ces quelques exemples, l'essence de toute loi est de codifier actes et comportements, pour fixer normes et interdictions en fonction des intérêts et de la morale dominants, ainsi que des rapports sociaux. Les prisons sont remplies à ras-bord de celles et ceux qui tombent *au quotidien* sous le coup de l'interminable liste des crimes et délits, c'est-à-dire des constructions juridiques élaborées par le pouvoir en place et régulièrement remises à jour pour le plus grand profit de l'État et du Capital.

Face au fonctionnement intrinsèque de la justice, on peut donc se demander si avoir recours si souvent au prisme du montage pour déchiffrer et dénoncer telle ou telle opération répressive particulière ne conduit pas, *en creux*, à réclamer une meilleure application de la loi démocratique. Poussée jusqu'à ses ultimes conséquences, cette grille de lecture qui part plus des normes de l'ennemi et de leur respect que de nos propres idées et perspectives, pourrait même servir à justifier de fait la terreur légale ordinaire dans toute sa tragique banalité.

Affirmer qu'innocence et culpabilité ne font pas partie de notre vocabulaire, c'est affirmer au contraire notre refus de réfléchir et d'agir en fonction de tout code pénal (et moral), notre détermination à rester en dehors des sables mouvants du droit – vers un *a-légalisme* qui n'a rien à voir avec un quelconque goût du martyre, mais tout avec la cohérence de nos idées anti-autoritaires.

LORSQUE L'ESTOCADE est portée contre des individus ou des groupes en leur attribuant en vrac une série d'actions en utilisant le fait qu'ils défendent et diffusent des idées et des pratiques offensives contre l'autorité, une des questions qui se pose à celles et ceux qui partagent ce contre quoi ils se battent reste celle de la solidarité, et donc de la propagation de ces idées, de ces pratiques et de leurs *pourquoi*, sans laisser la répression monopoliser le terrain et le calendrier. Pour ne pas se limiter à un effet de « campagne » qui se cantonnerait à des situations et des moments isolés, cette solidarité pourrait également s'inscrire dans la continuité du combat contre les institutions qui appliquent si bien cette terreur quotidienne à travers les guerres, l'enfermement, la misère, l'exploitation, l'empoisonnement durable de la planète...

Parce qu'effectivement, les mots et les idées ont des conséquences, la proposition anarchiste que chacun-e reprenne sa vie en main, celle de la libre association et de l'auto-organisation dans le conflit, est aussi une méthode pour mener toujours plus loin la lutte contre l'existant, jusqu'à la destruction de toutes les cages.

■

ETAT DE GUERRE



Que mille révoltes éclatent

Paris, septembre 2015

Aux frontières, des milliers de Amorts, la plupart d'entre eux, des hommes et des femmes qui tentent d'échapper à la misère et aux guerres provoquées par le sacage capitaliste.

Dans les rues de Paris, comme partout ailleurs, les flics pourchassent les indésirables : sans-papiers, rebelles, hors-la-loi, inconformes de toutes sortes. Ils contrôlent, humilient, raflent, tabassent, enferment, expulsent et parfois tuent.

Face à la possibilité que ces indésirables s'auto-organisent et se révoltent il n'y a pas que la répression. Les chacals gauchistes et les organisations humanitaires contribuent de différentes manières à sauvegarder le contrôle du pouvoir sur la population, à assurer la gestion du détail humain. Avec leur hypocrite humanitarisme, ils jouent un rôle central dans le maintien d'un système fondé sur l'exploitation et la domination. Quiconque sort du cercle et prend ce dont il a besoin sans se plier à la loi et vous les verrez lui tomber dessus pour le calmer et le canaliser et le ramener vers des procédures légales ou vers la recherche de compromis. Et

.....
 : Alors que le numéro de la revue était prêt à être envoyé à l'imprimeur, les atten-
 : tats de Paris du 13 novembre 2015 et leurs conséquences sont aussi venus bou-
 : leverser la donne à ce niveau. Nous avons donc choisi d'un côté de refondre le
 : dossier – dont le contenu qui contient des textes de février à octobre 2015 avec
 : notamment des traces de l'agitation sur la question des frontières pourra sem-
 : bler un peu plus décousu – et d'un autre côté de rajouter un cahier à sa suite,
 : avec quelques textes de différents contextes sortis mi-novembre.
 :
 : Nul doute que nous reviendrons sur la question dans le prochain numéro ; en
 : attendant, nous souhaitons livrer ici quelques pistes pour s'opposer à la mo-
 : bilisation générale des esprits vers la guerre pour, comme le dit un des textes,
 : continuer à « *diffuser désordres, sacrilèges, subversions* ».
 :
 :

UNE METROPOLE QUELQUE PART EN EUROPE

NN, Belgique, mai 2015

Un après-midi d'hiver comme tant d'autres. Je me rends dans une boulangerie située dans un quartier où l'on fait beaucoup d'agitation contre la construction d'une maxi-prison. Le boulanger nous connaît bien, il a toujours pris nos publications et accepté de mettre nos affiches sur sa devanture. Je ne sais pas s'il lit tout en détail, mais une chose est certaine : il ne veut pas de cette maxi-prison et sait qu'on n'est pas du genre à négocier avec les flics et les politiciens.

Ce jour-là, il m'explique que ce n'est plus possible de mettre des affiches sur sa devanture. La dernière fois, les poulets sont arrivés et ont tout arraché. Ils lui ont dit que depuis les attentats à Paris et l'histoire des terroristes de Verviers, ce n'était plus pareil. Comme il était arabe, il devait se tenir à carreau s'il ne voulait pas qu'on le traite comme un terroriste. D'ailleurs, tous ces jeunes qui traînent chaque midi dans sa boulangerie, c'est fini. Ce sont des attroupements et c'est interdit ! Comme dans ce pays-qui-existe-bel-et-bien, il fait souvent mauvais temps, le boulanger laissait les jeunes de l'école d'à côté manger leur sandwich à l'intérieur. Ça discutait, ça se mélangeait, et c'est ce que les flics ne voulaient surtout pas, me dit-il. Ils ont d'ailleurs augmenté leur contrôle sur les jeunes qui se faisaient déjà beaucoup emmerder par la maison poulaga : prenant le

prétexte qu'ils sont « plus que deux », maintenant ce n'est plus seulement une histoire de devoir donner trop régulièrement ses papiers, les flics en profitent pour les plaquer au mur ou au sol, et les fouiller.

Le boulanger est gêné de ne plus pouvoir mettre d'affiches sur sa devanture, mais il prend un gros tas de publications contre la maxi-prison pour les poser sur son comptoir. Un endroit caché du regard inquisiteur des flics. Ils ont beau vouloir tout contrôler, ils ne pourront jamais avoir un œil partout !

Un mois plus tard, je reviens. Il me dit que les journaux sont tous partis, les gens se sont servis et le lisaient. Je lui demande si les poulets ont continué à le faire chier. Non, ils ont arrêté leur petit cirque. Et pour les jeunes ? Pareil, c'est de nouveau le train-train quotidien.

Une anecdote. Mais qui illustre certainement ce que sont et ce que ne sont pas les soi-disant nouvelles mesures anti-terroristes.

Dans ce quartier où les flics pratiquent de nombreux contrôles sur les jeunes mais laissent faire une partie du petit commerce, davantage que les nouveaux dispositifs législatifs qui étaient encore à l'état de projet, les bleus ont surtout pu profiter de l'occasion pour réaffirmer leur autorité. Pendant plusieurs semaines, les médias s'en sont donné à cœur joie, suivant en direct les événements puis répétant en boucle la nécessité de sévir contre ce mal absolu : les terroristes. Nul doute que ce climat où les citoyens de droite comme de gauche étaient appelés à resserrer les rangs face à « l'ennemi », a laissé les coudées larges aux forces répressives. Autrement dit, en redorant leur blason de « défenseur de la démocratie », a relégitimé leur travail infect. Les flics bruxellois se prenaient déjà pour des cow-boys, au cours du mois de janvier 2015, ils se sont crus dans un western afin d'imposer que chacun se tienne bien à carreau, mais cela n'a pas duré si longtemps.

Quant au cadre légal, il était déjà suffisamment extensif pour leur donner une importante latitude d'action qu'il soit mention de « terrorisme », de « sauvegarde de l'ordre public », ou encore de lutte contre le « grand banditisme ». A l'avenir, le plan adopté en Belgique, avec notamment la formalisation du « délit d'incitation indirecte au terrorisme », donnera plus de moyens humains et financiers aux différents services en charge du contrôle de la population, mais cela ne va pas sans quelques dysfonctionnements non plus...

La montée au niveau maximum d'alerte du plan anti-terroriste belge n'a ainsi pas bénéficié entièrement aux tenants de l'ordre. Suite au dit démantèlement de la cellule de Verviers, les flics belges n'étaient pas rassurés, car ils étaient eux-mêmes la cible du prochain « attentat », selon les prévisions. On les a vus fermer la plupart des commissariats de la ville au public, installer des barbelés devant leurs murs et... se barricader à l'intérieur. Le vieux commissariat du Parvis de Saint-Gilles a dû mettre en place un système de badge électronique pour empêcher toute intrusion. Sauf que trop peu à avoir le précieux sésame, les flics se trouvent eux-mêmes enfermés et ne peuvent plus circuler d'une partie à l'autre du bâtiment pour effectuer leur sale besogne, poireautant dix fois par jour pour que leur supérieur vienne leur ouvrir. A Molenbeek, le bourgmestre s'est plaint d'une montée des braquages à cause du manque de patrouilles sur le terrain entre la mi-janvier et le mois de mars suite à la réorganisation des effectifs de police due au relèvement de la menace terroriste. Les huissiers ont à leur tour protesté qu'ils ne se rendraient plus aux domiciles de particuliers, car ils ne pouvaient plus bénéficier d'une escorte policière trop occupée ailleurs. Suite aux évaluations du pouvoir comme aux protestations des flics eux-mêmes, accumulant un important montant d'heures supplémentaires, le niveau d'alerte a été redescendu le 7 mars du niveau 3 (sur une échelle de 4) à 2, tout en maintenant la présence des militaires devant certains lieux jugés sensibles.

S'il ne s'agit pas de sous-évaluer l'accentuation toujours croissante des moyens répressifs, il y a souvent un décalage entre les annonces ultra-sécuritaires du pouvoir et une réalité sociale moins lisse et contrôlable.



NB : Ce billet nous a été envoyé comme un instantané en mai, soit plusieurs mois après les attaques contre Charlie Hebdo et l'Hypercashier à Paris (7-8 janvier), qui a correspondu avec l'opération policière belge contre une « cellule islamiste » à Verviers (15 janvier). En Belgique, le niveau d'alerte est alors remonté, et une énième loi anti-«terroriste» a été votée.

Depuis les événements de novembre 2015, on voit d'ores et déjà que la peur s'installe de manière plus perceptible dans les quartiers de Bruxelles. Entre autres conséquences, la police en a plus que jamais les coudées franches.

si cette recherche du consensus si cher à la gauche ne suffit pas alors ils n'hésiteront pas à faire intervenir ou justifier la répression. *Ces gauchistes et ces organisations humanitaires préfèrent que les indésirables restent es victimes, comme ça ils pourront continuer à garder leur rôle de porte-parole, d'assistant et de gestionnaire, à recevoir des financements de l'Etat et des instances européennes et à justifier leur existence dans un système qui en a tant besoin. Surtout ils ne veulent pas que les gens s'en prennent directement à ce qui les opprime. Ils sont pour l'ordre et pour la paix sociale, ce qui pour nous signifie contrôle, répression et guerre permanente de la domination à toute vie non soumise.*

Heureusement, même au milieu du béton, la mauvaise herbe ne meure jamais. Le système de la carotte et du bâton n'arrive pas toujours à éteindre ce qui couve dans le cœur des opprimés : la révolte.

Résistances aux rafles et aux contrôles, affrontements avec les forces de l'ordre, destructions matérielles des centres de rétention, évasions, sabotages des entreprises qui participent à la machine à expulser, attaques des locaux des partis au gouvernement, vengeances contre les nerfs d'extrême droite et leurs tanières sont autant d'actes qui nous remplissent de joie et nous donnent du courage.

Nos vies nous appartiendront quand nous prendrons ce que nous voulons sans demander la permission à ceux là même qui nous en dépossèdent, qui veulent que l'on revoie nos besoins à la baisse, qu'on les calcule en fonction de leurs droits et de leurs devoirs.

Nous n'avons rien à quémander à nos ennemis car nous ne serons jamais libres tant que chacun et chacune ne pourra vivre comme il l'entend, ne pourra aller partout où ses choix le mènent. Pas de liberté tant que ces choix resteront soumis aux lois étatiques, divines ou économiques.

**Liberté pour tous et toutes
Solidarité dans la révolte**

[Recto du tract diffusé le mercredi 9 septembre à Paris entre Stalingrad et Place Clichy.]



AU PAYS DES DEMOCRATIES

NN, février 2015

« La question –dit Alice– est de savoir si vous avez le pouvoir de donner tant de significations différentes aux mots. La question –dit Humpty Dumpty– est de savoir qui commande, voilà tout. »

ALICE, idéaliste un peu ingénue, est en train de se demander ces jours-ci s'il est possible que le mot «terroriste» ait un autre sens, dictionnaire historico-éthique en main. Humpty Dumpty, matérialiste un peu mal dégrossi, lui répond que vu que c'est l'Etat qui commande, et vu que le langage appartient à celui qui commande, alors «terrorisme» signifie ce que veut l'Etat. Voilà tout.

Dans les années 70, l'Etat accordait l'appellation de «terroriste» à quiconque lui contestait le monopole de l'utilisation de la violence, c'est-à-dire employait des armes à feu ou des explosifs, surtout contre les participants d'organisations combattantes spécifiques, surtout si ces organisations étaient l'expression d'un plus vaste mouvement de contestation, surtout si cette contestation visait à déclencher une révolution. Pour l'Etat, c'étaient surtout ceux qui l'attaquaient les armes à la main qui étaient des «terroristes».

A présent que les organisations armées spécifiques ont presque entièrement disparu, que les arsenaux subversifs sont désespérément vides, que les mouvements de contestation empruntent rarement des dimensions considérables, qu'ils ne posent (presque) jamais la question révolutionnaire, Alice voudrait pouvoir en déduire que l'Etat a renoncé à l'utilisation de ce terme, le considérant incompréhensible à quelques exceptions sporadiques près. La définition

de «terroriste» appliquée à celui qui prenait gendarmes et magistrats pour cible plutôt qu'adressée à celui qui massacrait travailleurs pendulaires et passants lui était déjà insupportable, mais en somme... vous savez comment sont les gens, lorsqu'ils voient du sang couler ils prennent peur et deviennent confus. On peut alors supposer qu'il n'a pas été trop difficile pour la propagande de jouer sur cette méprise, de démoniser le régicide et pas le tyran. Mais aujourd'hui, basta, après avoir assisté au cours de ces dernières décennies à une aussi triste baisse de funérailles institutionnelles, finissons-en avec l'épouvantail du «terrorisme» !

Eh bien non. En cette époque si dépourvue d'«ennemis extérieurs» crédibles mais en même temps en manque de consensus solides, lorsqu'il n'est plus resté personne pour l'applaudir, l'Etat a décidé de prendre de l'avance, de ne pas attendre l'apparition de quelque menace subversive pour déployer la machine de guerre de la rhétorique anti-terroriste : mieux vaut prévenir que réprimer. Mais prévenir qui de faire quoi ? Comme l'affirmait un fin connaisseur de l'art de gouverner, « *tandis que les individus tendent, poussés par leur égoïsme, à l'atonie sociale, l'Etat représente une organisation et une limitation. L'individu tend continuellement à sévader. Il tend à désobéir aux lois, à ne pas payer les impôts, à ne pas faire la guerre. Peu nombreux sont ceux — héros ou saints — qui sacrifient leur propre moi sur l'autel de l'Etat. Tous les autres sont en état de révolte potentielle contre l'Etat.* »

C'est peut-être pour cela que l'Etat s'est permis de définir «terroriste» quiconque le critique, le contrecarre, s'oppose à lui, sans trop faire de distinction entre la signification des mots et la nature des faits ? Parce que, à part les saints à

prier et les héros à décorer, tous les autres seraient de potentiels rebelles ?

« *Mais cela n'a pas de sens !* ». Bien sûr que non, douce Alice, mais garde toujours en tête *qui* commande. Voilà tout.

COMMENT CELA A COMMENCÉ

2001 sera une année difficile à oublier, pour le tournant qu'elle a marqué. Ne serait-ce que parce que les événements de cet été-là, en l'espace de quelques semaines, ont contribué à changer la vie quotidienne de millions de personnes. Après les torrides journées de fin juillet à Gênes, où les manifestations contre le sommet habituel des Grands de la Terre ont été ensanglantées par un massacre généralisé, est arrivé un second mardi de septembre qui a vu se produire le plus incroyable attentat contre des lieux du pouvoir économique et militaire jamais advenu sur le sol des États-Unis. Critiqués théoriquement et pratiquement par des mouvements sociaux et radicaux d'un côté, attaqués militairement par des groupes intégristes de l'autre, il n'est pas surprenant que les gouvernements occidentaux dans leur ensemble aient décidé de dépouiller leurs formalismes légaux en les modifiant afin de pouvoir plus facilement neutraliser leurs contestataires.

De fin 2001 à aujourd'hui, on a assisté dans de nombreux pays à une augmentation des lois répressives, à une véritable restructuration du droit en mesure de garantir, sinon la paix des marchés, au moins la tranquillité des rues. Si la menace du «terrorisme» reste l'épouvantail de prédilection grâce auquel justifier un contrôle toujours plus envahissant de la vie sociale, mais aussi une limitation incessante de la liberté individuelle, ça n'est toutefois pas leur seul instrument. Quel que soit le prétexte adopté pour les mettre à jour, il semble clair que les différentes mesures législatives tendent non seulement à se conformer à une directive générale unique, mais également à être appliquées à tout terrain jugé sensible. Le blocage administratif des sites internet par exemple, a commencé avec la bataille contre la «pédopornographie», mais sera bientôt étendu à celui de l'«anti-terrorisme». Et à leur tour, même les mesures de sécurité particulières ne se limitent pas non plus à prévenir un seul genre de délit (l'acquisition par la SNCF de nombreux drones à disséminer le long des voies viseront certainement à contrecarrer d'éventuels vols de câbles en cuivre, comme cela a été officiellement annoncé, mais sera sans aucun doute aussi utile dans la prévention des sabotages). Et ainsi de suite.

Pour l'instant, bien que cela puisse être intéressant, cela n'a pas beaucoup de sens de faire ici un inventaire des différentes mesures prises en Europe dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Notamment parce que, de l'incrimination de certains syndicalistes de base italiens coupables de n'avoir pas tenté d'arrêter les black bloc en 2001, en passant par la mise en accusation de plusieurs adolescents anglais attrapés en possession de livres de recettes anarchistes en 2007, jusqu'à arriver à la condamnation à 7 ans de prison d'un islamiste français rentré d'un bref séjour en Syrie en 2014 —pour ne donner que quelques exemples— on risquerait de se perdre dans un labyrinthe dont l'objectif serait de nous pousser tous vers une seule issue possible : une inévitabile obéissance aveugle et passive. Il nous semble plus

intéressant de nous efforcer de comprendre ce qui trotte dans la tête des défenseurs de l'ordre social, et d'en lire en contrepoint les principales préoccupations.



L'ÉTAT S'ÉQUIPE

IL FAUDRAIT avant tout réussir à s'enlever de la tête une idée aussi facile que confortable. Que ce qui est en train d'arriver en termes de privation de liberté est sans précédent, que nous sommes face à une criminalisation inouïe explicitement dirigée contre des mouvements de lutte. Ce n'est pas vrai. Nous sommes face à la praxis de base de n'importe quel gouvernement, dirigée contre tout le monde, et visant à la normalisation forcée de la vie, à sa codification institutionnelle, à sa standardisation technologique. Le libertaire ne peut et ne doit plus être libre de protester, tout comme le libertin ne peut et ne doit plus être libre de s'exciter : protestation et excitation doivent être contrôlées, elles ne doivent pas sortir des schémas pré-établis. Les instruments technologiques modernes dont dispose l'Etat ont rendu cette imposition possible, donc pensable, par conséquent faisable, et enfin capillaire. Ce n'est que notre mémoire à portée limitée qui rend cette imposition incroyable et impressionnante. Ni plus, ni moins.

Le «Patriot Act» et les Guantanamo en tout genre à travers le monde ne peuvent nous choquer si on pense que lorsque les États-Unis entrèrent en guerre contre l'Allemagne en ce lointain avril 1917, s'ouvrit une des périodes les plus noires de l'histoire nord-américaine, où tous ceux qui ne démontraient pas leur ferveur patriotique inconditionnelle étaient traqués et emprisonnés. Il se déclencha alors une véritable chasse aux sorcières dont le sommet fut atteint entre novembre 1919 et février 1920, une période lors de laquelle la police envahissait les domiciles de milliers de personnes, arrêtant tous ceux qui s'y trouvaient. Les rafles étaient menées sans suivre le moins du monde les termes de la loi. Les hommes et les femmes étaient arrêtés sans mandat, tabassés brutalement dans les rues, traînés et enfermés dans des centres de détention pendant des semaines et des mois sans avoir la possibilité de prévenir famille ou avocat. Parfois, jusque ceux qui s'avaient de visiter les prisonniers passaient à leur tour derrière les barreaux, sur la base de la fameuse théorie que seul un subversif peut se préoccuper du sort d'un subversif. Au cours de ces quatre mois-là s'ouvrirent des procédures pour déporter 3000 immigrants. Sur ce total, 800 (dont pas mal d'anarchistes) furent au final réellement expulsés, bien que quasi aucun d'entre eux n'ait auparavant été condamné pour avoir commis le moindre délit. Un célèbre professeur de droit de l'époque expliquait : « *quand tu es en train de chercher à protéger la communauté contre des rats moraux, parfois tu dois plus penser à l'efficacité du piège qu'à sa construction respectueuse de la loi.* »

A un siècle de distance, où est la différence de fond ? Les rats moraux américains se croisent avec la *racaille* française, ou avec les tiques italiennes, dans une exécution commune par les gens biens, qui rassemblent dans un même sac tous ceux qui ne s'agenouillent pas devant ce monde, dont l'unique liberté autorisée est la consommation effrénée

née de marchandises. L'Etat est en guerre contre eux, non pas depuis aujourd'hui, mais depuis toujours. Et l'«anti-terrorisme» est sans aucun doute une de ses armes principales, à utiliser au mieux sans trop se poser de questions de cohérence historique. Pour le comprendre, on pourrait aussi rester ici, dans la vieille Europe.

L'Etat espagnol, par exemple, n'a pas eu besoin d'attendre le 11 septembre 2001 pour étendre la conception la plus banale de «terrorisme» — celle qui requiert la présence d'une organisation armée particulière — à toute une série d'actes qui se produisent lors de désordres sociaux. L'article 577 du code pénal en vigueur au pays des incarcérations «*incommunicadas*» les a frappés dès 1995. Cela va des blessures contre des personnes aux menaces, de l'incendie à la dégradation, et tout cela sans plus devoir appartenir à une véritable bande armée. Il suffit d'avoir «*l'intention de subvertir l'ordre constitutionnel ou de perturber sérieusement l'ordre public*», ou de poursuivre ces fins en effrayant non seulement les habitants d'une communauté urbaine, mais aussi les «*membres de groupes sociaux, politiques ou professionnels*». De la même manière, la législation ibérique prévoyait déjà la punition de l'«*exaltation du terrorisme*» à travers toute forme d'expression publique, c'est-à-dire toute incitation ou «*justification*» d'accomplir des actes considérés comme terroristes, mais aussi toute approbation de ceux qui s'en rendent responsables. Sont également condamnables depuis longtemps, en plus des menaces, «*les insultes et perturbations sérieuses du fonctionnement des assemblées locales*», provoquées par qui manifeste son soutien à des groupes de «terroristes». On le voit, il s'agit de définitions tellement élastiques qu'elles peuvent être appliquées à n'importe quel mouvement minimalement combatif. Il suffirait de faire irruption dans un conseil municipal pour insulter les politiciens qui sont en train de voter en faveur d'un projet nuisible, ou de faire des barrages routiers pour en arrêter les travaux. Nous sommes en train de parler du même Etat qui au cours des années 80, sous un régime socialiste, donc de gauche, a créé un escadron de la mort qui a commis 28 assassinats contre de présumés militants d'ETA. On n'est pas en train de parler d'un petit et lointain pays d'Amérique Latine, mais de la grande et proche Espagne européenne, qui a il y a peu sorti une «*loi sur la sécurité citoyenne*» privilégiant la facile sanction administrative plutôt qu'une répression judiciaire

souvent plus compliquée. Les amendes seront divisées en trois classes et pleuvront contre quiconque «perturbe» la paix publique.

Venons-en à aujourd'hui et lançons donc un coup d'oeil du côté de la terre des droits de l'homme, de la patrie de la révolution, du berceau des Lumières : la France. Ici, le gouvernement a fait passer de nouvelles lois anti-terroristes qui introduisent des nouveautés significatives. Elles font par exemple place nette à un obstacle qui entravait souvent les enquêtes, la nécessaire présence d'une association de malfaiteurs. A travers l'instauration juridique de l'«*entreprise terroriste individuelle*», même les loups solitaires pourront être enfermés en cage sans trop de difficulté (jusqu'à 10 ans de prison, plus des amendes jusqu'à 150 000 euros). Ils ne devront même pas être surpris en flagrance de qui sait quel délit, vu qu'il suffira qu'un individu singulier possède ou recherche de potentiels moyens (comme des produits pour allumer des cheminées ou du sucre ?), cherche et surveille de possibles objectifs (comme passer devant des banques ou des casernes ?), lise des sites web suspects (comme ceux de contre-information ?) pour être condamnable. Les législateurs français nomment cela la «*neutralisation judiciaire préventive*». Quant aux actes en question, un loup solitaire n'aura besoin de dévorer personne, il lui suffira de causer de simples «dégradations» pour être traqué comme «terroriste». La nouvelle législation française en la matière prévoit aussi d'augmenter les peines contre l'«*apologie de terrorisme*», qu'elle soit circonscrite à des espaces privés (3 ans de prison et 45 000 euros d'amende) ou se déroule dans des espaces publics (5 ans de prison et 75 000 euros d'amende). Dans ce cas, l'usage d'internet sera considéré comme une circonstance aggravante (jusqu'à 7 ans de prison et 100 000 euros d'amende). Bien sûr, il est aussi prévu le «*blocage administratif*» des sites qui salueront les actions directes ou défendront certaines luttes, en tant que coupables d'«apologie de terrorisme».

Ces mesures étaient déjà en discussion avant le massacre de la rédaction de *Charlie Hebdo*, après lequel elles ne pourront qu'empirer. Sur la vague d'indignation suite au massacre, non seulement les rues de Paris se sont remplies d'hommes en uniforme en chasse aux suspects, mais on a assisté entre indifférence et embarras (avec quelques faibles protestations) à une répression frappant liberté de pensée et de parole. Plusieurs personnes ont été poursuivies et certaines déjà condamnées à de la prison ferme juste pour avoir exprimé leur avis pas vraiment de condoléances envers les victimes.

A ce propos, rappelons qu'en mai dernier, 32 pays ont ratifié le protocole européen en la matière, le CECPT (*Council of Europe Convention on the Prevention of Terrorism*) dont l'article 5 définit l'«apologie de terrorisme» comme «*la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition du public d'un message, avec l'intention d'inciter à la commission d'une "infraction terroriste", lorsqu'un tel comportement, qu'il préconise directement ou non la commission d'infractions terroristes, crée un danger qu'une ou plusieurs de ces infractions puissent être commises.*» C'est donc n'importe quel message qu'il s'agit de réprimer, et qui, même *sans soutenir directement* la perpétuation de délits, *crée le risque* que quelqu'un puisse passer à des voies de fait contre le pouvoir. En dehors de la propagande la plus servile, silence ou c'est la prison !





En ce qui concerne plutôt le piratage informatique — c'est-à-dire «l'accès frauduleux à un système de traitement automatisé de données, l'entrave à son fonctionnement ou l'introduction, suppression ou modification frauduleuse de données» —, il est prévu dans la nouvelle législation française la circonstance aggravante de «bande organisée». Cela signifie que, par exemple, les activistes d'Anonymous risqueront une condamnation à 10 ans de prison et 1 000 000 d'euros d'amende. De plus, en vue d'empêcher la circulation au-delà des frontières des aspirants martyrs de la guerre sainte, mais applicable également aux défenseurs de la guerre sociale, a été institué une interdiction administrative de sortie du territoire pour les impulsifs déjà fichés, avec retrait du passeport et de la carte d'identité pour une période de 6 mois renouvelables à l'infini.

Et puisque les normes en la matière tendent à devenir communes au niveau européen, il est facile de supposer qu'on n'attendra pas longtemps avant de se sentir un peu tous comme chez Marianne. Le gouvernement italien a depuis quelques jours approuvé un décret-loi qui prévoit non seulement la fermeture des sites qui soutiennent la guerre (sainte ou sociale ? simple question de détail) contre ce monde, mais aussi l'incarcération de ceux qui iront combattre à l'étranger (comme le font à présent certains islamistes ou comme le faisaient surtout dans le passé de nombreux révolutionnaires ?). Peut-être pourrait-on se transférer dans la Suisse neutre et civilisée, ce pays bizarre où la police prélève l'ADN des subversifs directement sur les affiches collées ou les tracts distribués.

Prévenir, prévenir, encore prévenir.



CONSENSUS ET OBÉISSANCE

IL EXISTE une profonde différence dans la manière dont démocratie et totalitarisme, gauche et droite abordent la question de comment maintenir le pouvoir. La gauche re-

cherche le consensus, et pour ce faire privilégie les bonnes manières. La droite exige obéissance, et pour ce faire recourt à la force. La première est cordiale, elle aime inspirer confiance, elle est hypocrite. La seconde est rosse, souvent odieuse, mais plus sincère. Etant des sœurs siamoises, deux faces du même organisme, pour connaître la vraie nature de la chose, mieux vaut s'adresser à ceux qui ne passent pas par quatre chemins. Il est suffisamment connu qu'*il n'existe pas d'amis sincères, il n'y a que des ennemis sincères.*

Voilà pourquoi il est inutile de prêter trop attention aux discours des beaux esprits qui voudraient préserver l'état de droit du gouffre de ses exceptions. Leurs pleurnicheries habituelles, si prévisibles, on les connaît désormais par cœur. Pour comprendre où veulent aller les maîtres du monde actuels, mieux vaut retenir son souffle et coller l'oreille sur la bouche de leurs bulldogs. L'un d'entre eux est le juriste allemand Günther Jakobs, qui a horrifié ses collègues humanistes en défendant et motivant ouvertement les raisons selon lesquelles «*les terroristes n'ont pas de droits*». Selon Jakobs, la rupture du pacte social, la transgression de la loi peut faire perdre à l'individu son statut de citoyen. Par le passé, cette thèse avait déjà été défendue dans les cas de haute trahison (par Hobbes) ou dans les cas de menace permanente contre la sécurité (par Kant).

Le droit pénal court toujours sur deux rails distincts, celui qui dialogue et inclut d'un côté, et celui qui neutralise et exclut de l'autre. Si celui qui enfreint la loi est considéré comme récupérable, l'Etat le considérera comme un simple délinquant qui préserve toutefois ses droits de citoyen. Bien qu'il ait violé une norme, il ne nie pas radicalement la loi. Mais au transgresseur de la loi par conviction, à celui qui se pose *en dehors* de l'ordre social en le menaçant constamment, devenant ainsi non plus un simple désobéissant sporadique mais un véritable adversaire de l'Etat, le même traitement ne peut s'appliquer. Et cela, selon le juriste teuton, parce que ce dernier n'offre pas de «garantie cognitive» suffisante, c'est-à-dire une capacité et une disponibilité à reconnaître les règles institutionnelles. Ce n'est pas un délinquant à punir, c'est un ennemi à éliminer. Il ne doit pas non

plus être considéré comme une «personne», c'est-à-dire un sujet avec lequel il est encore possible pour l'Etat de dialoguer, et c'est donc une *guerre* qui doit être menée contre lui. Exactement comme contre un ennemi (ou contre des groupes de rats moraux ou de tiques).

Avec une impeccable cohérence logique, Jakobs précise que si un individu n'offre pas la garantie d'une repentance possible, «*l'Etat ne doit pas le traiter comme une personne, parce que dans le cas contraire il léserait le droit à la sécurité des autres personnes*». Face à des individus qui ne reconnaissent pas l'ordre juridique, l'Etat doit appliquer le droit pénal en vigueur contre l'ennemi : un droit qui concerne le futur (pour neutraliser des dangers) et pas le passé (pour réaffirmer la validité d'une norme).

Herr Jakobs parle clairement et explique pourquoi nous sommes en train d'assister, dans le cadre du droit, à un décrochage entre le fait jugé en soi et la peine appliquée. Après que quelques participants aux affrontements de rue contre la police à Gênes en 2001 aient été condamnés à plus de 10 ans de taule, on ne peut pas être étonnés si, aujourd'hui, même celui qui de l'intérieur de sa chambre communique son dissensus contre l'Etat à travers un ordinateur connecté à internet court le risque d'aller en prison. En suivant cette pente, le fait qu'un manifestant soit tué par une grenade en 2014 est presque une conséquence inévitable. Non pas dans le dangereux désert syrien, mais dans une placide campagne française.

Parce que si l'Etat regarde le futur, que voit-il ? Des cracks économiques, un chômage de masse, un épuisement des ressources, des conflits militaires internationaux, des guerres civiles, des catastrophes écologiques, des exodes, de la surpopulation... Il voit en somme un monde toujours plus dangereux, toujours plus pauvre, suintant de désespoir, qui se transforme en énorme poudrière, en proie à des tensions en tous genres (sociales, ethniques, religieuses). Un monde où l'allumage de la moindre étincelle, quelle qu'elle soit, ne doit pas être tolérée. Si l'Etat veut préserver l'ordre, s'il veut protéger sa propre sécurité, il ne lui reste qu'une voie : fermer tout espace de mouvement, surveiller toute forme de liberté, fichier tout individu. Même s'il n'est pas menacé par une forme adverse, l'Etat ne peut que se faire totalitaire. Une nécessité rendue facile à satisfaire par la technologie moderne, qui lui permet de ne plus avoir à remplir les rues du bruit des bottes. Des millions de personnes marcheront au pas, mais sur la pointe des pieds et dans le silence des pantoufles, lui permettant de préserver des apparences plus démocratiques. Et notamment parce que l'Etat peut toujours compter sur cette sujétion intérieure qui impose aux individus d'accepter de leur propre gré, quasi avec soulagement, toute procédure policière (comme cela arrive dans certains cas de viol, où des villages et quartiers entiers se soumettent volontairement au prélèvement ADN pour éviter d'être suspectés).

S'il est vrai que le droit ne détermine pas les rapports sociaux mais les reflète, alors on peut s'interroger sur ce qu'est en train de devenir l'être humain, sur ce que nous sommes tous devenus. Et de commencer à en tirer les conséquences, sans se réfugier dans la tradition ou dans la mitopoïèsi [création de mythes].



QUELLES CONSÉQUENCES

A LA FIN du 19^e siècle passèrent en France une série de lois destinées à éradiquer un mouvement anarchiste dont étaient issus Ravachol et Auguste Vaillant, Emile Henry et Sante Caserio. Des mesures si dures qu'elles sont passées à l'histoire comme les «lois scélérates». Un terme facile à retenir, parce que facile à comprendre. Sont scélérates les lois brutales, mauvaises, exagérées. Celles qui ne doivent pas être confondues avec les lois belles, bonnes, justifiées. Avec les lois normales, en somme. On pourrait presque dire avec les lois justes.

Et voilà, nous y sommes. Si pour une fois on était sincère, peut-être en étant seul, devant une glace, sans personne à qui rendre de comptes, on pourrait admettre que, bien qu'on critique l'Etat, bien qu'on hurle notre haine contre sa férocité et sa violence, *on ne croit pas jusqu'au bout à nos propres mots*. Nous sommes les premiers à ne pas croire à nos idées. Oui, dans les grandes lignes, en général... puis, en pratique, allez... il s'agit souvent d'exagérations !

En théorie, nous sommes doués pour démontrer comment il n'existe pas de différence de fond entre totalitarisme et démocratie, que ce sont deux formes alternatives du pouvoir qu'un régime peut emprunter selon les circonstances. Nous sommes habiles à observer comment la réduction de l'être humain à un simple numéro se concrétise dans le tatouage sur le bras des prisonniers du nazisme comme dans les codes pénaux sur les pratiques des prisonniers de la bureaucratie. Nous sommes capables de dissenter sur la similitude et la continuité entre les anciens barrages routiers de la police et les modernes caméras de vidéosurveillance. Nous sommes disposés à noter combien la biométrie ou les bases de données ADN auraient fait la joie des SS. Mais, en pratique, à quel point y croyons-nous et sommes-nous conséquents ? Nous regardons nos frigos pleins (pour combien de temps encore ?), nous regardons dans le canapé le match de football, nous mettons nos habits sans tâches de sang, et pendant que nous nous apprêtons à aller au bar, on se dit : non, ce n'est pas la même chose.

Ainsi, lorsqu'on voit un Etat durcir sa législation pour se protéger contre ceux qui nobéissent pas, toute notre théorie radicale consciente disparaît et on retombe droit dans l'indignation pratique démocratique. Alors on va creuser dans le droit, ce droit qu'on pointait la veille encore comme un pur mensonge, en quête de fantomatiques vérités trahies ou suspendues. On dénonce des états d'exception afin de prétendre au rétablissement d'états de droit.

Pensons, à un autre niveau, aux grandes discussions menées depuis quelque temps sur un rapport de l'OTAN qui remonte à 2003, un rapport qui prendrait en compte l'emploi de l'armée dans des opérations urbaines avant 2020. Certains l'ont lu attentivement, analysé, étudié, vivisectionné, pour ensuite en sortir des résultats épatants : l'armée sera aussi utilisée dans nos rues ! Pas seulement dans le passé et le présent, mais aussi dans le futur. Et la nouveauté, en quoi consisterait-elle ? Certainement pas dans son utilisation lors de possibles explosions insurrectionnelles.

Si on laisse tomber les tanks anglais à Belfast, vus comme troupes d'occupation, que dire des blindés à chenilles à Bologne en 1977 (ou dans la bien plus tranquille Voghera en 1983 au cours d'une manifestation réprimée y compris par les unités spéciales) ? Et les militaires qui patrouillent depuis des années, mitrailleuse en bandoulière, dans les lieux "sensibles" de certaines métropoles ?

Peut-être s'agit-il uniquement d'une question d'approche informative. Peut-être l'évidence est-elle que la meilleure manière de communiquer avec les autres — ces autres qui ne sont pas subversifs — est d'en partager le langage legaliste, l'étonnement humanitaire, les revendications réformistes, les entraves démocratiques. Comme si, afin d'entraîner les masses, on tentait d'abord de les harponner, de s'immiscer à l'intérieur pour les arrimer solidement. Mais, ce faisant, on ne fait que bercer ses illusions, répéter ses hallucinations, confirmer ses fantasmes.

Pour les somnambules endormis modernes, est venu le temps des réveils brutaux, non pas des suaves murmures ou des guides illuminés à l'intérieur de leurs lieux communs. S'il reste encore quelque chose à communiquer, si on ne veut pas se taire pour ne pas apporter son propre grincement au brouhaha contemporain, alors il ne reste qu'à hurler notre vérité inconfortable.

Celle qu'il n'existe aucune dérive totalitaire, mais seulement un passage à la vitesse supérieure dans ce que l'Etat — n'importe quel Etat — considère comme le droit chemin de l'exercice du pouvoir.



LES POINTS SENSIBLES

L'ÉTÉ DERNIER, Anthony Glee, enseignant en sécurité et renseignement à la Buckingham University, déclarait : « Nous avons tenté de faire de l'extrémisme quelque chose pour lequel il ne vaille pas la peine de courir des risques, mais malgré tout cela, nous continuons encore d'évidence à générer des djihadistes. Je suis arrivé à la conclusion que nous avons été trop sensibles au lobby des libertés civiles — des gens qui affirment que nous sommes une société multiculturelle et que deux ensembles de valeurs fondamentales peuvent avec bonheur rester assises côte à côte au Royaume-Uni. Nous avons permis que des personnes se baladent un peu partout pour prêcher l'extrémisme et la violence avec l'excuse de la religion et de la liberté de parole. »

Le fort peu sympathique professeur anglais n'a pas tous les torts. C'est vrai, malgré la menace de la répression, ce monde misérable continue de produire des insatisfaits, des enragés, des rebelles, prêts à s'insurger pour les raisons les plus variées. C'est vrai, deux ensembles différents de valeurs fondamentales (comme celles liées à l'autorité et celles liées à la liberté) ne peuvent rester de façon heureuse côte à côte. C'est vrai, on ne peut plus permettre qu'il y ait des personnes allant se balader pour prêcher la violence (du capitalisme) avec l'excuse de la liberté de parole. IL faudrait commencer à y remédier.

Dans le langage bureaucratique qu'on peut entendre dans les palais de verre de Bruxelles, derrière le sigle EPCIP

se cache le « Programme européen de protection des infrastructures critiques ». Actif depuis des années, « le plan d'action pour l'EPCIP est organisé autour de trois volets principaux : le premier porte sur les aspects stratégiques et l'élaboration de mesures applicables horizontalement à tous les travaux en matière de protection des infrastructures critiques (PIC) ; le deuxième concerne la protection des infrastructures critiques et vise à réduire leurs vulnérabilités ; le troisième s'inscrit dans un cadre national et a pour vocation d'aider les États membres à protéger leurs ICN (Infrastructures Critiques Nationales). Ce plan d'action est évolutif et doit être examiné régulièrement. »

La raison de cette consultation permanente entre gouvernements est vite dite : « Les acteurs concernés doivent partager les informations concernant la protection des infrastructures critiques, notamment les questions relatives à la sûreté des infrastructures critiques et les systèmes protégés, aux études sur les liens de dépendance, à la vulnérabilité liée à la PIC et à l'évaluation des menaces et des risques. Dans le même temps, il faut veiller à ce que les informations partagées, qu'elles soient exclusives, sensibles ou à caractère personnel, ne soient pas divulguées et que toute personne traitant des informations confidentielles ou sensibles soit soumise à une procédure d'habilitation adéquate par son État. » Et pourquoi ? Parce que « étant donné le degré d'interconnexion et d'interdépendance des économies modernes, l'arrêt ou la destruction d'une infrastructure européenne pourrait entraîner des conséquences pour les pays à l'extérieur de l'Union et vice versa. Il est indispensable donc de renforcer la coopération internationale en ce domaine, par le biais de protocoles d'accord sectoriels. »

Il reste donc à comprendre ce qu'on entend par « infrastructures critiques ». Ce sont : « les installations physiques et des technologies de l'information, les réseaux, les services et les actifs qui, en cas d'arrêt ou de destruction, peuvent avoir de graves incidences sur la santé, la sécurité ou le bien-être économique des citoyens ou encore le travail des gouvernements des États membres. » Vu l'importance de protéger de telles infrastructures, les bureaucrates européens se sont tout de suite mis au travail et ont diffusé une première directive qui, dans sa première phase, « se réfère explicitement aux secteurs de l'énergie et des transports. »

Energie et transports : voilà les points sensibles de la domination. Parce que ce sont eux qui permettent techniquement la reproduction de l'existant, dans lequel on peut distinguer la production, la circulation et la consommation de données et de marchandises, mais aussi le fonctionnement de tout genre de machines. Sans énergie et sans transports, la vie quotidienne telle que nous la connaissons — celle au service de l'Etat — s'enrayerait, ralentirait, s'arrêterait. Une interruption de ces flux, surtout de façon prolongée et étendue, pourrait provoquer un effet domino aux résultats imprévisibles, comme le disent ces rapports.

A partir du moment où rien ne serait plus comme avant, tout deviendrait possible. Quelle terrible perspective !





NN, octobre 2015

Poursuivant sur sa lancée belliciste (les interventions militaires en Centrafrique, au Mali et en Syrie sont toujours en cours), le gouvernement socialiste au pouvoir a saisi l'occasion des attaques contre Charlie Hebdo et l'Hypercashier en janvier 2015 pour décréter que la France toute entière devait se considérer en « état de guerre ». Voilà donc la guerre contre les ennemis intérieurs remise au goût du jour, dans les discours et dans les faits. Cela a des conséquences policières et judiciaires, la nouvelle loi sur le renseignement venant par exemple enrichir la législation antiterroriste durcie quelques mois auparavant. Complétant à son tour le renforcement du plan Vigie-Pirate, l'opération Sentinelle a quant à elle rajouté une grosse touche de kaki dans la militarisation des esprits et de l'espace public. Elle a tout bonnement instauré la présence ostensible et durable des soldats non seulement dans les transports, mais aussi à chaque coin de rue, mission et propagande allant de pair.

Dans ce contexte de « protection du territoire national », la question des frontières prend un relief particulier. Il s'agit en effet pour l'Etat de prendre des dispositions pour empêcher certain-e-s de le quitter (pour aller combattre en Syrie par exemple), en même temps que l'Europe toute entière est occupée à gérer les flux de migrant-e-s qui se pressent à ses portes. Le doux rêve des migrations administrées par les puissants (que l'on pense seulement au déplacement des paysans vers les bagnes industriels urbains, aux importations de main d'œuvre par les sergents-recruteurs des colonies, jusqu'au récent euphémisme de l'immigration « choisie ») pour faire tourner la machine capitaliste se voit dépassé par les mouvements de centaines de milliers de personnes. Ces exodes sont certes dus à l'avancée du rouleau compresseur capitaliste et aux ravages qu'il occasionne (dévastations environnementales, guerres etc.), mais ils sont

aussi beaucoup plus incontrôlés et en cela fort inquiétants. Des exilé-e-s plus ou moins volontaires ont forcé des frontières, souvent en affrontant leurs gardiens, et ont ainsi semé un beau désordre dans l'agencement des Etats européens. Depuis, ces derniers font tout pour reprendre la main en érigeant de nouveaux murs de barbelés, entre la Hongrie et la Serbie puis la Croatie, et dorénavant entre deux pays de l'espace Schengen : la Slovénie et l'Autriche. Les prêts et les renforts de troupes accordés à la première et l'appel de la seconde à son armée pour suppléer la police rappellent une fois de plus à quel point les frontières relèvent aussi du domaine militaire.

Si les migrant-e-s modifient leurs itinéraires en fonction des nouveaux obstacles qui se dressent devant eux, les Etats quant à eux redéployent leur arsenal frontalier : sous-traiter le sale boulot faisant partie des habitudes de l'U.E, les tractations vont bon train avec les pays susceptibles de faire office de « zones tampons » et de bloquer les migrants en amont (l'accord passé avec la Turquie prévoit la création de 6 centres d'enregistrement, ainsi que le renforcement des moyens des garde-côtes locaux) ; le « corridor humanitaire » que les puissants font mine d'avoir ouvert de leur plein gré dans les Balkans pourrait bien se refermer ; Frontex envoie des effectifs aux frontières gréco-macédonienne et gréco-albanaise et depuis début octobre l'opération Sofia (9 navires de guerre plus des avions et des hélicoptères) conduite par l'U.E « contre les passeurs en Méditerranée » a entamé sa phase plus offensive – arraisonnement de canots détectés par satellites et ensuite remorqués vers l'Italie. Le modèle espagnol à Ceuta et Melilla, où nous n'oublions pas que la guardia civil tire déjà à balles réelles, semble avoir de beaux jours devant lui, même s'il ne parvient pas à empêcher tous les passages.

Pour l'heure, il semble bien que la dite « crise des réfugiés » –quoi de plus pratique que ce terme pour faire passer l'atroce et structurelle normalité du système pour un simple dysfonctionnement et en plus jouer les humanistes ?– prenne les différents Etats européens quelque peu de court. S'il ne s'agit évidemment pas pour eux d'en éradiquer les causes, qu'ils ont eux-mêmes créées, ils doivent au moins en traiter les effets. Le deal posé par les dirigeants est aussi clair qu'abject : l'accueil des « bons réfugiés », des « vraies victimes » se fera en contrepartie de l'« éloignement », c'est-à-dire de l'expulsion forcée et au plus vite des autres, de celles et ceux qui ne peuvent prétendre au droit d'asile ou à qui il sera refusé. Ce droit étant à géométrie variable, les législateurs s'attèlent d'ores et déjà au durcissement de ses conditions, notamment en rallongeant la liste des pays dits « sûrs », où les personnes supposées en être originaires pourront être renvoyées manu militari. Anticipant que le nombre de débouté-e-s s'élèvera à des centaines de milliers, les différents Etats européens et Frontex sont déjà en train d'élaborer des plans d'expulsions conjointes. D'ailleurs, l'U.E menace de révoquer les aides, les accords commerciaux et les visas aux pays qui refusent de récupérer leurs migrants économiques et ne délivrent pas systématiquement les laissez-passer consulaires pour les déporter.

Mais tout d'abord il faut procéder aux énormes opérations de tri permettant de sélectionner rapidement les « éligibles » au fameux statut (en général en provenance de Syrie, d'Erythrée ou d'Irak) et de faire en sorte que les autres n'encombrent pas davantage les administrations.

Cependant, comme les « hotspots » prévus à cet effet directement dans les pays d'arrivée (5 en Italie et 3 Grèce) ne sont par bonheur pas encore prêts, pour l'instant beaucoup des arrivant-e-s, plutôt que de se jeter dans la gueule du loup, préfèrent et peuvent encore disparaître dans la nature et poursuivre leur chemin avant la phase d'enregistrement (comportant l'identification, la prise d'empreintes, le dépôt obligatoire d'une demande d'asile uniquement valable sur place et le transfert direct en centre de rétention en cas de « non éligibilité »).

Une des questions qui se pose à l'Etat français en ce moment est donc de comment « accueillir » –lire : identifier, fiché, trier, parquer– celles et ceux qui parviennent sur son sol malgré le blocus policier en amont, notamment à Vintimille. Le pas suivant consistera à enfermer pour les expulser celles et ceux qui n'obtiendront pas le permis de rester, comme il le fait déjà avec de nombreuses personnes dépourvues du bout de papier requis. Pour ce faire, il faudra rationaliser au maximum les places existantes en centres de rétention, par exemple en équipant ceux-ci « de l'ensemble des outils permettant l'identification du pays d'origine du migrant, notamment débouté de l'asile, afin de simplifier les procédures d'expulsion » –à condition bien-sûr que les détenu-e-s ne se révoltent pas...

En ces temps de, relative et certainement provisoire, désorganisation, contribuer à empêcher le bon déroulement de cette sélection et l'application de ses immondes conséquences apparaît comme un enjeu de taille. Alors que l'Etat joue sur l'état de guerre permanent et en appelle à l'unité nationale pour que la machine à écraser continue à fonctionner normalement, il est en effet crucial de trouver des manières d'enrayer cet engrenage.

Ne visant pas à améliorer le fonctionnement du système, mais à bouleverser de fond en comble l'ordre social existant,

il nous semble essentiel d'opposer l'aspiration à la liberté pour toutes et tous aux odieux paramètres fixés par le pouvoir dans sa gestion de « crise des réfugiés ».

Il importe pour ce faire imaginer des pistes d'intervention permettant de s'opposer directement et concrètement à une guerre menée contre l'ensemble des indésirables et qui lie de manière indissociable les frontières, le contrôle et l'enfermement.

FRONTIÈRES

Depuis l'arrivée en France des nouvelles vagues de migrant-e-s, l'Etat a donné le ton : les procédures de demandes d'asile –et leur éventuel rejet– doivent être accélérés afin d'en finir au plus vite avec les zones de flou administratif qui permettent à des étranger-e-s venant de divers horizons de rester sur le territoire, qui plus est parfois en se mélangeant. La réduction des délais entre les différentes phases de ces parcours kafkaïens est donc à l'ordre du jour et les fonctionnaires de l'OFPPA (organisme chargé du traitement des dossiers) sont priés de contraindre les arrivant-e-s à passer par leur sas le plus rapidement possible. C'est ainsi qu'on a vu ces bureaucrates particulièrement intrusifs quitter la quiétude de leurs officines et se dépêcher sur les campements de migrants, dossiers en bandoulière, pour procéder au fichage et au premier tri – la suite des opérations s'effectue dans leurs édifices. Les personnels de l'OFII, autre instance en charge de l'« accueil » des demandeurs d'asile qui travaille en étroite collaboration avec le Département Lutte contre l'immigration irrégulière, sont quant à eux notamment responsables de la lourde tâche de promouvoir l'incitation au retour auprès de certains candidat-e-s détecté-e-s « non éligibles », ainsi que du transfert sur le lieu d'hébergement en cas d'assignation à résidence.

Ces acteurs institutionnels sont efficacement secondés dans leur sale besogne de fichage par les associations en charge des centres d'hébergement d'urgence dans lesquels on entasse momentanément les migrant-e-s, telles qu'Emmaüs, Aurore ou le groupe SOS. D'une part, cet hébergement est



strictement conditionné aux démarches administratives à effectuer et d'autre part l'OFPPA comme la Préfecture ont accès aux listes des « hébergé-e-s » avec leur nationalité et leur situation – au moins les voilà localisé-e-s.

L'hébergement des demandeurs d'asile est un véritable business pour les associations et/ou entreprises rétribuées par l'Etat pour en être gestionnaires. Les mieux placées sur ce marché florissant sont l'Adoma (principal opérateur public, de sinistre mémoire pour sa gestion des foyers Sonacotra) et l'Aftam devenue Coallia ; viennent ensuite des associations comme Forum Réfugiés et France Terre d'asile. L'Etat français ayant privilégié depuis des décennies la construction de places en centres de rétention aux CADA (centres pour demandeurs d'asile), il lance en ce moment de nombreux appels d'offre, entre autre pour des CPH (centre d'hébergement provisoires).

Sous couvert humanitaire, la prise en charge des demandeurs d'asile par les institutions signifie en réalité la mainmise de celles-ci sur leurs conditions d'existence : obligation de résider dans des endroits qu'ils n'ont pas choisis, cours d'intégration contre l'allocation d'une somme modique – à quand les « bons d'achat » restrictifs dans des magasins particuliers ? Les conditions carcérales (règlements intérieurs, interdictions de visites, couvre-feux, surveillance par les travailleurs sociaux) qui règnent dans les centres d'hébergement d'urgence habituellement destinés aux SDF ont d'ailleurs déjà eu pour effet que nombre de migrant-e-s se sont battu-e-s contre et/ou sont à la recherche d'autres solutions de logement.

La question des « regroupements sauvages » de migrant-e-s est un enjeu essentiel pour l'Etat dans sa gestion de la population et de l'ordre public. Dans cette logique, l'établissement de points de fixation – y compris dans des campements de fortune – et de possibles lieux d'auto-organisation pouvant échapper au contrôle, et en plus dépasser les divisions en catégories et statuts, est proprement intolérable. A Paris comme à Calais, campements sauvages et squats sont donc expulsés au « coup par coup ». Dans la bonne vieille tradition démocratique, l'intervention policière, directe et particulièrement brutale ou comme menace, est accompagnée par une armada de relais humanitaires supposés donner un visage présentable à la violence institutionnelle et apporter quelque solution à des conditions de survie fort dégradées. Experte en la matière, la Croix Rouge se trouve aux avant-postes des habituels organismes caritatifs. Il n'est sans doute pas inutile non plus de rappeler et de souligner qu'à Paris les décisions à ce propos sont prises conjointement par la Préfecture et la Mairie – qui n'hésite pas non plus à envoyer ses auxiliaires à la rescousse sur les lieux – et que des employés municipaux de Calais ont participé avec zèle aux destructions systématiques de tentes.

Les « relocalisations » d'êtres humains, comme de marchandises, âprement négociées par les gouvernements et scrupuleusement administrées par les technocrates européens sont appliquées de fait sur le territoire national. Ainsi, les prétendant-e-s au droit d'asile du lycée « évacué » le 23 octobre à Paris se sont vu enjoindre de monter dans des bus dont la destination leur était volontairement cachée, pour atterrir pour certains... jusqu'en Auvergne. A Calais, depuis le 21 octobre 600 personnes ont été arrêtées et déplacées – d'abord en jet privé puis dans un avion loué à la sécurité civile – pour être enfermées dans différents centres de rétention (entre autre à Marseille, Nîmes, Rouen, Toulouse, Vincennes et le Mesnil-Amelot) et 400 autres ayant accepté de quitter volon-

tairement « la jungle » ont été dispatchées dans 7 régions. La dispersion est une stratégie éprouvée pour éviter ou détruire tous liens possibles d'entraide et de solidarité. L'Etat en appelle aux municipalités – façade humanitaire et compensations financières à la clef – pour le relayer dans ces relocalisations en interne qui prennent évidemment en compte les intérêts économiques des « bassins d'emploi ». Quoi de plus normal dans un monde qui repose aussi sur l'exploitation et sur la mobilité selon les lois du marché ?

Le contrôle des migrant-e-s, de leur installation et de leurs déplacements à l'intérieur du territoire, en l'occurrence français, vient rappeler à quel point les frontières ne se limitent pas aux postes de douane. A la militarisation des frontières extérieures de l'Europe par Frontex, à la sécurisation des frontières intra-européennes, s'ajoute la dissémination des frontières sur l'ensemble de l'espace par le biais du contrôle permanent. Une multitude de mécanismes et de dispositifs pernicieux sont destinés à étendre et garantir celui-ci, sans pour autant empiéter sur la fluidité de la circulation des marchandises et du bétail humain, facteur essentiel de l'économie capitaliste. La lutte contre la machine à expulser mettait déjà l'accent il y a quelques années sur différents points contribuant quotidiennement et très concrètement aux arrestations d'illégaux par le contrôle des papiers, comme les banques, Pôle Emploi ou la SNCF par exemple.

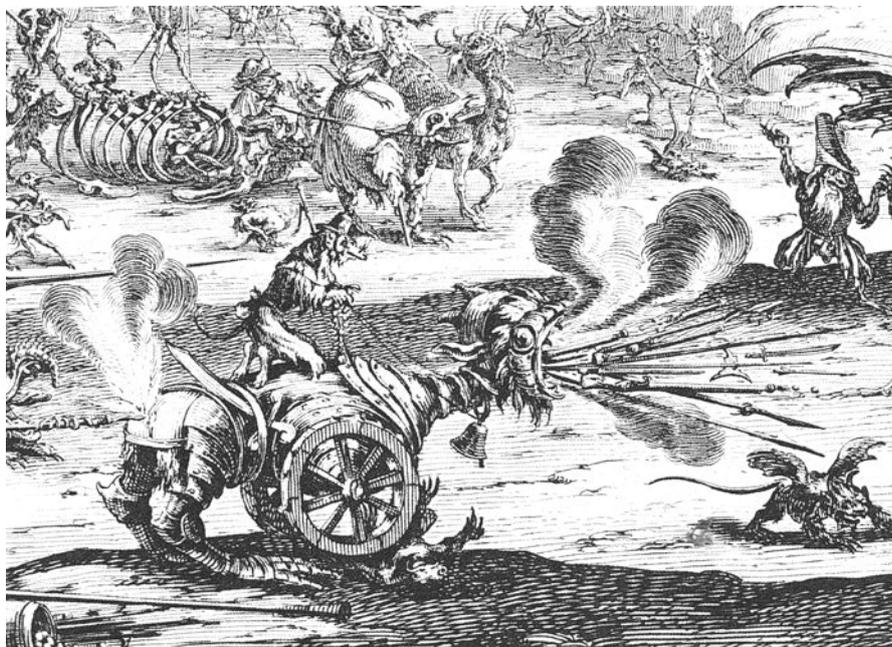
CONTRÔLE DU TERRITOIRE ET DES POPULATIONS

Ces derniers temps en France, l'exaltation de la lutte contre le terrorisme, la lutte contre l'immigration irrégulière, la lutte contre la délinquance et contre la fraude mettent en évidence que guerre extérieure et guerre intérieure ne font qu'une et que les dispositifs de contrôle mis en place ou perfectionnés sous différents prétextes se rétro-alimentent et visent l'ensemble des indésirables.

Le maître-mot est la sécurité, paradoxalement érigée en condition première et garante de la liberté. Les boîtes spécialisées dans la formation, le recrutement et le matériel de vigiles connaissent d'ailleurs un véritable boom. Surtout, le pouvoir a su tirer parti des attaques de janvier pour créer un large consensus autour de mesures de contrôle qu'il prend à un rythme accéléré. Outre la présence des militaires au quotidien, patrouilles et contrôles policiers se multiplient dans les rues et les transports et différents corps répressifs accomplissent ensemble ce travail de routine. Pour mieux faire la loi, ils disposent d'attributions et de moyens renforcés – armement des polices municipales, entraînements des agents de sécurité des compagnies de transport public par les militaires, utilisation des drones dans la surveillance des foules (notamment lors d'assauts collectifs pour passer la frontière à Calais), mais aussi des infrastructures jugées sensibles (la SNCF les utilise par exemple contre les dégradations et sabotages de voies).

Les transports sont logiquement des endroits où les frontières invisibles se matérialisent.

La « sécurisation » du tunnel entre la France et l'Angleterre (sécurisation décidément meurtrière puisqu'au moins 17 migrant-e-s y ont trouvé la mort en tentant le passage) par la société en partenariat public/privé Eurotunnel et sa succursale de fret Europorte en est un exemple particulièrement frappant, mais il faut aussi signaler que SNCF Réseau ferré assure pour sa part l'installation de clôtures pour



sécuriser les voies en amont du port de Calais. Les frontières intérieures ne se limitent en effet pas à quelques points précis. En plus de la participation active et quotidienne de personnels de bord SNCF dans le signalement et l'arrestation de sans-papiers potentiels –notamment sur les trajets Italie/France– ou plus largement de tout-e suspect-e, les gares et stations constituent autant de check-points qui jalonnent le territoire. Les rafles de sans-papiers lors de barages conjoints contrôleurs des compagnies de transports en commun/flics sont monnaie courante depuis longtemps et se déroulent en général à des horaires et des emplacements jugés stratégiques selon leur cartographie des déplacements. Les dernières mesures en date, prenant prétexte de la tentative d'attentat dans un Thalys, donnent en outre officiellement aux milices des transports (SUGE, GPSR à Paris) des pouvoirs renforcés pour contrôler et fouiller personnes et bagages dans les trains, bus, métros. Ce pas supplémentaire des sociétés de transport en commun dans la collaboration avec la police démontre, s'il en était encore besoin, à quel point, entre autre fonctions, elles font partie intégrante des dispositifs répressifs à large échelle. Elles reçoivent d'ailleurs en partie le traitement qu'elles méritent par de fréquentes attaques contre leurs personnels, véhicules, boutiques et installations.

Si les contrôles d'identité se multiplient, effectués par des uniformes en tout genre dont le nombre a considérablement augmenté, la surveillance s'opère aussi grâce à des moyens technologiques toujours plus nombreux et perfectionnés. Cet arsenal destiné à détecter et à tracer individus et comportements suspects pour quelque raison que ce soit comprend évidemment les caméras. Réseaux de transports inclus, l'Etat les implante progressivement sur l'ensemble du territoire, y compris dans des petites villes et toujours par le biais des municipalités, à des points considérés comme stratégiques. Dans les métropoles, le quadrillage par l'interconnexion des différentes caméras privées et publiques toujours plus « intelligentes » a pour but de réduire au maximum les zones d'ombre et de couvrir l'ensemble des points de passage pour tenter d'identifier, y compris a posteriori, ce qui perturbe l'ordre et la normalité. A ce titre, les caméras sont régulièrement mises à mal un peu partout et des

manières les plus variées. L'une d'entre elles consiste tout simplement à en brûler les transformateurs électriques ou à saboter le réseau de fibre optique qui les alimente.

On ne soulignera jamais assez, à quel point les moyens de communication modernes, électroniques et informatiques, sont fonctionnels à la collecte d'informations indispensable au contrôle du pouvoir. Ils peuvent en effet fournir de précieuses indications non seulement sur l'identité d'une personne, mais aussi sur son profil, ses contacts, ses activités, ses projets. Ce n'est manifestement pas pour rien que Kadhafi et El Assad ont acheté des programmes d'espionnage sur internet aux entreprises françaises Amesys et Qosmos. Difficile en utilisant des mouchards comme les portables ou les ordinateurs de « passer sous les radars » comme ils disent. Mieux vaut sans doute les neutraliser ...

Il serait trop long et fastidieux de dresser ici une liste exhaustive des prothèses électroniques toujours plus requises dans les actes de la vie quotidienne ; sans aller jusqu'aux projets de villes interconnectées (type Smartcity), citons néanmoins toutes les cartes à puce avec lesquelles nous alimentons notre propre fichage, des administrations aux transports en passant par les cartes bancaires (la limitation toujours plus drastique des possibilités de paiements en liquide relevant autant de la lutte antiterroriste que de la traque des illégalismes). L'essentiel consiste sans doute à rechercher comment mettre des bâtons dans les roues de cette exigence de transparence, sachant que de nombreux acteurs interviennent dans la conception, la fabrication, la vente, l'installation de ces instruments du pouvoir et en sont donc directement responsables.

Toujours sous prétexte d'une prétendue « amélioration de la qualité de la vie », l'implantation des technologies de contrôle, de même que l'établissement de check-points, a partie liée avec le développement d'un urbanisme de plus en plus concentrationnaire auquel participent les réalisations des habituels bétonneurs et constructeurs de taules en tout genre.

En se penchant sur le développement de communautés urbaines telles que l'actuel projet de Grand Paris par exemple, on constate qu'il répond à des intérêts économiques et politiques de taille, mais qu'il prend aussi en compte les néces-

sités de gestion et de contrôle des populations. Ce n'est sûrement pas un hasard si les restructurations urbaines en cours impliquent par exemple l'implantation de structures répressives d'envergure dans Paris même (le nouveau Pentagone vient d'être inauguré à Balard, la nouvelle cité judiciaire est située à Clichy-Batignolles) ou dans les villes avoisinantes destinées à être intégrées dans la nouvelle agglomération (comme Issy-les-Moulineaux pour le nouveau siège national de la gendarmerie). Ces relocalisations correspondent à la centralisation de certains services répressifs à des fins d'optimisation de leurs activités (en langage clair pour qu'ils effectuent leur sale boulot d'abattage mieux, plus vite et dans des conditions plus sûres). En même temps, elles contribuent à en finir avec les derniers restes de quartiers populaires intra-muros (les services centraux du Ministère de l'Intérieur vont s'implanter dans le bâtiment Garance du XXe arrondissement, tandis que ceux du Ministère de la Justice seront centralisés dans le XIXème) et à parachever la conquête de zones considérées comme conflictuelles (comme avec l'antenne francilienne de l'Institut national de la police scientifique à Saint-Denis)

En effet, si la pacification sociale se gagne par la participation citoyenne, l'octroi de quelques miettes et la démocratie marchande comme seul horizon possible, elle s'impose aussi par l'enfermement des indésirables, y compris dans des espaces en apparence ouverts, mais gérés selon les nécessités de l'économie et du contrôle et qui ne communiquent qu'au travers de sas.

A l'incarcération de masse dans des structures toujours plus nombreuses et aux délimitations toujours plus floues (les passages se multiplient entre prisons pour mineur-e-s, pour adultes, pour étranger-e-es, pour fous ...), à l'extension de la prison à domicile par le biais des peines « alternatives », notamment le bracelet électronique, s'ajoute la transformation de l'espace en immense prison à ciel ouvert. Les réalisations, les responsables et les collaborateurs de ces restructurations –réseaux de transport inclus– connaissent d'ailleurs quelques déboires. Les incendies de centres commerciaux et de bâtiments publics (commissariats et tribunaux inclus) lors des révoltes de 2005 –et par seulement– indiquent à quel point ils sont ressentis comme faisant partie de l'oppression quotidienne. Sans entrer dans le détail, il est aussi bon de rappeler que c'est sans doute à raison que des officines d'architectes sont attaquées et que des entreprises telles qu'Eiffage, Bouygues, Vinci, Spie-Batignolles par exemple se voient régulièrement amputées de bureaux de vente, de véhicules, d'engins de chantiers...

ROMPRE LES RANGS

Si l'Etat s'évertue à recréer sans cesse du consensus sur et par la guerre permanente contre un ennemi intérieur protéiforme, la cohésion citoyenne semble de son côté connaître quelques brèches. Dans de nombreux endroits, les forces de l'ordre sont repoussées ou attaquées et l'hostilité contre les militaires se manifeste aussi de nombreuses manières, avec des insultes et des pierres par exemple. Les opérations de propagande et de recrutement ne faisant pas que des adeptes, à Besançon une grosse exhibition de l'Armée a été perturbée pendant des jours et depuis des mois plusieurs centres de recrutement ont été attaqués dans différentes villes.

Par ailleurs, l'Etat se heurte à la double contrainte d'imposer au maximum le contrôle sans pour autant trop ralentir

le fonctionnement de la machine à produire et consommer. Cela se pose évidemment dans les transports : le nombre de colis « suspects » signalés dans les métros parisiens passant d'une moyenne de 2-3 à 70 par jour, tout au long du mois de janvier une dizaine d'arrêts du trafic RATP ont été provoqués quotidiennement avec des interruptions de près de 45mn par alerte. Ces retards répétés portant atteinte aux flux tendus, les normes de sécurité ont été (provisoirement) revues à la baisse. De même, la fouille des sacs par les vigiles à l'entrée des centres commerciaux, portant sans doute atteinte à la circulation des marchandises, s'est quelque peu relâchée.

Dans une perspective qui, loin de vouloir réformer tel ou tel aspect du système, aspire à le détruire dans son ensemble par un soulèvement généralisé, les fragilités de celui-ci et les hostilités qui existent déjà contre lui sont évidemment une invitation à prendre des initiatives pour attaquer et détruire les dispositifs qui, structurellement, lui permettent de contrôler, de déporter, d'enfermer.

A l'heure où la domination démocratique se montre toujours plus sous son vrai jour : une guerre permanente des puissants contre les dépossédés, à l'heure où les réactionnaires patriotards, nationalistes et religieux manifestent ouvertement leurs velléités d'imposer leur ordre, une des questions est de comment porter des propositions de luttes ayant clairement une portée émancipatrice. La réponse ne peut être univoque mais doit néanmoins être claire sur ses objectifs et ses méthodes. Pour poser un réel problème aux visées d'écrasement des individus et de la liberté, ces propositions ne peuvent que s'adresser à toutes celles et ceux qui, connu-e-s ou inconnu-e-s, sont disposé-e-s à se battre de manière auto-organisée, hors (et contre) toute médiation institutionnelle et par l'action directe offensive. Pour rompre à la fois avec l'atomisation et avec la normalité de la domination, il importe donc de trouver des manières de porter ces initiatives et ces luttes avec une certaine continuité, à la recherche de potentiels échos et complicités. Cela passe selon nous par la diffusion d'analyses, d'informations précises, mais aussi d'actes résolument antagoniques au sein de la conflictualité sociale.

Les pistes de réflexion et d'intervention esquissées dans ce texte ne se veulent pas exhaustives, mais souhaitent contribuer à alimenter un espace informel d'échanges et de possibles articulations entre des initiatives qui iraient dans ce sens. En espérant que cette contribution rencontre, prolonge et reçoive des échos et des approfondissements dans différents contextes ...

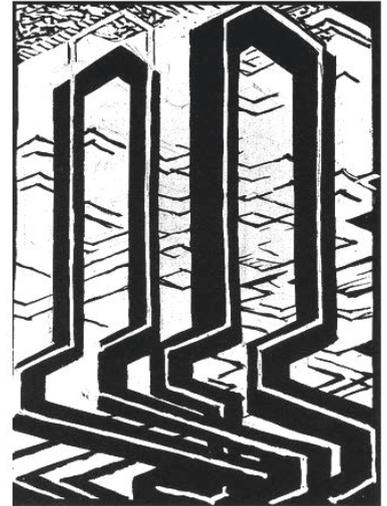
IGNORANCE SANS FRONTIÈRES

NN, Dissonanz (Zurich), août 2015

« Vous menez la guerre ? Vous craignez votre voisin ? Alors enlevez donc les bornes frontières – Ainsi vous n'aurez plus de voisins. Mais vous voulez la guerre, et c'est pourquoi vous posez d'abord des bornes frontières. »

Friedrich Nietzsche

La Hongrie est en train de recouvrir d'une clôture ses bornes frontières avec la Serbie : haute de quatre mètres et longue de 175 kilomètres, elle vient marquer une attitude claire contre les voisins indésirables – no entry ! La légitimation est la suivante : la Hongrie aurait déjà marchandé au plus haut sur le marché européen annuel de la migration par rapport à tous les autres Etats, et n'est donc pas disposée à stocker davantage de marchandises inutilisables. L'Espagne tient la même position : dans les deux enclaves de Ceuta et Melilla au Nord du Maroc, les nombreuses grilles de six mètres de haut qui existaient déjà sont régulièrement doublées. De plus, de nouvelles lois permettent désormais officiellement à la Guardia Civil de tabasser et de rejeter directement du côté marocain la marchandise étrangère inutilisable qui parvient malgré tout à franchir cette barrière théoriquement hermétique. Morts ou vifs. La Grèce, dont la crise capitaliste vogue vers son zénith, laisse soit les réfugiés crever dans la rue, soit les incarcère dans des camps où les portes des cellules restent fermées 23 heures par jour. Et quand le résultat n'est pas le meurtre par manque de soins médicaux comme ce fut le cas pour un Syrien le 24 juillet dans un camp de Lesbos, qu'est-ce qu'on veut de plus ? Calais, petite ville portuaire, est un autre exemple de l'hospitalité européenne. Depuis des années, cette petite ville endormie est le goulet d'étranglement qui relie le continent européen à l'Angleterre. La semaine dernière, des centaines de réfugiés ont tenté de prendre d'assaut l'Eurotunnel : tabassages, traumatismes et morts (11 morts depuis début juin 2015) ont été et restent les conséquences de l'action des flics français et anglais – et cela se produit depuis des années ! Au même moment en Allemagne, des néonazis multiplient les attaques incendiaires contre des centres d'hébergement de demandeurs d'asile, tandis que les administrateurs de ces mêmes foyers n'agissent pas de manière moins fasciste. A la frontière du Tessin (Suisse/Italie), des drones sont en intervention pour débusquer et arrêter les indésirables. A travers toute la Suisse, de nouveaux camps sont prévus, en montant des villages de tentes ou en réutilisant des bunkers de la protection civile. Ici aussi, on procède conformément à la devise : « Les bons dans le petit pot, les mauvais dans votre jabot »*, et de manière plus efficace encore que presque par-



tout ailleurs en Europe. Le principal, c'est que tout se passe sans encombre, vite et discrètement.

Face à cette guerre intérieure de l'Europe contre les indésirables, dont ce qui est décrit ci-dessus ne constitue que la pointe émergée de l'iceberg, l'émotion devrait au moins être de mise.

Emotion ?

Non, je ne parle pas d'émotion humanitaire qui provoque un ersatz d'action comme des dons pour soulager sa mauvaise conscience, ou le fait de s'occuper de « victimes » passives. Ce dont je parle, et qui manque manifestement, c'est d'une émotion révolutionnaire qui, poussée par la clarté, l'empathie et la rage, se dirige contre les structures qui exercent cette terreur quotidienne. Il ne suffit pas d'avoir conscience de ces structures glaciales et meurtrières de l'Etat et de l'économie, pas plus qu'il ne s'agit d'accepter en silence la guerre sociale qui gronde ici. La désolation et la complainte ne font que servir une résignation rampante qui finit par tout bouffer, y compris nos peines. Pour que l'émotion devienne révolutionnaire, elle a besoin d'idées subversives ; de la perspective d'une vie empreinte de dignité pour toutes et tous ; et par conséquent du rejet de tous les mécanismes autoritaires qui forment cette société. Ce processus signifie engager une confrontation quotidienne avec soi-même et avec la société, créer et approfondir des liens sociaux directs et cultiver une certaine audace. Ce n'est qu'ainsi que cette sorte d'émotion peut se transformer en une action directe, qui donnera à son tour de nouvelles idées pour d'autres actions.

Une chose est claire : les bornes frontières doivent dégager ; ceux qui les forgent, les transportent, les placent, les protègent, les possèdent, les gèrent doivent dégager ; ceux qui ordonnent et planifient leur mise en place doivent dégager ; ceux qui en testent et en améliorent la qualité doivent dégager. Tout doit dégager !

* NdT : „Die Guten ins Töpfchen, die Schlechten ins Kröpfchen» est une expression populaire tirée du Cendrillon des frères Grimm (1812), où l'infortunée se fait aider d'oiseaux pour trier les lentilles renversées dans de la cendre. L'expression signifie sélectionner la petite partie intéressante au sein d'une masse sale et informe.



QUELQUES CONSIDERATIONS POUR ENVISAGER UN PROJET DE LUTTE CONTRE LES FRONTIÈRES

NN, Paris, septembre 2015

Nous assistons chaque jour à une intensification du massacre perpétué par les frontières étatiques. Des milliers d'hommes et de femmes qui fuient les guerres, la misère et des catastrophes écologiques, conséquences directes de l'exploitation des matières premières, et des hommes réduits à l'état de matières premières. Nous assistons quotidiennement à ce qui s'apparente de plus en plus à une hécatombe, aux portes des lieux où nous habitons, et nous nous habituons à être des spectateurs de l'horreur de cette normalité.

Face à cette masse d'êtres humains, qui en risquant leur vie défient les frontières, et se mettent en jeu dans des moments d'affrontements avec les chiens de garde de l'Europe, les hommes à la tête des États se gargarisent de valeurs démocratiques et proclament la nécessité de régulariser une partie d'entre eux en établissant les critères nécessaires pour les trier, sélectionner la bonne marchandise et refouler celle avariée. Ils établissent des politiques communes, construisent de grands centres de tris, renforcent les appareils bureaucratiques et militaires et la surveillance des frontières. Des frontières qui ne sont pas seulement des limites territoriales entre les États, mais se matérialisent aussi dorénavant dans les contrôles et les rafles, dans les transports en commun et les gares, sur les lieux de travail et dans les rapports d'exploitation, aux guichets des banques et des administrations, dans les centres de rétention administrative et dans le travail des gestionnaires humanitaires.

Dans les rues de Paris ces derniers mois des centaines d'hommes et de femmes ont vécu dans leur être et dans leur chair l'accueil de l'État français. Virés de chaque square, de chaque rue, de chaque parc, de chaque dessous de pont où ils essayaient de trouver refuge, frappés et gazés par les flics parce qu'ils continuaient à rester ensemble. Des groupes de soutien de différentes obédiences se sont rapidement créés. Parmi eux, certains individus sincères, pour qui l'aide qu'ils apportent est une fin en soi, motivés par leur colère ou leur indignation. D'autres, représentants de partis, ou d'organi-

sations humanitaires pour qui les migrants sont un moyen d'avoir plus de visibilité dans la rue et dans les médias, plus de pouvoirs politiques et plus de financement publics et privés. Globalement, ils ont essayé de leur fournir du soutien matériel et ont appuyé politiquement les revendications portées par la majorité de ces hommes et femmes : leurs demandes d'asiles et de logements. Revendications qui invoquent les droits de l'homme, qui considèrent comme un interlocuteur l'État. Cet État qui, plus moins directement, est partie prenante des sanguinaires affaires dans leurs lieux d'origines, qui les massacre aux frontières, qui les traque parce qu'ils dorment dans la rue, et qui les accueille avec gaz et matraques, soucieux de débarrasser la vitrine touristique qu'est Paris de cette vermine.

Probablement beaucoup d'entre eux réussiront à obtenir les papiers et à se faire tanner dans les biais légaux de l'exploitation du système économique français, grâce aux mobilisations plus ou moins citoyennes. Beaucoup d'autres continueront à mourir aux frontières, ou resteront dans la masse des indésirables aux yeux du marché ou de l'État, condamnés à la misère et à la répression.

Tant qu'existeront les États et leurs frontières, il y aura des sans-papiers indésirables, tant qu'il y aura des guerres et que continuera le saccage capitaliste, des millions de personnes n'auront pas d'autres choix que de s'exiler pour survivre. Tant qu'existeront les papiers, qui ont pour seule raison d'exister le contrôle du bétail humain, la gestion des inclus et des exclus, certains auront les « bons », d'autres les « mauvais », d'autres pas du tout, les États hiérarchisant les vies humaines selon leurs propres critères. C'est pour ça qu'au slogan « Des papiers pour tous » nous préférons ce slogan irraisonnable, « Ni papiers ni frontières », qui n'a rien à demander à l'État mais qui souhaite sa destruction, car nous ne serons jamais libres tant que chacun et chacune ne pourra vivre comme il l'entend, ne pourra aller partout où ses choix le mènent.

Par ailleurs, personne n'échappe aux griffes du capitalisme, les exploités sont partout confrontés à la violence de l'éco-

nomie et de l'État, et c'est la même logique de survie et son atomisation qui tuent nos corps et nos esprits à petit feu. C'est la raison pour laquelle nous voulons faire sauter les barrières (et le langage même forme la partie la plus visible de ce redoutable iceberg) érigées entre un « nous » imaginaire et des « migrants ». Sortir définitivement de la logique du soutien qui apporte une assistance envers un sujet créé sur la base d'une discrimination « positive » car étant le sujet opprimé par excellence. C'est justement en faisant d'une multiplicité d'hommes et de femmes un tout homogène, que l'on oublie qu'ils ont des trajectoires et des idées différentes. Ce n'est que sur la base de ces différences que nous pouvons partager des moments de complicités et de luttes, car comme tout opprimé, un « migrant » peut tout aussi bien se révolter contre sa condition, que servir fidèlement ses oppresseurs pour obtenir des avantages.

Nous apprécions et valorisons l'entraide spontanée que nous comprenons comme un élan du cœur, mais, dans une perspective libératrice, cette forme de solidarité ne peut se substituer à la nécessité de l'affrontement contre des hommes et des structures étatiques, la police et le contrôle, ne peut s'accommoder des rouages démocratiques, en somme ne peut mettre de côté, sous couvert d'urgence, l'ensemble multiple et varié des actes de rupture -ou du moins qui cherchent à en créer une- avec l'ordre existant. Sinon cela revient à aider l'État dans sa tâche de gestion, à assurer du service en son absence, à empêcher que la situation ne devienne réellement incontrôlable, car c'est cela que craint véritablement – et à juste titre- l'État.



Ce qui nous meut, c'est l'idée d'un monde sans État ni domination, donc concrètement leur destruction, l'idée d'un monde débarrassé du capitalisme, donc concrètement la subversion de l'ensemble des rapports existants. Ces idées, a priori minoritaires, ne sont pas un balluchon que l'on ouvrirait de temps à autre pour se rassurer ou se donner de l'espoir au milieu du marasme quotidien, elles sont notre boussole. Quant à la révolte, la rage, la rébellion, l'insoumission, réactions conscientes qui s'insèrent dans les nombreux antagonismes qui traversent la société, sous quelques manières qu'elles s'expriment, nous les savons nombreuses et diffuses. Ces deux parts de nous-mêmes sont inséparables : nous ne sommes pas prêts à mettre de côté des idées qui sont les nôtres pour nous agréger, par exemple, à un moment de lutte collective ; et de la même manière nous ne rechignons pas toujours à prendre notre part à une lutte dont nous ne partageons pas forcément l'ensemble des contenus ou des moyens. « Je cherche une force, car l'idée ne fait que sa tâche. Et si l'idée propose, la force dispose », disait un révolutionnaire jadis. Selon nous cette -mal nommée- force c'est la conflictualité sociale elle-même, se pose alors la question de notre intervention à l'intérieur même de cette conflictualité qui est notre lot quotidien.

Nous ne recherchons aucune légitimité, puisque même par des biais détournés c'est le pouvoir qui différencie ce qui est légitime de ce qui ne l'est pas. La légitimité est donc le reflet d'une soumission à l'autorité, celle de la majorité (la prétendue « opinion publique ») n'étant pas la moins redoutable. Car la légitimité est à « l'opinion publique » ce que la

légalité est à l'État, c'est-à-dire la négation de l'auto-détermination de nos vies. Une révolte légitime est incapable de saboter les fondations du monde, elle propose seulement une redéfinition du monde fondée sur le mythe d'un État et de lois plus « humains », d'une justice plus « juste », d'une économie plus « égalitaire », et attend une reconnaissance de « l'opinion ».

Loin de tout opportunisme politique, notre intervention dans une lutte sociale doit se faire sur nos propres bases : nous ne luttons pas pour « aider les migrants à obtenir des papiers », mais contre la domination des États sur tous et toutes. Avoir une présence dans la rue non pas pour en prendre la tête, pas non plus pour rendre un service à quiconque, qui plus est sans être clairs sur nos idées en les diluant ou les épiçant au gré des convenances, mais pour diffuser des idées et des pratiques insurrectionnelles, pour avancer dans la perspective de la révolution sociale.

Pour pouvoir gouverner tout pouvoir a besoin de créer des catégories et de produire des divisions qui l'arrangent et d'assigner chacun à des rôles qui sont autant de chaînes destinées à favoriser la servitude et l'assujettissement. Comme nous l'avons déjà dit, nous voulons faire sauter les barrières instaurées par le pouvoir, c'est pourquoi ce n'est pas l'appartenance par défaut de tel individu à telles supposées communautés qu'elles soient nationales, culturelles ou ethniques, ou telles catégories (immigrés, clandestins, avec papiers, migrants, déviants, hors-la-loi, travailleurs, chômeurs, diplômés...) qui conditionnent nos rapports avec eux, mais la manière dont ils se rapportent à cette appartenance. Ce qui compte pour nous c'est l'engagement, les positions, les choix et les refus qu'adoptent des individus réels dans des situations particulières, ainsi que les raisons qui les animent.



Il y a quelques années la « lutte contre la machine à expulser » avait un avantage que la lucidité nous amène à reconnaître avec amertume comme obsolète : celui de la clarté. Les incendies volontaires de centres de rétentions (celui de Vincennes, du Mesnil-Amelot, de Nantes, de Plaisir, de Bordeaux, de Toulouse), les évasions, les manifestations, le soutien aux inculpés de l'incendie de Vincennes, les tracts, les affiches et les attaques multiples, tous cela lit-on dans un bulletin de l'époque était sans équivoque : « soit on lutte contre les centres de rétention, et pas moins que pour leur suppression comme une partie des sans-papiers l'ont expérimenté à partir de leur situation concrète, soit on souhaite les maintenir ». La destruction volontaire du centre de Vincennes a « emporté son vernis humanitaire avec elle : les reclus ont lutté pratiquement pour une remise « liberté » pure et simple, et pas pour une amélioration de cette cage située entre une école de police et un hippodrome ».

La question de la solidarité pouvait non seulement dépasser la simple affirmation mais aussi proposer un autre parcours que celui du soutien. En visant l'ensemble de la machine à expulser et non pas les seuls centres et en exprimant un contenu clair qui ne se posait pas en extériorité, les actions insérées dans l'antagonisme diffus pouvaient ouvrir un chemin à une solidarité résolument offensive.

Actuellement en France du moins sur les derniers mois, nos idées n'ont pas eu assez d'écho et nous n'avons pas suffisamment contribué par des actes à subvertir une situation qui était potentiellement riche de possibilités. Nous n'avons pas réussi à influencer pour que la révolte prenne le dessus sur la logique du soutien. D'autre part -contrairement aux années résumées plus haut- les actes de révoltes avec lesquels nous voulons exprimer une solidarité offensive concrète ne courent pas les rues.

Mais elle couve la révolte, parfois elle éclate, et ne connaît pas de frontière : le samedi 22 août des heurts éclatent entre policiers macédoniens et migrants venus de Grèce à la frontière entre les deux pays. Alors que deux jours avant l'état d'urgence était proclamé, l'armée et les forces spéciales de police dépêchées sur place ont été débordées. Ceux qui sont passés ont pris d'assaut la gare de Gevgelija pour se rendre en train en Serbie. A Calais la nuit du 31 août après la venue du premier ministre 200 personnes ont couru sur l'autoroute d'accès au site de l'Eurotunnel et ont commencé un blocage. Le 3 septembre des personnes bloquent l'entrée du centre Jules-Ferry (géré par l'association La Vie Active) où a lieu la distribution des repas, protestant contre l'aide humanitaire et les conditions de vie dans lesquelles elles sont maintenues. Quelques jours plus tard au centre de rétention Saint-Exupéry près de l'aéroport de Lyon, des retenus entassent des matelas et des draps auxquels ils boutent le feu. Ils repoussent la police pendant que du mobilier et des vitres sont cassés et que deux personnes montent sur le toit pour s'évader. Quelques jours plus tard à Roszke en Hongrie un millier de migrants a forcé un cordon policier pour ne pas être conduits à un centre d'accueil et d'enregistrement à proximité. Une partie d'entre eux a escaladé une barrière pour accéder à l'autoroute qui mène à Budapest et continuer leur route à pied. A Bicske des migrants montés dans des trains qu'ils pensaient à destination de l'Allemagne ont refusé leur déportation quand ils ont compris que ces trains avaient pour destination des centres d'identifications et de tri. Le 5 septembre sur l'île de Lesbos en Grèce, pour le deuxième jour consécutif des migrants se sont affrontés à la police. Quelques heures plus tôt un millier d'entre eux étaient sortis d'un centre d'accueil temporaire et avaient bloqués une route de l'île. Toujours à Lesbos, un millier de migrant se sont regroupés et ont tenté de monter de force sur un bateau en direction d'Athènes. Le 6 septembre à Valence (en Espagne) une quarantaine de prisonniers du centre de rétention se sont rebellés contre les flics et leurs ont subtilisé leurs clefs. Un groupe a tenté de s'évader pendant ce temps à l'intérieur des matelas furent enflammés, du matériel dégradé et cinq flics blessés. Le 7 à Bedford en Angleterre, des femmes détenues au centre de rétention de Yarl's Wood ont occupé la cour et ont déclaré : « Nous sommes dans la cour, nous protestons. [...] Nous exigeons notre liberté. Nous chantons pour notre liberté. Nous crions.[...] Nous ne voulons pas de leurs nourriture. Nous ne voulons pas de leurs activités. Nous voulons simplement notre liberté. » Chaque semaine porte avec elle son lot de morts qui nous prend aux tripes et nous plombe le cœur, et face à cette horreur dans laquelle des centaines de milliers de personnes sont plongées, face à cette guerre de tous les jours que constitue le capitalisme, c'est notre rage contre ce monde inique dans sa globalité et la vie au rabais qu'il nous promet qui s'aiguise de jour en jour. Mais comme cela

a déjà été exprimé par le passé, nous ne sommes pas solidaires de la misère, mais de la vigueur avec laquelle les hommes et les femmes ne la supportent plus : à la solidarité dans l'oppression nous voulons opposer la complicité dans la révolte. Alors, si nous peinons à envisager des perspectives offensives concrètes avec lesquelles exprimer une solidarité particulière, nous voulons croire qu'il est possible d'en envisager pour exprimer une rage -qui d'ailleurs n'a pas besoin d'attendre de telles « perspectives » pour s'exprimer- que nous savons diffuse, et qui pour cette raison pourrait ouvrir la voie à des moments d'affrontement et de rupture avec l'ordre existant. Et qu'au long de ce parcours, débarrassé du racket politique, du vernis humanitaire, de cette putride indignation du citoyen « qui se plaint mais qui veut le maintien du système » - véritable clé de voûte de la servitude démocratique- il y aura des occasions où la solidarité pourra prendre plus d'ampleur.

« Dire que rien ne peut changer, que l'on ne peut dévier la marche du destin, c'est la prime accordée à toutes nos lâchetés ».

« Il n'existe pas de choses faites, de voies préparées, il n'existe pas de mode ou de travail fini, grâce auquel tu puisses parvenir à la vie. Il n'existe pas de mots qui puissent te donner la liberté : car la vie consiste précisément à créer tout par soi-même, à ne s'adapter à aucune voie : la langue n'existe pas mais tu dois la créer, tu dois créer son mode, tu dois créer chaque chose : pour que ta vie soit tienne. »

Il n'y a aucune bonne raison d'attendre pour accomplir ce que notre cœur et notre raison nous suggèrent, ni mouvement social, ni rendez-vous avec l'histoire. Si nous avons refusé d'ajourner la diffusion de nos idées et des pratiques qui en découlent à d'hypothétiques lendemains plus propices, nous n'en ressentons pas moins la nécessité de créer les conditions qui rendent possible un renversement de l'ordre social, un fait social encore inconnu, imprévisible mais ravageur.

■



« L'une des caractéristiques de cette époque est le flux de plus en plus massif de migrants vers les métropoles occidentales. Les politiques de l'immigration — l'alternance d'ouverture et de fermeture des frontières — ne sont pas déterminées par le degré de sensibilité des gouvernants, mais découlent des tentatives de faire face à une situation toujours plus difficile à gérer, et d'en tirer profit. D'une part, il n'est pas possible de fermer hermétiquement les frontières, d'autre part un petit pourcentage d'immigrés est utile — surtout si clandestins et donc corvéables à merci — puisqu'il représente une bonne réserve de force de travail à bas prix. En même temps la clandestinité de masse provoque des conflits sociaux difficilement contrôlables. Les gouvernements doivent naviguer entre ces nécessités, le bon fonctionnement de la machine économique en dépend.. »

Les indésirables
mars 2000



EXPERIENCES DE LUTTE CONTRE LA MACHINE A EXPULSER A PARIS

Quelques anarchistes, février 2015

Ce texte n'a pas pour objectif d'analyser la lutte contre la machine à expulser qui s'est déroulée pendant un peu plus d'une année à Paris, de janvier 2009 à décembre 2010, et pas non plus d'en dresser une chronologie exhaustive. D'une part parce que son format ne le permet pas (il nous faudrait par exemple la resituer plus largement au sein des expériences de luttes précédentes et du contexte de la conflictualité sociale), et d'autre part en raison des suites judiciaires qui sont toujours pendantes contre une dizaine d'individus, accusés de différentes dégradations et sabotages –parfois incendiaires– contre des expulseurs (dans le cadre de deux enquêtes menées par la section anti-terroriste qui ont conduit à des perquisitions en février et juin 2010). Il s'agit plutôt d'une contribution partielle et postérieure à cette lutte, rédigée par quelques compagnons sur la manière dont ils l'ont pensée et vécue, afin d'en démêler des fils qui pourront peut-être servir à d'autres, ici ou ailleurs.

LA MACHINE À EXPULSER ET SES ROUAGES

Après des vagues de régularisations collectives entre 1998 et 2006, la possibilité de séjourner légalement sur le territoire européen est devenue pour des dizaines de milliers d'immigrés toujours plus strictement conditionnée par l'obtention d'un contrat de travail en règle dans des secteurs particuliers. Ce durcissement opéré en une période de restructurations économiques a rapidement condamné nombre de migrants, parfois présents depuis des années ou qui continuent d'arriver en fuyant misère, guerre ou catastrophes écologiques à une vie infinie en clandestinité, tout en risquant d'être expulsés du jour au lendemain suite à un banal contrôle de police. En France, d'énormes secteurs comme la restauration, la confection, l'agriculture saisonnière ou le BTP profitent largement de l'exploitation de cette main d'œuvre en une sorte de délocalisation interne, et l'objectif de l'Etat n'est certainement pas de s'en passer, mais plutôt d'en arrêter une partie, puis d'en interner certains en

centres de rétention, et enfin d'en expulser quelques-uns afin de maintenir la pression contre tous.

Dans ce cadre, le corollaire à la politique d'«immigration choisie» s'est aussi traduite par l'allongement de la durée de rétention un peu partout (jusqu'à 18 mois selon la directive européenne de 2008), l'augmentation du nombre d'enfermés dans les prisons pour étrangers indésirables (soit, pour la France, de 28 000 en 2003 à 45 000 en 2013, et 88 000 mesures d'éloignement annuelles prononcées par les autorités), l'externalisation de camps à l'extérieur de l'Europe, et le durcissement du passage des frontières, surenchérisant le prix et augmentant le nombre de morts en Méditerranée. Dans une métropole comme Paris, lorsqu'on habite ou qu'on mène de l'agitation anarchiste dans un quartier pauvre, on est ainsi régulièrement confronté à des rafles policières qui bloquent des rues entières, à des chasses aux vendeurs à la sauvette, ou à des contrôles dans les transports qui trient les fraudeurs en fonction de la régularité de leur séjour.

A partir de 2007, des incendies partiels de centres de rétention de la région parisienne ont commencé à se produire lors de révoltes, comme à Vincennes en janvier et au Mesnil-Amelot en juillet, où le mouvement a repris pendant deux mois à partir de mi-décembre (avec entraves au comptage quotidien, refus d'entrer dans les chambres, grève de la faim, destruction des cartes d'identification), nécessitant parfois l'intervention de gendarmes à l'intérieur. L'année suivante, d'autres centres subissent à leur tour l'épreuve du feu, notamment ceux de Nantes (juillet 2008), Mesnil-Amelot (août), Plaisir (décembre). Entre temps, après plusieurs mois de révoltes, les 280 places du plus grand centre de rétention du pays¹, celui de Vincennes à côté de Paris, sont entièrement parties en fumée le 22 juin 2008 lors d'une mutinerie. En janvier 2009 à Bordeaux et en février à Toulouse, d'autres incendies éclateront dans les centres, sans compter plusieurs évasions collectives (à Vincennes en septembre 2009 et à Palaiseau en novembre).

Le choix de relancer une lutte contre la machine à expulser à partir de début 2009 est donc né d'un côté de l'appui à ces révoltes chaleureuses qui avaient des répercussions dans les quartiers où nous menions déjà de l'agitation depuis des années, mais surtout à la volonté de proposer une méthode de lutte *pour tous*, immigrés ou pas, avec un objectif précis : non pas poser des revendications sur une question spécifique ou rassembler un maximum de monde à partir de l'indignation face à une injustice, mais afin de s'en prendre à des rouages concrets de la domination. Une méthode basée sur l'auto-organisation, l'action directe et la conflictualité permanente. Dès le départ, il n'a en effet été question ni de se lier à un *sujet politique* particulier, le sans-papier, porteur d'on ne sait quelle vertu révolutionnaire, ni de se concentrer sur une *condition spécifique*, l'immigration clandestine, parce que celle-ci serait magiquement plus susceptible de luttes que d'autres. Ce qui se posait pour nous était plutôt la question de l'ensemble des *indésirables* de ce monde, et surtout celle de complexités dans la révolte contre ce qui la produit, l'Etat et le capitalisme, à partir d'un angle *initial* : la machine à expulser.

Un premier texte distribué en mars 2009, *Aux insoumis de la pacification sociale*, avançait par exemple clairement que « dans cette guerre sociale sans trêve, ce n'est pas notre misère commune, mais la vigueur avec laquelle nous la combattons qui nous permettra d'abattre ce système. Si nous nous sentons en occurrence solidaires des sans-papiers révoltés, ce n'est pas pour déverser un racket politique de souteneurs et créer un énième sujet politique qui serait vertueux de par sa condition. Et ce n'est pas non plus pour assister une victime en péril, à la façon des charognards humanitaires. Nous ne sommes pas du côté des indésirables, nous en sommes. L'entraide et la lutte ne peuvent ainsi se construire entre nous qu'à partir de bases de réciprocité et d'offensive. »

A côté de cette base qui était à la fois le fruit de luttes passées contre les rafles ou les centres de rétention, et celui d'expériences et d'analyses partagées², on ne peut pas non plus oublier que la reprise des hostilités contre la machine à expulser s'inscrivait aussi dans un élan qui dépassait les frontières hexagonales, comme en Italie (où des sans-papiers enfermés jusqu'à 6 mois en rétention détruisaient des centaines de places dans les centres de 2009 à 2012) et en Belgique (où des compagnons menaient une lutte spécifique contre la construction d'une toute nouvelle prison pour étrangers à Bruxelles).

EVITER LES ÉCUEILS

Une telle proposition de lutte, liée à l'analyse des restructurations en cours (durcissement du contrôle et de l'enfermement des migrants, accroissement de la répression contre l'ensemble des indésirables en général), à des possibilités de révoltes (dans les centres ou dans la rue³), et surtout en partant non pas d'une catégorie ou situation particulière et de ses besoins («avec» ou «sans» papiers, «enfermés» ou «dehors», «en lutte» ou «en soutien») mais d'une hostilité contre tout ce qui produit notre condition d'indésirables dans ce monde, n'allait bien sûr pas de soi.

Du côté du mouvement, les deux écueil principaux étaient (et restent) l'activisme et le mouvementisme. Ce n'est en effet pas la même chose que de lancer une campagne ponctuelle de harcèlement contre une entreprise spécifique coupable

d'expulser des sans-papiers, de louer des chambres d'hôtels au ministère de l'Intérieur ou de construire des centres (Air France en 1997, Ibis en 1999/2001, Bouygues en 2004/2005) jusqu'à espérer qu'elle cède puis de passer à la suivante, et de partir d'une hypothèse d'intervention au sein de la conflictualité sociale pour explorer et attaquer les différents mécanismes de la domination –structures, hommes et moyens– afin de partager un parcours auto-organisé et destructif qui puisse encourager à l'insurrection.

Si la première méthode correspond assez bien à la logique du discours réformiste et du petit-à-petit en souhaitant agir sur le détail et d'une façon quantitative, c'est-à-dire en mobilisant de grands nombres pour modifier certains éléments particuliers de la domination, la seconde partait au contraire d'une dimension *qualitative* de la lutte en proposant certes d'agir de façon radicale, c'est-à-dire minoritaire, mais contre l'ensemble des rouages d'une question sociale (la machine à expulser), tout en les reliant entre eux afin que cette lutte partielle puisse alimenter les autres révoltes en cours, c'est-à-dire aller vers une remise en cause de l'existant. Dit autrement, c'est le mélange d'autres rapports au sein de la lutte (à travers l'auto-organisation), de la conflictualité permanente (s'opposer à l'ennemi plutôt que de composer avec lui) et de l'attaque diffuse (frapper les différents rouages qui découlent de chaque aspect partiel pour approfondir une analyse pratique de l'ensemble des rapports de domination) qui pourra nous permettre de rencontrer d'autres réalités en lutte à partir de nos bases, mais aussi de partager avec d'autres individus un avant-goût de liberté, d'autonomie et de plaisir de combattre.

C'est d'ailleurs peut-être pour être clairs sur ce point de méthode (notamment la conflictualité permanente contre tous les pouvoirs) que les textes qui commenceront à circuler dès le printemps 2009 sous forme de tracts (*Quand la Croix Rouge part en croisade*), affiches (*Pour des cendres de rétention*) et brochure (*La grande loterie des camps*) analyseront comme premier angle de la machine à expulser un des rouages paradoxalement les plus consensuels, c'est-à-dire la collaboration des associations humanitaires au fonctionnement des centres de rétention et des zones d'attente dans les aéroports. *La grande loterie des camps* rappelait par exemple que ces dernières étaient d'abord des entreprises prestataires de l'Etat, la caution démocratique des expulsions de masse, les pacificateurs des révoltes à l'intérieur (où elles ont le monopole rémunéré de l'assistance juridique) et les défenseurs d'un capitalisme à visage humain, avant de conclure qu'« *un flic se définit d'abord par sa fonction et pas par son uniforme, même quand il se planque derrière le sourire d'un chrétien humaniste de gauche* ». Le pouvoir a plusieurs visages, en ne reposant pas que sur la matraque mais également sur son acceptation, et l'humanitaire incarne assez bien au niveau institutionnel ce qui permet de mettre de l'huile dans les rapports sociaux de domination afin de préserver la paix de l'Etat et du capital.

Quant aux premières attaques anonymes connues, outre ces charognards de la misère, elles s'en prendront également à plusieurs locaux de la CGT à partir de l'été 2009, syndicat qui menait alors des grèves symboliques de travailleurs sans-papiers, en asseyant au besoin son contrôle dessus à grands coups de chantages et de service d'ordre⁴. Sur un terrain miné comme celui de l'immigration, désigner les humanitaires et les syndicats comme des ennemis à combattre et non des camarades à tolérer (ou pas) au sein

[Paris, 9 décembre 2009.
Quelques jours après le sabotage de distributeurs de billets
dans le quartier]



des luttes en fonction des rapports de force, rompaient alors avec une vieille pratique politique bien enracinée dans le mouvement parisien, notamment suite aux expériences du *Collectif Papiers pour tous* (1996-97) et du *Collectif anti-expulsions* (1998-2005).

Pour éviter la seconde *impasse* héritée des années 90, le rapport mouvementiste qui consiste à appuyer des luttes menées par d'autres en suivant les acteurs du moment et leurs temporalités avant de passer sans continuité à la lutte suivante, une proposition anarchiste a été à l'inverse de partir de nos propres idées et méthodes, afin d'élaborer un parcours autonome de lutte.

Dans le contexte de l'époque, et d'un point de vue mouvementiste, le sujet a ainsi pu être les dix inculpés de l'incendie de Vincennes, dont le procès allait se dérouler l'année suivante (janvier 2010) et qui risquaient gros, ou encore les sans-papiers enfermés dans le nouveau centre provisoire à partir de novembre, ou enfin les travailleurs sans-papiers qui s'étaient lancés en octobre dans une longue grève pour obtenir une régularisation (dont ceux de la Porte des Lilas qui ont bloqué pendant trois mois l'avancée du chantier du tramway). Et bien entendu, différentes propositions d'agitation en ce sens venues d'autres parties du mouvement parisien n'ont pas manqué.

Pourtant, si elles étaient tentantes pour qui passerait volontiers sa vie d'un soutien radical à l'autre, lancer soi-même une lutte dans une perspective subversive signifiait au contraire pour quelques compagnons se passer de sujet *tout court*, c'est-à-dire abolir le rapport extérieur/intérieur lié à la solidarité, et inviter tous les révoltés intéressés à devenir les protagonistes directs de l'attaque contre la machine à expulser. Cela signifiait également abandonner toute idée de centre ou de référence (y compris sous forme d'organisation formelle de type collectif x, comité y, assemblée z) au profit d'une circulation polymorphe d'analyses, de propositions et d'interventions qui pourraient dialoguer les unes avec les autres au sein de la conflictualité sociale, par contagion, écho ou réfraction. Car si cette idée de lutte suppose bien

entendu de partir au (petit) nombre qui la partage déjà, sans attendre on ne sait quelle masse, elle s'appuie également sur le fait qu'être peu nombreux ne signifie pas forcément être isolés au sein d'une conflictualité riche aussi en complices potentiels encore inconnus.

Pour expérimenter un tel rapport sans sujet ni centre (et donc sans assemblée motrice à laquelle convier les gens ni signature identitaire), mais avec des objectifs ciblés et des raisons claires, encore fallait-il s'en donner les moyens en communiquant directement cette invitation dans la rue. Cela fut tenté pendant près d'une année à travers une présence régulière dans les quartiers du nord-est parisien (tracts, affiches, tables de presse, banderoles, tags, manifestations sauvages, saccages éclairs diurnes) afin d'y porter cette lutte et d'y défendre publiquement les différents actes anonymes qui se produisaient contre la machine à expulser – parfois même, bien que rarement, publiés par la presse⁵ –, que par ailleurs beaucoup pouvaient constater de leurs propres yeux dans ces mêmes quartiers. Dans celui de Belleville par exemple, peut-être n'est-ce pas tout à fait un hasard si les habitants ont pu à la fois recevoir des milliers de tracts à la sortie du métro, lire affiches et tags explicites fleurir sur les murs, encourager une manifestation sauvage ou constater par exemple que *La Poste* du coin avait fermé plusieurs semaines suite à un incendie de ses distributeurs de billets (des tags «*Feu aux CRA*» et «*Poste=balance*» avaient été apposés à côté ce 11 février 2010) et que la boutique SNCF était de la même façon restée fermée plusieurs jours suite à une occupation éclair et ravageuse (là encore couverte de tags à l'extérieur, ce 17 mars 2010). Et bien sûr, sans compter les véhicules d'entreprises qui construisent prisons ou centres de rétention aux pneus régulièrement crevés ou à la carrosserie calcinée...

Bref, la proposition n'était pas de créer artificiellement un mouvement social sans mouvementisme, mais bien plus de développer et d'approfondir une autre idée de la lutte, *non-quantitative* : en faisant le pari et en expérimentant qu'un mélange d'idées et de pratiques subversives menées

de jour comme de nuit, individuellement et collectivement en toute autonomie, pouvaient non seulement rencontrer des complicités inattendues, mais aussi donner à chacun comme un avant-goût de liberté en brisant la normalité et la résignation, certes à partir d'un fil particulier (la machine à expulser), mais qui touchait aussi bien *directement* à l'enfermement qu'au contrôle, à l'exploitation qu'aux frontières, et donc finalement au pouvoir.

QUELQUES INSTRUMENTS

« Heureusement, la réalité est beaucoup plus simple, et n'a besoin que d'un peu de fantaisie, de bonne volonté et de constance. En partant, justement, de la recherche et de l'identification de l'ennemi »

Un ennemi des frontières,
Tempi di guerra n°7, février 2007

On a souvent l'impression que le plus difficile est d'élaborer une hypothèse d'intervention, parce que coupler analyse des transformations et des projets de la domination sur un territoire donné avec l'hostilité à laquelle ils peuvent être confrontés semble parfois hasardeux. Pourtant, bien qu'il s'agisse là d'une base souvent indispensable pour lancer une proposition de lutte dans une perspective insurrectionnelle (on part certes de soi, mais en conjuguant notre analyse avec des critères liés aux possibilités de révoltes), ce qui nous manque le plus ce sont bien souvent aussi les moyens et les instruments. Si on ne développera pas ici le premier point, on peut par contre préciser que parmi les premiers instruments nécessaires se trouve *l'étude* pour rechercher et identifier l'ennemi. Si on ne veut en effet pas se contenter de défiler sous les murs barbelés des centres de rétention protégés par des hordes de flics, ou courir d'une rafle à l'autre à travers tout Paris pour tenter d'y mêler notre grain de sable, on peut également commencer à collecter des informations sur tout ce qui fait au quotidien fonctionner la machine à expulser.

Grâce à l'expérience passée de plusieurs d'entre nous, quelques-uns de ces rouages était heureusement déjà en

partie connus, comme en témoigne par exemple l'affiche *Beau comme des centres de rétention qui flambent*, sortie en novembre 2008, quelques mois après l'incendie de celui de Vincennes et appelant à une solidarité active avec les sans-papiers inculpés : « *La machine à expulser n'est pas abstraite mais s'incarne dans des hommes et des structures, et chacun pourra donc trouver matière à exprimer sa solidarité de la façon la plus adéquate. Des partis de gauche comme de droite aux compagnies aériennes qui déportent comme Air France, des constructeurs de camps comme Bouygues et Eiffage à leurs cogestionnaires comme la Croix-Rouge, des balances comme la BNP aux contrôleurs des sociétés de transport public, les rouages se trouvent à chaque coin de la rue. Sabotons la machine à expulser !* » Dans le cadre d'une proposition de lutte qui n'était ni réductible à une campagne de solidarité ni à une offensive contre les seuls centres de rétention, l'objectif était d'élargir et de creuser l'étude des rouages pour comprendre les intérêts qui permettent l'existence des centres (humanitaires, constructeurs, architectes, avocats de la préfecture, transporteurs, agences de voyage qui réservent les billets, compagnies d'hôtels qui s'y substituent), mais aussi les lieux où se multiplient les frontières invisibles qui conduisent à l'arrestation des sans-papiers et autres indésirables (transports publics, banques, administrations comme Pôle Emploi et ses détecteurs de faux papiers) et enfin ceux liés à l'exploitation (comme les agences d'intérim). Le tout en dépouillant à la fois rapports parlementaires et appels d'offres de marché, rapports annuels d'entreprises et articles de journaux, livres d'avocats spécialisés ou d'universitaires, afin d'y dénicher des noms et des adresses, des entreprises précises et la localisation diffuse de leurs intérêts (marques et sous-marques) à tous les coins de rue, loin de leurs sièges sociaux blindés, pour les mettre à la portée de tous. Bien sûr, cette somme d'informations techniques a aussi pu prendre un sens pratique, parce qu'elles venaient en compléter d'autres, tout aussi précieuses, issues de rencontres et de luttes avec d'autres indésirables dans les quartiers ou les centres de rétention, et liées à leurs expériences directes de la machine à expulser. Une étude fastidieuse qui s'est traduite par un huit pages intitulé *A chacun le sien... Recension de vautours qui se font du fric avec la machine*



[Paris, 11 février 2010.
Incendie des deux distributeurs de La Poste de la rue Clavel (Belleville)]

à expulser, qui a commencé à circuler en novembre 2009, puis a aussi été décliné sous forme d'affiche collée dans les rues, notamment lors de plusieurs manifestations sauvages, avec une sélection de vautours accompagnée de leurs logos respectifs. Précisons aussi qu' *A chacun le sien...* revenait en passant sur l'histoire des camps en France depuis 1938 et réinsérait les centres contemporains dans l'écheveau des lois qui les régissent et les révoltes qui les ont parcourus.

A côté de cette recension argumentée d'une centaine d'entreprises et individus (architectes ou avocats de la préfecture) impliqués dans la traque et l'expulsion des indésirables, est né en novembre 2009 le bulletin de correspondance *Etrangers de partout*, qui aura trois numéros jusqu'en avril 2010 (de 24 à 48 pages) et sera distribué sur tout le territoire. Cette « *petite contribution à la mise en pièce de la machine à expulser afin de trouver des prises contre ce qui est loin d'être invulnérable* » reproduira largement les tracts, affiches, analyses et chronologies d'attaques et d'agitations dans des villes aussi diverses que Lyon, Reims, Strasbourg, Grenoble, Angers, Marseille, Poitiers, Bordeaux, Istres, Dijon, Paris ou Besançon sur une période de plusieurs mois, montrant en passant que cette lutte commençait à rencontrer des complices bien au-delà de son point de départ. L'idée d'un bulletin papier à faire circuler était non seulement de relier analyses et pratiques, mais aussi de faire sortir la lutte du rapport très contemporain à internet (textes ou communiqués d'actions) pour aider à la remettre un peu plus dans la rue. Il n'a donc jamais été proposé à la lecture (en pdf par exemple) dans la virtualité du cyber-espace. De plus, cet instrument avait pour ambition de se faire l'écho des débats et discussions qui auraient peu à peu traversé la lutte au fur et à mesure de son approfondissement, mais il a cessé de paraître avec l'épuisement de cette dernière. Enfin, et ce n'est pas le moindre, *Etrangers de partout* accueillait dans ses pages des traductions de textes venus d'Italie, de Belgique, de Suisse ou d'Espagne, en rendant compte des luttes et attaques menées sur la même question, tant il semble évident que *les indésirables n'ont pas de frontières*. S'il est certes toujours difficile de connaître les échos d'un tel instrument, on peut tout de même avancer qu'il aura permis d'encourager nombre d'individus isolés dans leurs villes ou quartiers, et tenté d'éviter les travers activistes en tentant toujours d'insérer les différentes initiatives au sein d'une projectualité.

Sur Paris même, à côté de collectifs formels qui se concentreront plus sur la solidarité avec les sans-papiers inculpés de l'incendie de Vincennes ou du contact téléphonique avec les nouveaux retenus enfermés pour faire sortir les infos de l'intérieur, un espace de lutte informel existera pendant de longs mois, d'où partiront par exemple les manifestations sauvages bi-mensuelles de décembre à février 2010, organisées à chaque fois dans un autre quartier de la capitale ou de sa banlieue. Une des caractéristiques de cet espace a été de réunir des individus sur une méthode de lutte contre la machine à expulser, ce qui incluait des anarchistes comme des anti-autoritaires. Il n'y a donc pas été question de rédaction de textes communs, mais plutôt d'auto-organisation et d'échanges d'informations, non pas pour être au coeur des initiatives, mais pour contribuer à leur diffusion dans l'espace public à une plus vaste échelle que ne pouvait le faire chaque individu ou groupe affinitaire. Si cet espace d'auto-organisation a fort heureusement contribué à porter la

lutte en avant, on peut noter qu'il a aussi révélé ses propres limites lorsqu'il a soudain disparu en laissant un vide derrière lui. Aucun espace, même informel, ne peut en réalité se substituer au jeu réel des affinités entre les groupes et les individus, et lorsque ces dernières se révèlent faire défaut, même le plus volontaire des artifices ne fait plus le poids face à l'absence de perspectives réellement partagées. Cela expliquera en partie, à côté du poids de la répression, l'arrêt brutal de cette lutte chez certains malgré l'enthousiasme et les premiers échos qu'elle commençait à susciter chez d'autres.

QUELQUES TRACES

Au-delà des manifestations, discussions publiques ou distribution de matériel papier, en ce qui concerne les différents sabotages et perturbations contre la machine à expulser, il est difficile d'établir une chronologie précise vu que les seules sources dont on dispose sont les rares articles de presse de la préfecture de police publiés par leurs fidèles porte-parole, à savoir les journalistes, ou bien sûr les communiqués sortis sur internet qui signalaient telle ou telle attaque dans les différentes villes déjà citées. Car l'essentiel n'est pas retraceable : l'ensemble des coups diffus dont on ne saura jamais rien ou presque, qui se sont exprimés depuis l'anonymat de la nuit et que les travailleurs du petit-matin découvraient régulièrement dans leurs rues, indifférents ou réjouis (une petite partie inédite est parue dans les milliers de pages du dossier d'instruction contre des camarades et compagnons perquisitionnés en février et juin 2010, accusés de « *dégradations graves en réunion, dégradations de biens par des substances explosives ou incendiaires et refus de prélèvement ADN* », notamment contre des banques).

En recoupant ces différentes sources publiques, on peut constater que les cibles ont été à la fois variées, imprévisibles et attaquées de multiples manières. A côté de banques sabotées avec de la colle, de l'acide, de la soudure à froid, des cartes bloquées, des tags, des marteaux ou du feu – par groupes (une soixantaine de distributeurs de billets le 5 décembre 2009 et une trentaine le 23 janvier 2010 à Paris, une quinzaine à Poitiers le 10 février) ou de manière isolée –, on notera aussi des attaques d'agences de voyage visitées et dégradées de jour par de petits groupes ou aux vitres rompues de nuit, des engins de chantier et des véhicules d'entreprise de BTP incendiés ou aux réservoirs et pneus sabotés, des domiciles privés d'architectes tagués ou vandalisés et une tentative d'incendie d'un de leurs cabinets, et bien sûr de nombreuses vitres brisées d'agences ministérielles, de boutiques de constructeur de prisons, de la Croix Rouge, de syndicats ou d'agences d'interim,...

A titre indicatif, le foisonnement de ces initiatives, piochant dans une large variété de cibles et sans ordre ni hiérarchie définis (à l'inverse des campagnes qui s'acharnent contre une marque), a également permis de mettre en échec quelques pièges tendus par les enquêteurs des services parisiens anti-terroriste lorsqu'ils ont commencé à s'intéresser de plus près à la multiplication d'attaques. On sait par exemple grâce au dossier judiciaire qu'après avoir peu goûtés l'occupation éclair et ravageuse d'une prestigieuse agence Air France située dans un riche quartier de la capitale (à Opéra), ils ont passé quatre jours en planque autour d'une autre agence avec tout un dispositif pour espérer prendre sur le fait des inconnus qui allaient nécessai-

rement continuer leurs visites. Pendant ce temps-là, ce sont plutôt les vitres de banques qui se fendaient ou des voitures de la Croix Rouge qui flambaient. Deux mois plus tard, des inconnus sont effectivement passés dégrader en plein jour l'agence en question (à Bastille), mais les flics surveillaient désormais les distributeurs de billets des banques sabotés et incendiés les semaines précédentes !

Dans une lutte de ce type, peu important en réalité le montant exact des dégâts occasionnés (plus, ou moins d'un million d'euros ?) ou la quantité de grains de sables mis en travers de la machine à expulser. Si ce sont bien plus les aspects qualitatifs qui comptent, alors il en restera peut-être, à côté d'une expérimentation de la méthode d'auto-organisation et d'informalité pour les compagnons, quelques propositions vivantes dans la rue.

Qui sait si, à sa modeste échelle, cette lutte sur une petite année n'est pas parvenue à fournir une indication précieuse aux oreilles métropolitaines encore disposées à entendre autre chose qu'un discours de passivité ou de soumission : celle que l'ennemi ne se terre pas dans quelque lointaine tour de verre, mais s'incarne dans des réseaux d'hommes et de structures qui nous environnent au quotidien, et sont à portée de main de tout individu résolu et imaginatif sans nécessiter de grands moyens (à titre d'exemple, le dossier judiciaire a révélé en passant que de l'acide sulfurique introduit silencieusement dans la fente d'un distributeur a réussi à ronger toute sa mécanique interne mais également à griller le système électrique de l'agence bancaire, qui a du fermer le lendemain : la fragilité de ces systèmes réside notamment dans leurs réseaux électriques et informatiques). Enfin, il nous semble important de préciser ici que c'est peut-être parce que la lutte n'appartenait à personne en particulier qu'elle a pu appartenir à beaucoup (et se diffuser au-delà de Paris), et d'autre part qu'une proposition anarchiste d'attaques protéiformes, à partir d'un angle précis mais contenant immédiatement en soi des pans entiers de la domination, est l'une des rares pistes de luttes sociales qui nous semble rester au sein des métropoles. A l'exception bien sûr de l'opposition à un projet spécifique de la domination (prison, incinérateur, ligne à haute tension, TGV) en vue de le détruire en s'en prenant à tout ce qui le rend possible. C'était en tout cas notre hypothèse de départ, qui n'a pas été re-expérimentée depuis, et demanderait certainement à dialoguer avec d'autres de ce genre menées ailleurs, peut-être sur une plus longue durée, pour en confirmer les possibilités ou en éprouver toutes les limites.

■

Nota bene : un bilan plus complet de cette expérimentation parisienne reste encore à écrire, en y incluant notamment ses conséquences imprévues sur la lutte menée l'année suivante (avril-juillet 2011) avec des centaines de *harragas* tunisiens débarqués à Lampedusa (Italie) et remontés jusqu'à Paris⁶. Mais ce sera une autre fois.

1. Vincennes était alors le plus grand centre de rétention, composé de deux bâtiments de 140 places, avant que ne soit achevé celui du Mesnil-Amelot (deux fois 120 places), à côté de l'aéroport de Roissy, en mars 2010.
2. Une analyse conséquente de cette restructuration en

cours et le bilan d'expériences d'années de luttes dans différents pays venait par exemple d'être publiée quelques mois plus tôt par des internationalistes enthousiastes. Voir *Toucher au cœur – à propos des rackets sur les immigrés*, in *A corps perdu* n°1 (Paris), décembre 2008, pp. 36-42

3. Début 2008, alors que la révolte montait dans le centre de rétention de Vincennes et un mois avant son incendie, une manifestation sauvage de 200 personnes était comme souvent passée sous les murs pour saluer les retenus, mais avait réussi le 5 avril 2008 à en décoller pour s'engager dans la petite ville adjacente de Joinville-le-Pont, où le mobilier urbain, les caméras de la gare mais aussi le poste de police avaient été attaqués. Le 11 novembre 2008, au lendemain de l'inauguration de la réouverture du centre de Vincennes, une manifestation sauvage de 300 personnes était de la même façon parvenue à déjouer le dispositif policier après être passée sous les murs du centre, pour s'engager sur l'autoroute et y bloquer toute la circulation.

4. On trouvera une analyse de cette grève en deux temps (avril 2008 et octobre 2009) menée par la CGT pour une régularisation par le travail, c'est-à-dire en harmonie avec une partie des petits patrons et en accord avec la politique d'«immigration choisie», dans : *La grève sans fin des «travailleurs sans-papiers»* in *Etrangers de partout* n°3 (Paris), avril 2010, pp. 20-26

5. Le ministère de l'Immigration annoncera par exemple le 21 décembre 2009 (dans un communiqué repris par les journaux) qu'une attaque avait visé « le siège parisien de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII), dans le 15^e arrondissement de Paris, dont un grand nombre de portes et de vitres ont été brisées, et sur lequel a été portée l'inscription «Feu aux CRA – Non aux expulsions»». De même, RTL puis le journal télévisé de France 2 de midi s'alarmeront le 26 janvier 2010 de cinq vagues de sabotages de distributeurs de billets à Paris (une centaine en tout), à coups de masse, obstrués ou incendiés, en précisant explicitement qu'un message indiquait à côté : «*Cette banque balance des sans-papiers aux flics. Sabotons la machine à expulser*».

6. Voir par exemple *Discours sur la méthode, la lutte avec des harragas à Paris* in *Subversions* (Paris) n°1, septembre 2012, pp. 4-12



LIBERTÉ POUR TOUS, AVEC OU SANS PAPIERS

Tract distribué à Paris le lendemain des perquisitions anti-terroristes de février 2010

LE 12 NOVEMBRE 1938, la très républicaine et démocratique IIIe République impose par décret l'internement administratif des étrangers « *indésirables* » dans des « *centres spécialisés* ». Un an après, le 18 novembre 1939, ce même Etat généralise la mesure pour interner dans des « *centres de séjour surveillé* » tous « *les individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique* ». Avec ou sans papiers, étrangers ou « Français », de la IIIe République à aujourd'hui, l'Etat organise la mise en camps de tous les indésirables (centres de rétention, prisons, asiles psychiatriques, EPM), lorsqu'ils ne sont pas directement éliminés sous les balles des keufs, accidentés au travail ou détruits par les camisoles chimiques.

MARDI 9 FEVRIER 2010, un bourreau quelconque, procureur de son état, a réclamé des années de prison ferme contre 10 sans-papiers accusés de l'incendie du camp pour étrangers de Vincennes en juin 2008.

LUNDI 15 FÉVRIER 2010, la Brigade criminelle est venue perquisitionner et séquestrer dans ses locaux, pour au moins 48h, au moins 5 camarades suspectés de dégradations de distributeurs de billets de banques à Paris, revendiquées anonymement dans la rue les semaines précédentes par des autocollants « *contre la machine à expulser* ».

MULTIPLICATION DES CAMERAS de surveillance à tous les coins de rue (plus de 1000 nouvelles prévues à Paris), construction incessante de prisons de toutes sortes, accroissement du nombre de tabasseurs en uniforme dans les quartiers, contrôles sans fin des chômeurs dans les administrations et écrasement continu de ceux qui taffent avant de les dégager, bombardements humanitaires en Afghanistan, le terrorisme d'Etat voudrait que nous soyons tous soumis, esclaves ou résignés.

POURTANT CETTE FOUTUE PRISON pour sans-papiers de Vincennes a entièrement cramé et beaucoup s'en sont réjouis. Pourtant des banques ont été attaquées en décembre et janvier derniers dans de nombreuses villes, et il ne serait venu à personne l'idée saugrenue de pleurer sur leur sort.

Et on n'a pas oublié non plus la gigantesque révolte de novembre 2005 lorsque des centaines de commissariats, écoles, entreprises et administrations ont été incendiées par les flammes de la colère pendant trois semaines. On n'a pas oublié les manifestations sauvages, les sabotages et les affrontements lors du « mouvement anti-CPE » en 2006 et après l'élection de Sarkozy. On n'a pas oublié non plus les séquestrations de patrons, les menaces de faire sauter l'usine à la bonbonne de gaz ou le saccage de la sous-préfecture de Compiègne par les ouvriers de Continental depuis.

PARCE QU'ILS VOUDRAIENT NOUS CONDAMNER à « travailler » (c'est-à-dire tenter de survivre) pour continuer à engraisser des bourgeois aux quatre coins de la planète ou à « mendier » (des aides sociales, un aménagement de peine, un logement de merde) auprès des gestionnaires quotidiens de notre misère...



PARCE QUE CETTE PAIX SOCIALE qui exige notre collaboration est une guerre menée contre nous au nom du fric...

PARCE QUE LES RAFLES, l'internement et l'expulsion des sans-papiers c'est aussi un contrôle et une exploitation accrus qui nous retombent tous sur la gueule...

...les sabotages de distributeurs de billets ou de l'outil de travail, de serrures ou de voies de chemin de fer, les blocages d'usines ou des rues, les incendies de prisons ou d'ateliers, les occupations d'administrations ou d'écoles, les saccages de magasins ou de sièges sociaux, et toutes les autres actions sans médiation contre l'Etat et le capitalisme que chacun invente dans la lutte sont employés depuis toujours par les rebelles de partout.

NOUS NE NE GOBERONS PAS leurs fantasmes sur d'imaginaires « ultra-gauche » et « anarcho-autonomes » en énième ennemi intérieur, nous n'avalons pas leurs salades sur ces dix sans-papiers de Vincennes condamnés d'avance, bouc-émissaires d'une révolte collective. L'aspiration à la liberté dans un monde débarrassé de toute domination sera toujours bien plus vaste que leurs cerveaux étroits de flics ne peuvent l'imaginer.

Détruisons ce qui nous détruit.

Liberté pour tous, avec ou sans papiers.

Solidarité avec les révoltes des insoumis de la pacification sociale.

Rassemblement aujourd'hui au métro
Château-Rouge à 17h30
(Paris, 16 février 2010)

intro

NI DE LEUR GUERRE, NI DE LEUR PAIX !

Paris, 14 novembre

« Nous devons anéantir les ennemis de la République... et déchoir de la nationalité ceux qui bafouent ce qu'est l'âme française »

Manuels Valls, Premier ministre,
14 novembre 2015

S'il faut reconnaître une certaine continuité à la République française, c'est bien celle des assassinats de masse. De la Terreur d'Etat de 1793-94 qui a justement donné naissance au mot terrorisme jusqu'à l'écrasement des insurgés de 1848 et de ceux de la Commune de 1871 ; de la colonisation ou la déportation des Juifs permise par des fichiers antérieurs jusqu'aux massacres de manifestants algériens en 1961 en plein coeur de Paris, *toutes les Républiques françaises ont massacré sans compter pour que des puissants continuent de dominer et d'exploiter tout le monde*. La République française est une montagne de cadavres dont l'ordure qui en constitue le sommet n'a pu se maintenir en place qu'en écrasant ses véritables ennemis, les révoltés et les révolutionnaires qui se sont battus pour un monde de justice et de liberté. L'« *âme française* », si cette connerie sans nom pouvait jamais exister, serait un placard bourré à craquer de voix criant vengeance contre les bourgeois, les politiciens, les flics, les militaires et les curés qui les ont piétinées pour asseoir leur pouvoir.

Ah, mais tout ça c'est du passé. Non ? Des décennies de participation citoyenne, d'intégration marchande et de dépossession généralisée ont-elles vraiment fait oublier à ceux qui gardent encore un brin de sensibilité, que tirer dans le tas n'est pas l'exclusivité de lointains terroristes ? Que depuis quelques années l'Etat français a fait son grand retour sur la scène internationale du terrorisme étatique, en multipliant ses attaques militaires aux quatre coins de la planète (Libye, Mali, Afghanistan, Côte d'Ivoire, Somalie, Centrafrique, Irak, Syrie) ? Le prétexte change à chaque fois, mais les raisons restent les mêmes : garder le contrôle de ressources stratégiques, gagner de nouveaux marchés et zones d'influence, préserver ses intérêts face à ses

concurrents, éviter que des insurrections ne se transforment en expérimentations de liberté. Et s'il en était encore besoin, des avertissements sont même lancés pour prévenir les indolents que cette logique de guerre ne connaîtra pas de limites territoriales : la mort d'un manifestant l'an dernier à Sivens ou les corps criblés d'éclats de ceux de Notre-Dame-des-Landes et de Montabot rappellent que les grenades offensives en kaki n'hésitent pas, *ici non plus*, à être lancées contre des foules pour semer la terreur.

Car qu'est-ce que le terrorisme, sinon frapper dans le tas de manière indiscriminée pour tenter de préserver ou conquérir le pouvoir ? Un peu comme le font les riches en tuant et mutilant quotidiennement des millions d'êtres humains au travail au nom du fric qu'ils tirent de leur exploitation. Un peu comme le font les industriels et leurs laquais en blouses blanches en empoisonnant durablement toute vie sur terre. Un peu comme tous les Etats qui enferment et torturent à petit feu les exclus de leurs paradis marchands et les rebelles à leurs lois en les enfermant entre quatre murs pendant des années. Un peu comme ces grandes démocraties qui ont fait de la Méditerranée un cimetière peuplé de milliers d'indésirables ayant eu le tort de ne pas disposer du petit bout de papier adéquat. Mais la paix de l'Etat et du capitalisme est à ce prix. La paix des puissants, c'est la guerre contre les dominés, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

Le 13 novembre à Paris, la règle du jeu a été respectée. Qu'il se baptise islamique ou république, califat ou démocratie, l'Etat reste l'Etat, c'est-à-dire une puissance autoritaire dont la violence de masse s'applique contre tous ceux qui ne se soumettent pas à son ordre souverain. L'un des principes de tout Etat est de ne reconnaître que des sujets. Des sujets qui doivent obéir à des lois dictées d'en haut, c'est-à-dire tout le contraire d'individus libres qui peuvent s'auto-organiser sans dirigés ni dirigeants. Des bombardements de Dresde et Hiroshima jusqu'aux villages du Vietnam passés au napalm ou ceux de Syrie sous des barils de TNT,

les Etats n'ont jamais hésité dans leurs sales guerres à sacrifier une partie de leur propre population, ou celles de leurs concurrents. En frappant des passants parisiens au hasard pour punir leur Etat, les petits soldats de Daech n'ont fait que reproduire l'implacable logique de leurs adversaires. Une logique terrible, aussi terrible que peut l'être tout pouvoir étatique

L'état d'urgence décrété en France depuis hier, mesure de guerre intérieure d'un gouvernement qui place le pays en adéquation avec sa politique de terrorisme international, n'est qu'un pas de plus dans la praxis de base de n'importe quel gouvernement, visant à la normalisation forcée de la vie, à sa codification institutionnelle, à sa standardisation technologique. Parce que si l'Etat regarde le futur, que voit-il ? Des cracks économiques, un chômage de masse, un épuisement des ressources, des conflits militaires internationaux, des guerres civiles, des catastrophes écologiques, des

exodes de population... Il voit en somme un monde toujours plus instable, où les pauvres sont toujours plus nombreux et concentrés, un monde suintant de désespoir, qui se transforme en énorme poudrière, en proie à des tensions en tous genres (sociales, identitaires, religieuses). Un monde où l'allumage de la moindre étincelle, quelle qu'elle soit, ne doit pas être tolérée par une démocratie toujours plus totalitaire. Alors, tout comme « citoyen » est l'autre mot pour « flic », la « guerre au terrorisme » signifie avant tout la guerre contre tous ceux qui rompent les rangs du pouvoir. A tous les insoumis de la pacification sociale, à tous les déserteurs des guerres entre puissants et autoritaires, sabotons l'Union nationale...

Un mauvais sujet,
ennemi de la République et de tous les Etats
Paris, 14 novembre 2015

TOUS EN GUERRE

Italie, 15 novembre

En 1997, l'industrie cinématographique hollywoodienne accoucha d'un film dans lequel était imaginé le projet d'un énorme attentat terroriste à New York, une vengeance suite aux morts d'êtres chers survenus au cours d'une des nombreuses guerres civiles fomentées par des gouvernements occidentaux (et dans ce cas en Bosnie). Il s'agissait d'un film fait pour les boutiques de DVD, rien de spécial, et qui serait vite tombé dans l'oubli s'il n'y avait pas eu les événements de septembre quatre ans plus tard. Après coup, ce film n'a pas manqué d'attirer l'attention de certains. Et non sans raison. On y trouvait en effet une scène où l'auteur de l'attentat expliquait avec clarté les motifs qui l'avaient poussé, lui, homme mûr et cultivé, à accomplir un tel geste. Voilà donc, bien que gravées sur la pellicule du spectacle, ces raisons qui n'avaient rien de cinématographique. Au contraire, il était facile d'imaginer qu'elles battaient dans la poitrine de dizaines et centaines de milliers d'être humains en chair et en os à travers le monde.

« Face à mon geste, vous direz : «c'est logique, pourquoi pas ? C'est un troupeau d'animaux. ils se massacrent entre-eux depuis des siècles». Mais la vérité c'est.. que je ne suis pas un monstre. Je suis un être humain exactement comme vous, que cela vous plaise ou pas. Nous avons tenté de vivre ensemble pendant des années jusqu'à ce que nous soyons tous en guerre. Une guerre voulue par nos dirigeants. Mais qui a fourni les bombes à fragmentation serbes, les tanks croates, les munitions de l'artillerie musulmane [bosniaque] qui tuent nos enfants ? Ce sont les états occidentaux qui ont tracé les frontières de notre pays, parfois

avec de l'encre, parfois avec du sang, celui de notre peuple [sic]. Et maintenant vous envoyez vos forces de paix pour écrire une fois de plus notre destin. Nous ne pouvons accepter cette paix qui ne laisse que douleurs, cette douleur que même les pacificateurs doivent éprouver : leurs femmes, leurs enfants, leurs maisons, leurs églises... Voilà, vous savez maintenant, maintenant vous devez comprendre. Laissez-nous trouver notre destin. Que Dieu ait pitié de nous tous ».

Mais Dieu n'existe pas, et il n'a donc pitié de personne. Les pacificateurs le savent, mais tout en ayant de nombreuses informations, ils ne comprennent pas, ils ne réussissent pas à comprendre, ils ne veulent pas comprendre. Ce qu'un scénariste a trouvé avec son imagination, une multitude de politiciens et de journalistes ou de citoyens ordinaires ne le voient pas, même quand ils ont le nez dessus à répétition. Sinon aujourd'hui, au lendemain des actes de guerre qui ont fait un massacre à Paris, ils ne s'empresseraient pas autant à se demander comment cela a-t-il pu arriver, comment cela a-t-il été possible de profaner cette bonne et vieille Europe avec tant de brutalité. A quatorze années du 11 septembre, ceux qui viennent nous apporter la guerre à la maison n'ont même plus le scrupule de cibler un objectif stratégique. Ils n'attaquent plus en même temps des structures-symboles du pouvoir adverse (comme le Pentagone ou le World Trade Center), ils ne s'en prennent plus aux nids de serpents (comme était perçue la rédaction du blasphème *Charlie Hebdo*). Non, ils trucident directement tout le monde, à l'aveugle, en tirant dans le tas. Peut-être tentent-ils de viser un président de la République, mais une fois au stade au

milieu des supporters, ils font feu contre les clients de bars et de restaurants qui étaient là pour manger et boire, ils perpétuent un véritable massacre de spectateurs dans un concert. Voilà l'horreur qui provoque aujourd'hui tant d'effroi et d'anéantissement. « C'est une attaque contre l'humanité » ont dit beaucoup de gens : pas contre un gouvernement hostile, pas contre une économie concurrente, pas contre un Dieu rival, mais contre de simples êtres humains qui voulaient vivre leur quotidien. Et c'est vrai, c'est une attaque contre l'humanité. Il reste pourtant à se demander de quelle humanité on parle.

Il s'agit de l'humanité qui exulte après un but, de l'humanité qui rote après un repas abondant, de l'humanité qui danse toute la soirée avec insouciance. Rien de mal, il ne manquerait plus que ça ! Mais cette humanité, qui paie et prétend jouir de son droit au bal de fin de semaine, et qui s'horripile donc des 129 morts d'un vendredi soir à Paris, est la même humanité *qui soupire et s'emmerde* si quelqu'un lui rappelle que la guerre en Syrie a causé 300 000 morts en quatre ans (près de 200 par jour, tous les jours), ou que les morts en Irak depuis le début des hostilités sont estimés à 500 000 (plus de 100 par jour, tous les jours). C'est la même humanité qui le jour précédent ne s'est quasi pas rendue compte du massacre de Beyrouth accompli par les mêmes fous de Dieu. C'est la même humanité qui le 3 octobre dernier a déploré le bombardement d'un hôpital afghan par l'aviation nord-américaine, puis l'a oublié dès que le gouvernement au drapeau étoilé a présenté ses excuses. En cette époque de journalistes excités par l'odeur du sang des autres, ils n'ont pas hurlé contre ces *bâtards de chrétiens* ; leurs grands esprits n'ont pas organisé des veillées, pas de cierges sur les places, pas de « *Je suis Kunduz* » un peu partout.

L'humanité dont on parle est celle qui est civilisée, éduquée, tolérante, celle qui vit dans une société capitaliste plus ou moins laïque. Ceux qui vivent dans une société théocratique fondamentaliste ne font pas partie de l'humanité, ce ne sont que des monstres. Parce qu'il faut être un monstre pour trucider de cette manière des centaines de personnes innocentes. Les êtres civilisés qui constituent l'humanité, lorsqu'ils veulent commettre des massacres indiscriminés, appuient sur un bouton. Il est monstrueux de se tâcher les mains de sang, il est civilisé d'accomplir des massacres avec des engins lancés par des machines. Il est monstrueux d'aller volontairement à la rencontre de la mort à vingt ans, il est civilisé d'obéir volontairement jusqu'à l'agonie à quatre-vingt ans. Il est monstrueux de tirer sur des passants français en suivant les ordres de leaders religieux, il est civilisé de tirer sur des enfants pauvres brésiliens en suivant les ordres de leaders politiques (c'est l'Onu même il y a un mois qui a dénoncé « le nombre élevé d'exécutions sommaires d'enfants » en cours de la part de la police de Rio, mais quelqu'un en parle ?). Il est monstrueux d'égorger son ennemi, il est civilisé de l'abattre à distance ou de l'enfermer entre quatre murs pour le restant de ses jours. Il est monstrueux de croire que soixante-dix vierges attendent au paradis le martyr de guerre, il est civilisé de croire que la retraite attend dans sa vieillesse le martyr du travail (qui lui-même n'hésite pas à croire au fils de Dieu qui fait des miracles et est né d'une vierge). Il est

monstrueux de prétendre que les femmes soient soumisees et se promènent sans montrer un bout de peau, il est civilisé d'aspirer à ce que les femmes soient soumisees et se promènent les plus dévêtues possible. Il est monstrueux de prier la religion du désert, il est civilisé de prier la religion de la Bourse. Il est monstrueux de s'enrichir grâce aux pillages de guerre, il est civilisé de s'enrichir grâce au commerce d'armements. Est monstrueux l'Etat Islamique qui revendique des actions de guerre contre ceux qui rient et qui se divertissent, est civilisé l'Etat démocratique qui justifie des actions de guerre contre ceux qui pleurent et qui souffrent.

Voilà cette humanité qui reste aujourd'hui sans voix. L'humanité qui s'indigne et s'émue sur ordre, pour laquelle les actes de terrorisme perpétrés ailleurs et contre d'autres sont justes et nécessaires, tandis que ceux commis ici à ses dépens sont fous et cruels. Une humanité pour laquelle les massacres finissent à la fin du journal télévisé. Sauf qu'en temps de guerre comme ceux dans lesquels nous sommes, les massacres ne prennent pas fin. Pour ceux qui ne s'en sont pas encore aperçus, ils n'en finissent plus. Si les soldats de Daech peuvent avoir fait cent morts à Ankara le 10 octobre dernier, pourquoi ne pourraient-ils pas en faire quelques-uns de plus à Paris un mois plus tard ? Peut-être parce que les premiers étaient prêts à prendre les armes contre le Califat, tandis que les seconds se limitaient à faire les supporters à distance contre lui ? Ou bien parce que les coupeurs de têtes islamistes devraient être au fond reconnaissants envers ces gouvernements qui les combattent beaucoup moins qu'annoncé et qu'ils le pourraient ? Non seulement la principale source de financement de Daech est épargnée par les raids « contre le terrorisme », s'agissant de puits de pétrole plutôt rémunérateurs, mais tout comme en mars 1991 ceux qui exportaient la démocratie au son des bombes permirent au tyran Saddam Hussein de noyer dans le sang l'insurrection sur place (750 000 victimes), de la même manière aujourd'hui on n'a pas bougé un petit doigt pour empêcher Assad de réprimer l'insurrection syrienne et on fait tout pour empêcher l'auto-gouvernement des Kurdes du Rojava.

Finissons-en avec le mépris et la stupeur. Assez d'hypocrisies. Nous sommes tous en guerre. Une guerre voulue par nos dirigeants. Qui a construit les bombes au phosphore qui ont brûlé Falloujah, qui a entraîné les pilotes qui ont bombardé Gaza, qui a fourni les technologies informatiques aux services secrets qui ont torturé à Damas ? Ce sont les gouvernements, ce sont les multinationales. Des gouvernements élus de manière démocratique, des entreprises qui travaillent de manière civilisée. Ici, chez nous. On le sait, mais on le comprend à peine. Voilà pourquoi il n'y a de pitié pour personne, pas même pour nous-mêmes (nous, grands révolutionnaires qui voudrions tout mettre en pièce, faire la guerre à tout l'existant, mais qui ne sommes plus en mesure de haïr à mort personne, pas même nos pires ennemis). Voilà pourquoi il n'y a désormais plus de place que pour le terrorisme. Après de longues décennies de brouillard des consciences, de raréfaction des intelligences, d'étourdissement des sensibilités et de paralysie des muscles, les catastrophes et les guerres civiles ont de beaux jours devant elles. La liberté et la révolution, beaucoup moins.

A présent, il est facile de prévoir ce qui va se passer. Contre le poing de fer de la *sharia*, le poing de fer du code civil et pénal. Etat d'urgence, lois exceptionnelles, plus grand contrôle, moins de liberté pour tous. Contre le risque de mourir par une main islamiste, la sécurité de végéter par une main démocratique. Et des représailles, évidemment, qui iront alimenter de nouvelles représailles dans un cercle vicieux sans fin. Avec la meute réactionnaire qui incitera à haïr les étrangers en tant que tels, et la racaille progressiste qui invitera à aimer les étrangers en tant que tels. Et tous ceux qui n'ont pas de position à prendre entre ces deux

bords, ceux qui ne voient autour d'eux aucun « nous » auquel s'identifier, ceux qui veulent désertir cette guerre démentielle et terroriste parce que c'est dans une autre guerre qu'ils veulent combattre – contre tout Dieu, contre tout Etat – se retrouveront toujours plus encerclés et plus surveillés.

Mais nous seuls pouvons avoir pitié de nous. Respirons profondément, et abandonnons tout désespoir et commotion. Les larmes aveuglent plus les yeux que le sang. En dépit des apparences, nous ne serons jamais impuissants dans notre tentative de diffuser désordres, sacrilèges, subversions.

QU'ILS SOIENT DE DIEU OU DE LA RÉPUBLIQUE, À BAS TOUS LES SOLDATS !

Paris/Montreuil 18 novembre

Des hommes qui tirent froidement contre des gens sans défense et terrorisés, des avions qui bombardent des quartiers entiers, des hôpitaux, des écoles, des armées qui envahissent, pillent, violent. Ces sont des scénarios qui se reproduisent dans le temps et dans l'espace. Ces exactions sont commises au nom de la Croix ou du Prophète, de la Race, de la Patrie ou de la Nation, de la Démocratie ou de la République. Pour les justifier et les légitimer, ces soldats qui tirent contre la foule, qui conduisent des avions ou qui guident des drones depuis leurs bunkers, ont été éduqués à considérer la masse de gens à tuer, bombarder, déporter, comme des ennemis de la cause qu'ils défendent, comme des infidèles et des pervers, comme des barbares et des sauvages. Les soldats agissent toujours au nom d'un ordre supérieur, l'imposer ou le défendre par la force est la raison de leur existence, leur éducation à la violence a toujours été accompagné d'une doctrine, d'une idée ou d'une religion. Ils ont appris à obéir et à exécuter, sans hésitation, sans scrupule.

Éprouver soi-même, à Paris, l'effroi face à un carnage si systématiquement organisé, la terreur, le sentiment d'impuissance face à la loi des armes, la recherche désespérée des proches, la psychose, c'est éprouver soi-même ce qui est vécu par des millions d'autres hommes et femmes dans des nombreux autres endroits du monde, dans d'autres régions, villes et village. Que ce soit en Irak ou au Kurdistan, en Égypte ou au Nigéria, en Syrie ou en Palestine, en Libye ou au Mali, dans les rues d'Ankara ou de Kaboul, de Sanaa ou de Beyrouth... C'est la même terreur, produit de la même soif de domination, du même désir de pouvoir et richesse.

Hommes en costard ou en tunique qui négocient dans des hôtels ou des restaurants de luxe, affairistes du pétrole ou du gaz, des armes ou de l'atome, de la pharmacie ou de l'agro-industrie, de l'immobilier ou de

la drogue. Managers d'entreprises de prestige et boss mafieux, chefs d'états et cardinaux, imams et narcotrafiants. Ces sont les grands patrons d'un monde fondé sur l'autorité et l'argent, un monde où la plus grande partie de l'humanité vit dans la misère la plus totale. Ils se repartissent et ils se disputent tout ce qu'ils appellent « ressources », y compris des hommes et des femmes réduits à l'état de matières premières à exploiter. Ils disposent d'armées et des milices prêtes à imposer leurs intérêts, mais aussi d'armées d'« experts » (scientifiques, ingénieurs, architectes, communicants, journalistes...) qui assureront le savoir-faire technique et fabriqueront le consentement et la légitimité dont ils ont besoin.

Aujourd'hui on les entend parler de Nation menacée, de Civilisation face à la Barbarie, d'Unité Nationale, et d'autres fantômes de ce genre, en même temps qu'ils proclament l'état d'urgence et qu'ils ferment les frontières aux millions de désespérés qui fuient la guerre et la misère qu'ils ont créés. Ils nous ont emportés tous et toutes dans leurs guerres. Le prix c'est notre vie même. Le prix c'est le contrôle qu'ils voudraient illimité par les flics et l'armée

Restera-t-on toujours spectateurs ou victimes de l'horreur générée par les Etats (démocratiques ou pas, islamiques ou pas), les religions et le marché ? Ou décidera-t-on de se battre partout et avec tous les moyens qu'on a pour se débarrasser définitivement du pouvoir et de ses armées, pour construire une société libre fondée sur le besoins et les désirs de chacun et chacune, sans chefs, ni patrons ni clergé aucun ? Révoltons-nous, ne cédon pas au chantage de la peur, refusons leur projet de guerre, rompons les rangs.

*Pour la vie, pour l'insoumission,
pour la révolution sociale !*

FACE À LA GUERRE ET À L'ÉTAT DE SIÈGE : ROMPONS LES RANGS

Bruxelles 23 novembre

État de siège à Bruxelles. Des centaines de militaires postés dans la rue, des milliers de policiers sillonnent les rues de la capitale européenne. Écoles et universités sont fermées, le réseau des transports est quasiment paralysé. Les rues sont de plus en plus désertes, la peur hante les esprits. Les contrôles dans la rue se multiplient et se font avec la mitraillette sur la tempe. Si l'espace est saturé par les forces du pouvoir, les esprits le semblent également. Et c'est peut-être encore pire.

Les temps où les États européens pouvaient faire la guerre ailleurs dans le monde à coups de frappes, d'occupations, d'ouverture de nouveaux marchés, d'exploitation sauvage et de pillage des ressources tout en préservant leurs territoires d'actes de guerre, peut-être pas exactement identiques mais en tout cas suivant la même logique, semblent révolus. La guerre a frappé la capitale française en plein cœur, et elle ne disparaîtra pas furtivement. Et toute logique de guerre préconise de frapper dans le tas. Comme le font les États depuis leur existence, contre leurs propres sujets et contre les sujets d'autres États. Comme l'ont fait et le font tous ceux qui aspirent à conquérir le pouvoir, à imposer leur domination. Qu'elle soit islamique ou républicaine, démocratique ou dictatoriale. Car c'est en piétinant la liberté, la liberté de chaque individu, que s'installe la domination. Autorité et liberté s'excluent mutuellement.

A la guerre comme à la guerre donc. La saturation des esprits par le discours du pouvoir élimine les espaces de lutte pour l'émancipation humaine, ou les pousse en tout cas vers la marge, encore plus qu'ils ne l'étaient avant. La mobilisation se veut totale. *Avec l'État ou avec eux* – et ceux qui aspirent à tout autre chose, qui se battent contre l'oppression et l'exploitation, tous ces milliers et milliers de rebelles et de révolutionnaires qui ont été assassinés et massacrés par les États établis ou en construction, qui sont poursuivis aux quatre coins du monde, doivent se considérer comme désormais hors jeu. Sur l'autel du pouvoir déjà totalement trempé de sang, des milliers d'autres attendent leur tour d'être sacrifiés

Qui est responsable ? Faut-il rappeler où ont été fabriquées les bombes au phosphore qui ont brûlé Fallujah, qui a livré les technologies informatiques aux services secrets des régimes d'Assad, de Sisi, qui a entraîné les pilotes qui ont bombardé Gaza ? Faut-il rappeler comment sont extraits des profondeurs de l'Afrique le cobalt et le silicium pour les objets technologiques, comment sont produits tous les objets de consommation qu'on trouve dans les rayons des supermarchés et des magasins ? Faut-il rappeler comment le capita-

lisme civilisé gère ses centaines de camps de travail, du Bangladesh jusqu'au Mexique ? D'où viennent les sinistres ombres des drones qui frappent partout dans le monde ? De comment et au nom de quoi sont noyés depuis des années des milliers de personnes dans la Méditerranée ? Alors, dites-le, qui est responsable ?

Mais si nos yeux de révoltés regardent à juste titre vers le haut pour trouver la réponse, il faudrait qu'ils regardent aussi à l'intérieur de nous-mêmes. Car dans les temps à venir, et déjà dans les temps qui sont et qui étaient, c'est par notre passivité que nous nous sommes rendus complices de notre propre oppression. Et cette passivité n'est pas seulement l'inaction des bras, c'est aussi le projet d'abrutissement programmé depuis des décennies par le pouvoir qui nous a privé des outils pour comprendre la réalité, pour comprendre notre rage. Qui nous a privé de toute sensibilité qui ne soit pas décrétée en fonction des nécessités du moment, de toute capacité de rêver. C'est de là, de ce programme de réduction de l'homme, que sortent aujourd'hui ceux qui se décident à faire des carnages, à participer au jeu de pouvoir, à massacrer *eux aussi*. Il aurait été stupide de croire que leurs carnages allaient viser les puissants et leurs structures. La guerre moderne dans un monde hypertrophié de technologies et de massacres à distance ne permet plus de telles subtilités, si jamais de telles subtilités ont pu exister dans la tête des *hommes en guerre*.

Dans les quartiers de Bruxelles, aujourd'hui sous occupation militaire, il faut le dire, tout a été utilisé pour faire obstacle à la révolte sociale, pour amortir la rage contre un monde affreux et cruel. Que ce soient les cours de citoyenneté et de promotion de la démocratie (tout en larguant des bombes), que ce soient les mécanismes de contrôle offerts par la religion, que ce soit le dopage massif par les choses technologiques : *tout*, plutôt que la révolte. Et parfois ce jeu échappe aussi des mains du pouvoir, comme cela arrive aujourd'hui. Et là arrivent les frappes dans le tas. D'autant plus lorsqu'apparaît la fiction d'une récompense céleste, qui a su tenir sous le joug depuis des siècles et jusqu'à aujourd'hui, des millions d'esclaves en attente de la rédemption promise. Quelque part, les décennies où l'État belge a utilisé l'islam pour calmer les esprits, pour garder le contrôle sur les communautés des exclus, pour gérer les contradictions sociales se retournent à présent contre lui. Mais peut-être encore plus contre la possibilité et la perspective de la révolte libératrice.

Face à la militarisation de l'espace et la militarisation des esprits, face à la guerre dans laquelle les États et les aspirants-puissants nous entraînent ; et en sachant

qu'on sera de plus en plus poussés vers la marge, l'effort devrait se concentrer sur le refus absolu d'entrer dans le jeu. Et ce refus implique aussi le rejet des règles qu'ils sont en train d'imposer. Ne pas faire de bruit aujourd'hui. Rester chez soi et donc dans les rangs. Céder la place aux terroristes de la démocratie et aux terroristes du califat. Qu'il sera difficile de percer cette occupation et de briser les règles de ce jeu ne fait aucun doute. Le choix du *déserteur*, de celui qui refuse de faire la guerre pour les puissants, l'a toujours exposé à mille et une répressions. Mais qui sait si, à la marge, on ne trouvera pas aussi d'autres rejetés, d'autres déserteurs, d'autres exclus, d'autres sacrifiés avec lesquels saboter la guerre en cours et lutter, à corps perdu, pour des idées réfractaires à tout pouvoir. Qui sait si dans cette marge, dans ce coin, la fièvre internationale, défiant toutes les autorités, ne renaîtra pas au milieu d'un monde déchiré par la guerre civile ?

Si la dernière chose à laquelle on ne voulait maintenant pas renoncer était justement le désir de la liberté et le rêve capable d'aiguiser notre esprit, de faire palpiter notre cœur et d'armer nos mains, il nous faudrait en même temps faire l'effort de regarder la réalité en face. Les espaces se rétrécissent, le sang coulait déjà, coule aujourd'hui et coulera davantage, le combat pour la liberté et la révolution a sans doute des temps difficiles devant lui. Les conditions dans lesquelles doit se développer la lutte révolutionnaire se détériorent, et après le massacre des soulèvements populaires des dernières années dans de nombreux pays, vient aussi pour nous qui nous trouvons sur le continent européen le moment où chacun et chacune devra affronter une question possiblement terrible en conséquences, mais riche en défis : est-ce que malgré tout, nous sommes prêts à lutter pour la liberté ?

Des anarchistes

LARMES SÉLECTIVES

Lecce (Italie) 25 novembre

Beaucoup de monde est descendu dans la rue, dimanche 15 novembre, pour exprimer sa solidarité avec la France, choqués par la furie terroriste des fondamentalistes islamistes, et Lecce n'a pas fait exception, avec plusieurs centaines de personnes lors d'une manifestation organisée par le PD (Parti démocrate, au pouvoir), la plupart des syndicats et des conseils municipaux. Entourés de gens sensibles, les organisateurs n'auront pas manqué de condamner le massacre et de s'émouvoir sur les victimes, ce qui aurait pu être digne, si ce n'est qu'ils avaient perdu de vue quelque chose : que pour eux, les morts ne sont pas tous égaux.

On ne les a pas vus dans les rues, par exemple, lorsqu'un bombardement de l'OTAN en Afghanistan a détruit un hôpital, emportant du même coup la vie de plusieurs dizaines de médecins, infirmiers et patients, on ne les y a pas vus non plus lorsque les bombes et les projectiles des islamistes ont fait des massacres dans une autre région du monde, loin de l'Occident, et pas non plus, tous ces si sensibles élus du Parti Démocrate, lorsque leur ex-leader D'Alema –il y a plus de quinze ans– décidait de faire des massacres de civils de l'autre côté de la mer Adriatique en inaugurant la saison des «guerres humanitaires». Juste pour donner quelques exemples.

Dans tous ces cas, y compris lors des derniers attentats de Paris, la mort a été distribuée de manière indiscriminée, terrorisant les populations. C'est l'essence même du terrorisme. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que le terrorisme est l'arme commune, et privilégiée, de tous les Etats, qu'il s'agisse d'Etats démocratiques qui entendent exporter la démocratie, ou qu'il s'agisse d'Etats islamiques qui entendent imposer la charia. Que cela vienne de généraux «qui s'illustrèrent lors de batailles avec des cimetières de croix sur la poitrine» * ou

de combattants qui se vantent de combien d'infidèles ils ont réussi à tuer, l'essence de leurs actes est exactement la même. Que la terreur vienne du ciel, par un missile balancé sur un village par un drone, ou qu'elle vienne de la terre, par une voiture bourrée d'explosifs au milieu d'un marché, le but est toujours le même : inspirer la terreur.

La violence étatique et le fondamentalisme religieux ne se combattent pas entre eux parce qu'ils sont *enemesis*, mais parce qu'ils sont *concurrents* ; ce sont les deux faces d'une même médaille qui essaient d'imposer leurs choix en adoptant la même méthode. Ce qui change est seulement la perception que chacun a, là où il vit, de ce déploiement de forces ; une perception forgée par des années de propagande de l'un ou de l'autre côté, avec pour conséquence une perte de la capacité à regarder, penser, raisonner et comprendre subjectivement le monde qui nous entoure, sans aucun brouillage.

Si nous étions capables de le faire, nous nous rendrions clairement compte de ce qui est en train d'arriver ces derniers jours : exploitant la vague d'émotion, et au prétexte de protéger notre liberté, on tente d'appliquer des mesures liberticides. C'est ainsi que doivent être interprétées les rumeurs sur l'arrivée d'«agents de l'anti-terrorisme» à Lecce, ou l'intention déclarée d'y étendre encore plus la vidéosurveillance : comme un pas supplémentaire vers plus de contrôle étatique.

* vers de la chanson de Fabrizio de André, *Dormono sulla collina* (1971).



Aux clients

Comité invisible, *A nos amis*, ed. La Fabrique (Paris), octobre 2014, 150 p.

« D'un côté nous voulons vivre le communisme ; de l'autre, nous voulons répandre l'anarchie. »

Appel

« En revanche il est probable... que, comme

à d'autres époques révolutionnaires, anarchisme et communisme, sous de nouvelles formes, soient toujours plus en train de se rapprocher dans les luttes qui traversent notre siècle. »

Antonio Negri, *Il sacro dilemma dell'inoperoso*

Si on élimine les clients en quête de nouveauté en librairie, juste bons pour faire croître leur compte bancaire et leur réputation, à qui s'adresse le nouveau texte du Comité Invisible ? Parmi les ennemis de ce monde, qui sont ses interlocuteurs ? Puisque le mouvement subversif est historiquement divisé entre autoritaires en mal de Parti et anti-autoritaires en mal d'Insurrection, le Comité Invisible a cru bon d'unir ces deux aspirations, d'opérer en leur sein un dépassement stratégique reprenant et réalisant partiellement ces deux exigences. Afin d'incarner le millimétrique milieu du mouvement – c'est-à-dire littéralement ce qui est équidistant des extrêmes, qui est toujours à la moitié –, il a décidé de s'inspirer un peu plus des autoritaires pour la partie théorique, et un peu plus des anarchistes pour la partie pratique. C'est pour cela que Blanqui est son héros, parce que c'est le porte-drapeau historique du Parti de l'Insurrection.

L'intention de servir de précieux pont à l'intérieur du mouvement révolutionnaire a conduit le Comité Invisible à éviter à tout prix d'affronter les points de friction et d'opposition classiques – liquidés comme des querelles idéologiques et identitaires – en clamant les avoir dépassés grâce à un fleuve de banalités du genre « il faut s'organiser ». C'est avec de telles sentences qu'il voudrait caresser dans le sens du poil ces deux adversaires, en réunissant sacrifice militant et frisson de la barricade. Pour le reste, le Comité puise allègrement à toutes les sources, avec un funambulisme qui lui permet d'être apprécié par beaucoup de piêtres gourmets. Mais il en est passé de l'eau sous les ponts depuis 2007 et *L'insurrection qui vient* (IQV). La circonspection du début a désormais fait place à une ambition majeure, mais aussi à une volonté de régler les comptes avec ceux qui persistent à se mettre au travers de sa route. D'une part, cela signifie commencer à affronter directement son principal concurrent pour la conquête de l'hégémonie théorique dans l'extrême-gauche. D'autre part, il doit terminer sa transition en cours à l'intérieur

d'un mouvement anarchiste qui s'est révélé un bon réservoir de main d'œuvre, en attirant à soi les plus serviables avec une caresse, et en liquidant définitivement tous les autres. Arracher le gouvernail de l'extrême gauche, d'un côté. Digérer l'anarchisme de plus soluble et recracher le plus désagréable, de l'autre.

Comme on l'a vu, le Comité Invisible a sa bête noire, le rival qui obsède ses pensées : Toni Negri. Il y a comme un cordon ombilical qui relie les jeunes intellectuels français au vieil intellectuel italien, et leur animosité à son égard ressemble presque à un conflit de génération. Parce que Toni Negri a été et a fait tout ce que le Comité Invisible voudrait être et voudrait faire.

A la différence d'un Mike Davis qui disserte sociologiquement sur les gangs criminels américains sans en avoir jamais fait partie, Toni Negri n'est pas un simple chieur d'idées monté sur les barricades. Fondateur et animateur de plusieurs groupes de l'extrême-gauche italienne des années 60, principal théoricien de la branche de l'Autonomie Ouvrière dans les années 70, Toni Negri a été arrêté en avril 1979, accusé d'être le penseur des Brigades Rouges, le *mauvais maître* qui guidait le mouvement de l'insurrection armée contre l'Etat. A la différence des épiciers de Tarnac, le professeur de Padoue est resté plus de quatre années derrière les barreaux, participant également à une révolte qui avait éclaté dans la prison de Trani, au cours de laquelle les matons lui brisèrent une jambe.

Derrière les murs, Negri avait déjà mis en pratique ce que le Comité Invisible théoriserait plus de vingt ans après : il s'est adapté à la situation, il a cherché et noué les alliances politiques nécessaires, les reconfigurant stratégiquement. Aux mains de la répression, lui aussi a cessé de se prendre pour lui-même. Il a proposé la dissociation comme manière de refermer le conflit entre l'Etat et le mouvement, et a accepté la candidature-protestation offerte par le Parti radical aux élections de 1983. Elu député (pas simple conseiller municipal !) et jouissant désormais de l'immunité parlementaire, il est sorti de prison et en a profité pour se réfugier en France. Là, il a continué ses recherches et son activité de professeur d'extrême-gauche, de cette gauche toute dédiée à conseiller l'Etat sur comment faire sa Révolution. En 1997, il est finalement rentré en Italie et a bénéficié des avantages d'une condamnation négociée avec le procureur [patteggiamento], purgeant une peine réduite. Son livre qui a eu le plus de succès, *Empire*, écrit avec Michael Hardt et publié en 2000, a obtenu la reconnaissance mondiale en se vendant à plus d'un demi-million d'exemplaires.

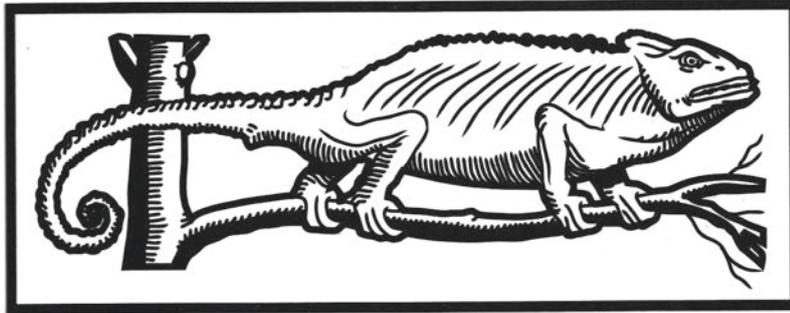
Toni Negri incarne tout ce que le Comité Invisible aspire à devenir : l'intellectuel qui guide le mouvement réel, le Machiavel au service de l'anti-Prince, l'âme damnée derrière l'insurrection, le tout enrobé d'un succès éditorial et mondain qui n'est pas négligeable. C'est ce qu'on appelle le *syndrome de Syracuse*, une tare qui afflige tout philosophe fatigué des mots et assoiffé de puissance, que la vanité pousse à vouloir séduire qui détient le pouvoir grâce à l'enchantement de son savoir. La métaphore a pour origine les va-et-vient entre Athènes et Syracuse de Platon, qui se dandina longtemps face au tyran Dion dans le but de le rendre sage. En vain. En France, cette tare s'accompagne d'un goût pour les métaphores militaires, alimenté par l'avant-garde culturelle, un goût déjà stigmatisé par Baudelaire, qui critiquait le recours à des expressions guerrières comme typique d'esprits « faits pour la discipline, c'est-à-dire pour la conformité : des esprits nés esclaves, qui ne peuvent penser qu'en société. » Si l'Internationale Situationniste ne s'était déjà pas privée d'utiliser ce genre de rhétorique, par la suite les membres du Comité Invisible vont y patauger jusqu'au cou. En bons petits généraux en herbe de l'insurrection d'Etat, ils sont en permanence en train de dessiner des cartes, d'ouvrir des fronts, de nouer des pactes, d'ériger des barricades, d'effectuer des manœuvres. Si le mot stratégie revient si souvent dans leur bouche, c'est parce que leur « modeste contribution » est de s'offrir en qualité de stratèges du mouvement : « *Est révolutionnaire ce qui cause effectivement des révolutions. Si cela ne se laisse déterminer qu'après coup, une certaine sensibilité à la situation nourrie de connaissances historiques aide beaucoup à en avoir l'intuition* » (p148). Et qui possède cette sensibilité de situation et cette érudition ? Qui mérite donc d'être le stratège du parti historique en mesure de « *redonner deux coups d'avance sur la gouvernance globale* » (p18) ? Le stratège, c'est-à-dire le *condottiere militaire*. Exactement ce que la magistrature italienne reprocha à Toni Negri à la fin des années 70.

Mais si ce qui unit Toni Negri et le Comité Invisible est clair, on a par contre quelque difficulté à saisir ce qui les divise. À part des vices de forme. Ils partagent en effet les mêmes références théoriques. Et il ne s'agit pas seulement de leur passion pour la pensée autoritaire revue au prisme de la *French Theory* post-structuraliste (Foucault, Deleuze et ainsi de suite en bâillant), mais aussi d'une même vision déterministe de l'histoire. Pour l'un comme pour les autres, le monde créé par la domination ne fait rien d'autre que refléter et préparer la révolution. Si pour Marx « le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine

leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience », si pour Engels « la seule organisation dont le prolétariat dispose après sa victoire, c'est précisément l'État », si pour Lénine « notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands... et de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie », Toni Negri était capable d'écrire de la même façon dans les années 70 que « Le communisme est avant tout imposé par le capital comme condition de la production... Seule la construction du capitalisme peut nous donner des conditions véritablement révolutionnaires... la forme capitaliste la plus avancée, la forme de l'usine, doit être reprise au sein même de l'organisation ouvrière ». Où est la différence avec un Comité Invisible qui fait sien le nouvel esprit vainqueur *sur le et du* marché, fort du fait que « *c'est souvent au moment où elles atteignent leur degré de sophistication maximal que les civilisations s'effondrent* » (p93), ou qui écrit que « *ce qui fait positivement l'ouvrier, c'est sa maîtrise technique, incarnée, d'un monde de production particulier* » (pp96-97) ? Déjà en 2007 sur les pas du *Manifeste Communiste* (« la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort »), le Comité Invisible défendait que « *la métropole produit aussi les moyens de sa propre destruction* » (IQV, p46), et répète à présent le même concept en assurant qu'à terme, « *...le chemin vers la présence s'en trouve paradoxalement réouvert. Comme nous nous sommes détachés de tout, nous finirons par nous détacher même de notre détachement. Le matraquage technologique nous rendra finalement la capacité à nous émouvoir de l'existence nue... C'est sa misère qui, à la fin, abattra la cybernétique* » (pp118-119).

Même si les membres du Comité Invisible tournent Toni Negri en dérision pour sa conviction qu'« *il existe en permanence sous la constitution en vigueur une autre constitution, un ordre à la fois sous-jacent et transcendant, le plus souvent muet, mais qui peut surgir par instants telle la foudre* », cette ironie ne les empêche pas de nourrir une conviction similaire. Préciser qu'il faut plutôt « *repenser l'idée de révolution comme pure destitution* » (p74) ne leur sert à rien. Car quelle autre idée se niche derrière leur exhortation à une « destitution » ou « re-configuration », sinon l'idée blanquiste d'assigner une nouvelle forme à la même chose à travers la foudre insurrectionnelle ? La reconfiguration, terme surtout utilisé en informatique, n'est qu'une disposition différente d'éléments déjà en place. De la même façon, destitution est un terme juridico-institutionnel qui indique que quelqu'un est relevé de sa charge, en prélude à sa substitution. Dans le cycle de la rénovation de la vie de l'Etat, pouvoir destituant et pouvoir constituant sont comme le coucher de soleil suivi de l'aube. Si le Comité Invisible s'arrête seulement sur le coucher





de soleil, ce n'est pas pour nier l'exercice du pouvoir, mais pour attirer ceux qui veulent le mettre à bas définitivement, en leur faisant croire qu'il s'agit de la même chose afin de les enrôler. Il n'existe pas de destitution *pure* à opposer à une autre plus *corrompue*, ce n'est que le rideau auquel on s'accroche pour se donner un air insurrectionnel, la feuille de vigne placée sur la honte de sa propre hypocrisie. On destitue un souverain lorsqu'on le dégage du trône *en le laissant vide pour un changement de la garde*. C'est comme cela que ce pauvre crétin de Giorgio Agamben (philosophe italien, un des maîtres de *Tiqqun*, admiré aussi bien par le Comité Invisible qui paraphrase les titres de ses livres que par son ami Toni Negri qui fait des recensions élogieuses de ces derniers), s'est rendu à Athènes fin 2013 pour enseigner la démocratie aux Grecs et invoquer le « pouvoir destituant ». Sur place, il n'a pas manqué d'exprimer l'espoir que « le gouvernement de gauche de Tsipras puisse être le signal d'un tournant progressiste en Europe ». S'il est vrai que « *le langage, loin de servir à décrire le monde, nous aide plutôt à en construire un* » (p45), la teneur du monde construit par le langage du Comité invisible ne fait aucun doute – c'est le même que celui où habite Toni Negri.

Ce n'est alors peut-être pas tout à fait un hasard si le premier titre de *Tiqqun* publié en Italie l'a été dans une maison d'édition négriste (Derive e Approdi), et si aujourd'hui aux Etats-Unis la même maison d'édition (Semiotext(e)) publie aussi bien les œuvres de Negri que du Comité Invisible (et de *Tiqqun*). Par ailleurs, le Comité Invisible n'est même pas le premier ectoplasme collectif éditorial de renommée internationale, puisqu'il a été précédé par Wu Ming, dont le principal animateur se définissait il y a quelques années comme « *communiste, ou pire, négriste* ». Le Comité Invisible et Wu Ming se consacrent tous deux à l'affabulation, à la mitopoiesi des révoltes et des insurrections. Mais tandis que les italiens les réduisent en romans littéraires (si appréciés qu'ils sont débattus au M.I.T.), les français les transforment en essais de philosophie (si appréciés qu'ils sont distribués par le M.I.T.). « *Omnia sunt communia* », en plus d'avoir été les derniers mots de Thomas Müntzer, est non seulement devenu le titre de l'avant-dernier chapitre de *A nos amis*, mais aussi celui d'une rubrique de *Euronomade*, le site qui plus que tous les autres se réfère à Toni Negri. Et, puisque tous deux abhorrent avant tout l'individu, le Comité Invisible bave sur *la* commune, tandis que Toni Negri salive sur *le* commun. Il n'y a donc rien d'étrange à ce que Negri ait écrit en 2000 que l'anarchisme faisait un concours d'« impuissance » avec le capitalisme le plus rétrograde, tandis que le Comité Invisible écrit en 2014

que les anarchistes nihilistes ne sont que des « impuisants » (p146). Discordances de tics de langage mises à part, les louanges tressés à la lutte contre la Grande Vitesse en Val Susa par le Comité Invisible en 2014 ne diffèrent pas beaucoup de celles formulées en 2008 par ses concurrents négristes.

Si le Comité fait remarquer que « *En alternant les manifestations en famille et les attaques au chantier du TAV, en ayant recours tantôt au sabotage tantôt aux maires de la vallée, en associant des anarchistes et des mémés catholiques, voilà une lutte qui a au moins ceci de révolutionnaire qu'elle a su jusqu'ici désactiver le couple infernal du pacifisme et du radicalisme* » (p149) – qui plus est en faisant suivre ces observations d'un éloge de la politique par un type passé de la poésie maudite à la propagande stalinienne en étant complimenté par le préfet épurateur de Paris – ; pour le second « *il est notable comment la présence commune de la dimension institutionnelle et de celle du mouvement a été une des principales raisons de l'efficacité de l'opposition valsusine... Cet intense partage d'objectifs et de stratégies a contribué à la création d'un cercle vertueux entre agir administratif et participation d'en bas, qui a marqué le point le plus élevé de l'expérience de réappropriation du pouvoir décisionnel qui a eu lieu en Val Susa.* » Amen.

Et les admirateurs du Comité Invisible, en quoi se distinguent-ils des admirateurs de Negri ? Ces derniers sont actifs depuis des décennies en matière d'entrisme institutionnel et médiatique, un chemin qui n'est fréquenté que plus récemment par les premiers : participation à des listes électorales, postes d'administration dans la fonction publique, interviews dans les journaux, apparitions à la télé. Encore heureux que ce soient les « radicaux » qui feraient de la révolution « *une occasion de valorisation personnelle* » (p144) ! Un collègue italien de Benjamin Rosoux et Manon Glibert, philo-négriste conseiller municipal élu dans le Veneto, se vantait il y a des années d'être un subversif faisant « des incursions » dans les institutions – un autre bon mot dans l'art du mimétisme qui ne devrait pas manquer sur les étagères de l'épicerie de Tarnac. D'autres lecteurs du professeur de Padoue n'ont certes pas attendu que le Comité Invisible découvre le profit révolutionnaire qu'il y a à s'enraciner dans les quartiers et les villages, pour contribuer à ouvrir des dispensaires populaires tout en étant présents à travers toute l'Italie dans les luttes pour le logement, dans les grèves et ainsi de suite. Il s'agit d'un « travail politique sur le territoire », cheval de bataille de générations de militants sortis des rangs du Parti communiste qui n'empêche pas les élèves du professeur italien de tenir en même temps un site de *correspondances directes* des

barricades du monde entier. Eh oui, eux aussi vont là où l'époque s'enflamme. Donc, les admirateurs les plus activistes de Negri théorisent la nécessité de l'entrisme institutionnel (surtout pour profiter de ses ressources) mais pratiquent aussi l'insurrection. En revanche, les admirateurs du Comité Invisible théorisent la nécessité de l'insurrection mais pratiquent aussi l'entrisme institutionnel (surtout pour profiter de ses ressources). On peut inverser l'ordre des facteurs, le résultat final reste le même.

Tout cela pour comprendre à quel point les critiques rageuses énoncées dans *A nos amis* contre l'« idéologue » Toni Negri ont tout de la saveur du fiel réservé à leur principal concurrent et rival en matière d'hégémonie culturelle-politique. On est presque attendris lorsque le Comité Invisible écrit que « ceux qui, comme Antonio Negri, se proposent de « gouverner la révolution » ne voient partout, des émeutes de banlieue jusqu'aux soulèvements du monde arabe, que des « luttes constituantes » » (p74), en voyant comment ceux qui se proposent de commander l'insurrection ne voient partout que des « communes », des émeutes de banlieue jusqu'aux soulèvements du monde arabe. Ce qui change des uns aux autres est uniquement la selle pour enfourcher le tigre. D'ailleurs, si les enfants enragés transalpins se déchainent contre leur père italien, ce dernier semble les supporter avec affection. Récemment, une de ses élèves a même salué dans une recension leur « intelligence stratégique ». Qui sait si elle ne suivra pas les traces de celui qui, abandonnant il y a quelques années la cour de Negri pour entrer dans le catalogue des éditions *La Fabrique*, quel hasard !, est aujourd'hui le théoricien de cette « autonomie diffuse » dont les zélotes en Italie servent de point d'appui au Comité Invisible.

Et maintenant, trouvez les différences. Allez, un effort, la pomme ne tombe jamais très loin de l'arbre où elle était accrochée.

•
•••

« Le travail de la critique révolutionnaire n'est assurément pas d'amener les gens à croire que la révolution deviendrait impossible ! »

Guy Debord,

Lettre à Jean-François Martos, 19/12/1986

Voilà ce que disait stupéfait le célèbre situationniste à propos de ses élèves amis-ennemis anti-industriels, selon lesquels il ne valait pas la peine de tant se fatiguer : « il est inutile d'abattre la société marchande : elle s'écroule sous nos yeux. Laissons-la s'effondrer, et faisons l'inventaire des outils qui seront nécessaires pour reconstruire le monde. » L'un d'entre eux, l'espagnol Miguel Amorós, est l'auteur d'un texte contre le plus important théoricien anarchiste insurrectionnaliste contemporain, qu'il définit comme « le premier agitateur depuis Blanqui à proclamer la possibilité d'une offensive contre le Pouvoir en plein reflux de la classe ouvrière. Bien entendu, en prétendant échapper aux conditions historiques à travers l'action décidée de minorités. » Voilà l'autre souci du Comité Invisible : les anarchistes. On ne peut pas cacher que si l'hypothèse insurrectionnelle est restée vivante au cours de ces dernières décennies de pacification sociale –vivante dans le mouvement

et dans les luttes, pas sur le marché éditorial–, on le doit surtout aux anarchistes, ou plutôt à ceux d'entre eux qui l'ont toujours défendue, envers et contre tout et tous, affrontant aussi bien la répression de l'Etat que le sarcasme d'un mouvement en perpétuelle attente que les temps soient mûrs. C'est tellement connu qu'en France même, les critiques de la *tentation insurrectionniste*, assis au sommet de la théorie radicale en attendant que le cours de l'histoire transporte le cadavre du capitalisme, ne font aucune distinction entre les petits soldats aux ordres des généraux de la révolution et les évocateurs passionnés des démons de la révolte, les unissant en un même chaudron indistinct et exécrationnel.

Pour le Comité Invisible, il est irritant de devoir partager son logo ; il pensait l'avoir enregistré et en posséder toutes les prérogatives. Cela est d'autant plus irritant si l'on pense au fait que, ces dernières années, le pays le plus insurrectionnel en Europe est la Grèce, là où la présence anarchiste est la plus forte. De plus, d'où sont venues les critiques les plus féroces qui sont tombées sur le Comité Invisible, sinon des anti-autoritaires ? Mais le Comité invisible se trouve face à une situation plutôt délicate, puisque les anarchistes qui l'ont traduit, publié et diffusé ne sont pas rares. C'est l'une des conséquences de son succès commercial. Grâce à la Fnac et à Amazon, pour le dire comme un contemporain de Dante, « sa renommée monta tant que chacun se faisait son vassal ; si bien qu'en quelques mois il se fit un grand trésor. S'étant adjoint moult gens et avoirs, il commença à passer de pays en pays » (surtout aux Etats-Unis, en Italie, en Allemagne). Ainsi voudrait-il d'un côté en finir avec ces bêtes ennemis de l'Etat si politiquement naïfs, mais d'un autre côté il ne serait pas intéressant pour lui de le faire contre tous. Inutile de dire qu'il trouve les anarchistes plus adorables lorsqu'ils sont « vassalisés ».

C'est un problème qu'il faut affronter de manière *stratégique*. Mais comment ? En déversant dans son livre un peu de tout –pour changer–, c'est-à-dire des critiques partageables par les anarchistes, tout comme des critiques contre ce que les anarchistes défendent. Pour tenter d'éviter toute référence explicite qui pourrait offenser ceux qui lui font la cour (et ont finalement compris que pour être gagnant mieux vaut cesser d'être anarchistes), le Comité Invisible préfère se moquer des hackers ou des « radicaux ». Quel terme ridicule ! Il est surtout utile pour ne pas froisser ce qui reste d'orgueil chez ses soupirants libertaires, et pour éviter d'affronter la substance de l'anarchisme, c'est-à-dire la critique de tout autoritarisme.

On a déjà vu [dans les chapitres précédents] comment dans *A nos amis* l'apologie de l'insurrection est entrecoupée d'invitations à l'entrisme tactique, et à quel point les appels à l'éthique sont submergés par une incessante exhortation à l'opportunisme politique. En effet, comment le Comité invisible pourrait-il admettre abstentionnisme, à part en le défendant dans les situations les plus défavorables ? Quant à la cohérence entre les moyens et les fins, il la considère non seulement comme une erreur, mais en plus comme une véritable horreur. A ce propos, plus qu'avec les anarchistes ou les surréalistes ou les situationnistes, le Comité invisible pourrait surtout être d'accord avec un certain Bernard-Henri Lévy, selon lequel l'invariance éthique est un truc de « coupeurs de têtes ».

En ce qui concerne le côté plus anti-autoritaire présent dans *A nos amis*, au-delà de l'apologie lyrique des émeutes, il se manifeste à travers sa critique déterminée contre toute gouvernabilité et toute prétention de légitimité constitutionnelle. Une critique qui serait partageable si elle n'était, en plus de se contredire par la volonté destituante, liée au mépris de la liberté individuelle. Il s'agit d'un des points cardinaux de l'anarchisme, mais le Comité Invisible préfère l'attribuer à la mentalité hacker pour mieux lancer sa charge, tout en visant ailleurs : « *La liberté et la surveillance, la liberté et le panoptique relèvent du même paradigme de gouvernement. L'extension infinie des procédures de contrôle est historiquement le corollaire d'une forme de pouvoir qui se réalise au travers de la liberté des individus* » (p.127), « *La liberté individuelle n'est pas quelque chose que l'on puisse brandir contre le gouvernement, car elle est justement le mécanisme sur lequel il s'appuie, celui qu'il règle le plus finement possible afin d'obtenir, de l'agrégation de toutes ces libertés, l'effet de masse escompté* » (p.128), « *La cause de la liberté individuelle est ce qui leur interdit de constituer des groupes forts capables de déployer, par-delà une série d'attaques, une véritable stratégie ; c'est aussi ce qui fait leur inaptitude à se lier à autre chose qu'eux, leur incapacité à devenir une force historique* » (p.129). Ça fait froid dans le dos, non ? Il faut être ingouvernables, mais non pas pour faire ce qu'on veut, mais plutôt pour faire ce que veut... qui ? La situation ? La commune ? L'insurrection ? Le parti historique ? Ou ses fins stratégies invisibles ?

Des stratégies qui se font forts également d'un des autres arguments préférés des amis de l'Etat, celui qui rend supposément cette institution matériellement inévitable. En braves adultes, ils font peser sur la révolte infantile la délicate situation générée par la complexité technique du monde actuel, qui a atteint avec le nucléaire un point de non-retour : « *Tant que nous ne saurons pas comment nous passer des centrales nucléaires et que les démanteler sera un business pour ceux qui les veulent éternelles, aspirer à l'abolition de l'Etat continuera de faire sourire ; tant que la perspective d'un soulèvement populaire signifiera pénurie certaine de soins, de nourriture ou d'énergie, il n'y aura pas de mouvement de masse décidé* » (pp.95-96).

A part le fait que l'abolition de l'Etat fera toujours sourire, vu que sa fin sera imposée par la force d'en bas et qu'il est impossible qu'elle soit le fruit d'une délibération venue d'en haut (parce que c'est cela la définition d'abolition – c'est la même ambiguïté présente dans le concept de destitution), la révolution n'était-elle pas ce frein de secours d'un train se dirigeant vers le précipice ? Avant de le tirer, faut-il vraiment « *agrégé toute l'intelligence technique* » (p.97), c'est-à-dire devenir familiers avec les experts présents à bord et le chef de train afin de connaître avec précision le tableau de commandes, la vitesse de marche, le frottement sur les rails, l'inclinaison des courbes, la force du vent, l'humidité de l'air, la composition du terrain environnant, la présence d'ambulances et d'hôpitaux dans les parages... et s'il y a assez de nourriture, d'eau et de papier hygiénique pour tous ? Toujours en équilibre, le Comité Invisible déclame d'abord avec des accents lyriques l'immédiateté du geste, puis recommande à son propos des études d'experts. De la barricade ici et maintenant, on retourne dans la salle d'attente de Ben-

jamin. Pour surgir, la question révolutionnaire doit faire ses comptes par avance, et si elle veut qu'ils tournent ronds, elle doit proposer, sinon un programme politique, au moins un programme technique satisfaisant : « *Pour une force révolutionnaire, il n'y a pas de sens à savoir bloquer l'infrastructure de l'adversaire si elle ne sait pas la faire fonctionner, le cas échéant, à son profit* » (pp.98-99).

Mais quoi, l'insurrection ne pouvait donc pas surgir partout, à n'importe quel moment, sous n'importe quel prétexte, en étant l'imprévu qui saute à la gorge, bouleverse la normalité par son intensité, etc etc ? Si, mais ça c'est la rhétorique pour attirer les nigauds libertaires. En réalité, sans les bonnes connaissances et compétences, celles qui ne se trouvent qu'en haut, l'insurrection est condamnée à échouer : « *sans idée substantielle de ce que serait une victoire, nous ne pouvons qu'être vaincus. La seule détermination insurrectionnelle ne suffit pas ; notre confusion est encore trop épaisse* » (p.137). Après avoir jeté par la porte la nécessité de conditions historiques favorables défendues par des dinosaures marxistes, la voilà qui rentre par la fenêtre.

Blanqui est pratique comme chiffon à agiter dans la bataille, mais c'est Marx qui sert de couverture pour réchauffer ses nuits. Que vienne l'insurrection, donc, mais seulement après qu'ingénieurs nucléaires, techniciens informatiques et autres ordures variées aient été séduites par le bagout du Comité Invisible et l'aident à faire fonctionner à son profit l'infrastructure de l'adversaire, c'est-à-dire là où selon lui « *réside le pouvoir* ».

Prise pour cible parce que « *gargarisée* » par les anarchistes si méprisés, le vice de la guerre sociale, selon le Comité Invisible, est qu'en « *amalgamant sous une même appellation les offensives menées par l'Etat et le Capital et celles de leurs adversaires, elle place les subversifs dans un rapport de guerre symétrique... L'idée de guerre sociale n'est en fait qu'une mise à jour ratée de celle de guerre de classe* », maintenant que la position de chacun au sein des rapports de production n'a plus la clarté formelle de l'usine fordiste » (pp.157-158). C'est avec un certain embarras – considérant que la symétrie de ceux qui combattent le pouvoir est toujours moins préoccupante que l'harmonie avec le pouvoir de ceux qui se trouvent à leurs côtés – que nous permettons de faire remarquer qu'il est absolument impossible que ces doctes révolutionnaires français pensent vraiment que le concept de « *guerre sociale* » soit un amalgame lié à la fin du fordisme. En laissant de côté l'antiquité, la première révolutionnaire a avoir évoqué cette locution fut probablement la communarde de leur pays André Léo, qui nomma ainsi son discours prononcé à Lausanne en septembre 1871 lors d'un Congrès pour la Paix. Se prononçant contre la neutralité pacifiste qui reste aveugle et inerte face à tout massacre social, André Léo semblait pourtant attribuer au seul pouvoir l'exclusivité de la guerre sociale. Dans ses mots en effet, c'est elle qui faisait des victimes parmi les pauvres et les prolétaires. Mais d'autres subversifs étaient d'un tout autre avis, comme ceux de Bruxelles qui en 1886 employèrent ce terme de guerre sociale comme titre de leur journal, « *organe communiste anarchiste* ». Et ceux qui en 1906 en France ou en Italie en 1915 publièrent d'autres journaux avec ce même titre n'étaient pas plus que ceux de Bruxelles des orphelins de l'ouvriérisme : le journal des premiers réunissait socialistes révolutionnaires et anarchistes antimilitaristes,

celui des seconds donnait au contraire la parole aux anarchistes interventionnistes [partisans de l'entrée en guerre de l'Italie].

Le concept de *guerre sociale*, vu comment il est né et malgré les divergences entre ses défenseurs successifs, n'a jamais rien amalgamé et ne s'est jamais intéressé au fait que les usines soient ouvertes ou fermées, centrales ou marginales dans la production capitaliste. Son sens depuis longtemps peut être résumé comme la simple négation de la *paix sociale*, une locution commune utilisée pour indiquer la cohabitation pacifique entre gouvernants et gouvernés, exploités et exploités, oppresseurs et opprimés, ou comme chacun veut bien le dire. De la même manière, l'adjectif « sociale » vise à exclure la dimension politique et institutionnelle de cette conflictualité, parce que la guerre sociale ne vise par exemple pas à provoquer une crise ministérielle par d'autres moyens, plus brutaux. Il n'est donc pas étonnant que ceux qui ne veulent pas désigner l'ennemi pour des raisons d'opportunité politique (« *Notre force ne naîtra pas de la désignation de l'ennemi* », p231), préfèrent utiliser la stratégie comme remède (déclinée à travers ses différentes formes plus de 40 fois dans *A nos amis*). Tout comme il n'est pas étonnant que ceux qui éternuent face à de vieux concepts anarchistes, se remplissent ensuite la bouche avec un terme comme *parti*, en pensant le sauver des acariens poussiéreux qui le recouvrent en y ajoutant l'adjectif *historique*.

Si on s'intéresse ensuite à la critique du concept anarchiste de révolution par la Comité Invisible, elle est tout simplement pathétique. Afin de la rendre plus confortable, savez-vous ce que fait le Comité ? Il la tire d'une phrase écrite en 1892 par un Emile Henry âgé de vingt ans, alors en polémique avec Malatesta : « *Le radical se définissant comme producteur d'actions et de discours radicaux, il a fini par se forger une idée purement quantitative de la révolution – comme une sorte de crise de surproduction d'actes de révolte individuelle. « Ne perdons pas de vue, écrivait déjà Émile Henry, que la révolution ne sera que la résultante de toutes ces révoltes particulières. » L'Histoire est là pour démentir cette thèse : que ce soit la révolution française, russe ou tunisienne, à chaque fois, la révolution est la résultante du choc entre un acte particulier – la prise d'une prison, une défaite militaire, le suicide d'un vendeur de fruits ambulants – et la situation générale, et non la somme arithmétique d'actes de révolte séparés. En attendant, cette définition absurde de la révolution fait ses dégâts prévisibles...»* (p146).

Bon, à part le fait qu'un acte de révolte pourrait très bien devenir un de ces actes particuliers déchaînant une insurrection – c'est justement ce qui a été tenté aussi bien par l'anarchiste Bresci que par le communiste Van der Lubbe –, à part le fait que dans ce même texte Henry reconnaissait non seulement la nécessité du communisme mais aussi la diversité d'attitudes qui conduisait d'autres révolutionnaires à vouloir organiser les prolétaires, où donc serait aujourd'hui en circulation cette idée arithmétique de la révolution ? La vue d'un arbre n'annonce pas une forêt, tout comme une photo ne confirme pas une vérité internationale. Charger l'air de la situation générale de poudre noire, la domination le fait déjà, en imposant à tous une existence sans joie mais désormais aussi sans sécurité dans la survie. Il n'est donc pas étrange que les anarchistes se



préoccupent de partir à la recherche de l'étincelle et, ne pensant pas qu'elle se manifeste en appliquant une science exacte, s'emparent d'allumettes et incitent à en allumer le plus possible. Pour le Comité Invisible, cela n'est pas étrange, c'est juste erroné. Peut-être parce que de cette manière on tombe dans la « *tyrannie de l'informel* » contre laquelle il faut garder le réflexe de lever le bouclier de la joyeuse « *discipline* » (p236).

Afin de démonter le « radicalisme », selon lui synonyme d'anarchisme, le Comité Invisible n'hésite pas à recourir à la manipulation. Comme si « *le radical ne vivait que pour faire frissonner le pacifiste en lui-même, et vice versa. Il n'est pas fortuit que la Bible des luttes citoyennes américaines depuis les années 1970 s'intitule : Rules for Radicals, de Saul Alinski* » (p143). En effet, non, ce n'est pas fortuit. Mais non pas parce que radicaux et citoyennistes seraient les deux faces d'une même médaille désormais hors jeu, mais parce qu'en anglais « radical » signifie de manière générale quelqu'un qui veut changer la société. C'est comme cela qu'étaient nommés les communistes, les socialistes, les syndicalistes, les anarchistes, les fascistes, les nazis... sans distinction. Saul Alinski était ainsi un « radical » de gauche et avec son dernier livre (dont le sous-titre était *Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*), il voulait laisser un guide utile aux organisateurs de communautés afin qu'ils soient en mesure d'unir les personnes qui vivaient sur un même territoire dans une action collective contre le pouvoir. *Il n'est pas fortuit que ce soit le même objectif que celui poursuivi par le Comité Invisible, qui ici a recours au plus dégueulasse des expédients : attribuer aux autres sa propre bible. Une bible qui, après avoir inspiré la pensée mercantile grâce au « nouvel esprit du capitalisme », est revenue pour dicter ses commandements chez les subversifs attirés par les cours de la Bourse. En effet, c'est le Comité lui-même qui vend sur le marché ce que « nous explique un entrepreneur à la mode : il faut s'organiser, trouver d'autres gens, apprendre à se connaître, travailler ensemble, recruter d'autres personnes motivées, former des réseaux, bousculer le statu quo »* (p178).

La critique du Comité Invisible ne lève pas le voile sur la misère des anarchistes, mais sur la sienne. Notamment parce que l'idée *quantitative* de révolution concerne bien plus ceux qui ne veulent pas rester isolés de la population, une hantise qui dans la soif d'arriver à la somme arithmétique de politiciens et de techniciens séparés est en train de produire les dégâts prévisibles d'une joyeuse collaboration au pouvoir.



Blanqui à Venaus

Comité invisible, *A nos amis*, ed. La Fabrique (Paris), octobre 2014, 150 p.

« La politique est l'art de la récupération. La manière la plus efficace pour décourager toute rébellion, tout désir de changement réel, est de présenter un homme d'État comme un subversif, ou bien – mieux encore – transformer un subversif en homme d'État. Tous les hommes d'État ne sont pas payés par le gouvernement. Il existe des fonctionnaires qui ne siègent pas au Parlement et encore moins dans ses pièces adjacentes ; au contraire, ils fréquentent les centres sociaux et connaissent discrètement les principales thèses révolutionnaires. Ils dissertent sur les potentialités libératoires de la technologie, ils théorisent des sphères publiques non étatiques et le dépassement du sujet. La réalité – ils le savent bien – est toujours plus complexe que n'importe quelle action »

Dix coups de poignard à la politique, 1996

Une rumeur circule depuis quelques temps parmi certains anarchistes d'Europe par rapport au dernier effort éditorial du Comité Invisible, auteur en 2007 du best-seller international *L'insurrection qui vient*. On raconte que les adhérents au Comité auraient partagé le brouillon du texte avec leurs amis politiques éparpillés ça et là dans le monde, pour en sonder les réactions et en tirer d'utiles conseils. Or, la première version contenait une dure attaque contre les anarchistes, coupables de ne pas être prosternés comme il faut face à eux (et d'avoir ricané devant la farce de Tarnac, où les présumés auteurs du livre, quand la police avait frappé à leur porte, s'étaient précipités dans les bras protecteurs de cette gauche à laquelle il faisaient la guerre jusqu'à la veille). Mais certains de leurs correspondants amis – depuis notre Beau Pays, dit-on – leur auraient suggéré d'éliminer les parties trop virulentes, d'adoucir le ton, parce qu'au fond, à bien y réfléchir, il y a encore beaucoup de services que ces idiots libertaires peuvent rendre. L'origine de cette rumeur est un anarchiste espiègle qui aurait apparemment pu lire l'ébauche originale du texte ainsi que la correspondance à son sujet. Ce sont les risques de la Commune et du partage des instruments, on ne sait jamais qui peut jeter un œil sur un ordinateur laissé allumé et sans surveillance !

Que cette rumeur soit vraie ou fausse, il y a quelques jours on nous a fait cadeau du nouveau livre du Comité Invisible, tout frais sorti de l'impression, publié en France à la fin du mois dernier. Il s'intitule *À nos amis*

(politiques, ça va sans dire) et sa publication imminente et simultanée en sept autres langues est prévue, pour en favoriser la diffusion sur les quatre continents. Certains que l'Italie fera partie des pays chanceux, autant attendre d'en lire la traduction intégrale.

Mais alors, se demandera-t-on, pourquoi nous en parlons ici et maintenant ? Parce que grâce aux leçons du Comité Invisible, nous avons finalement compris à quel point la publicité n'était pas seulement l'âme du commerce, mais aussi celle de la subversion (enfin, du commerce de la subversion). De plus, si nous ne nous dépêchions pas de partager au moins quelques extraits de ce nouveau chef d'œuvre avec nos lecteurs, nous risquerions d'être confondus avec des bureaucrates d'État. Bref, voilà une avant-première, une sorte de scoop.

Savoir que choisir est facile, même trop facile. Les petits-enfants de Blanqui consacrent en effet quelques réflexions à l'Italie, et, plus précisément, à la lutte contre le TAV en Val Susa et à ses miraculeux effets. Voici ce qu'ils écrivent : « *Il faut compter au nombre des miracles de la lutte dans le Val de Susa qu'elle ait réussi à arracher bon nombre de radicaux à l'identité qu'ils s'étaient si péniblement forgée. Elle les a fait revenir sur terre. Reprenant contact avec une situation réelle, ils ont su laisser derrière eux une bonne part de leur scaphandre idéologique, non sans s'attirer l'inépuisable ressentiment de ceux qui restaient confinés dans cette radicalité intersidérale où l'on respire si mal [...]. En alternant les manifestations en famille et les attaques au chantier du TAV, en ayant recours tantôt au sabotage tantôt aux maires de la vallée, en associant des anarchistes et des mémés catholiques, voilà une lutte qui a au moins ceci de révolutionnaire qu'elle a su jusqu'ici désactiver le couple infernal du pacifisme et du radicalisme.* »

Absolument ! En gentils animaux politiques, les petits-enfants de Blanqui pensent que le milieu le plus naturel et spontané où vivre serait le zoo. Qui n'y entre pas ou s'en éloigne s'auto-condamne à l'isolement, c'est-à-dire à mal respirer l'air vicié d'un scaphandre, dénotant d'un inépuisable ressentiment contre ceux qui respirent si bien le même air que les magistrats et parlementaires (et peut-être même que les délateurs et divers dissociés). L'admiration du

Comité Invisible pour leurs apprentis libertaires rituels est presque émouvante, ces Victor Serge de chez nous qui ont enfin compris l'utilité stratégique de la conflictualité en courant alternatif chère depuis toujours aux autoritaires. Quel dommage qu'à polluer cet air convoité il y ait aussi « *une fraction d'anarchistes qui s'autoproclame nihiliste* » et qui en réalité « *n'est qu'impuissante* ». Des anarchistes qui identifient l'ennemi, se donnent des moyens et l'attaquent... brrr, quelle horreur, ce ne sont que des impuissants, c'est évident. Par contre, ceux qui s'acoquinent avec des maires, prêtres et staliniens, ceux qui se font élire au conseil municipal comme les super fan de Tarnac du *Comité Invisible*, ceux-là bien sûr que...

Que quoi ? Mais oui, qu'ils ont compris comment vont les choses ! « *Il n'y a pas d'espéranto de la révolte. Ce n'est pas aux rebelles d'apprendre à parler l'anarchiste, mais aux anarchistes de devenir polyglottes* ». L'espéranto, cette nouvelle langue qui contient des éléments

de toutes les langues, les englobe sans préférence en cherchant à les faire communiquer dans le respect de leur diversité, est une sottise utopie. Le moyen le plus pratique, immédiat, stratégique pour communiquer est de parler la langue des autres. L'anglais surtout, en affaires. L'autoritaire seulement, en politique.

Anarchistes, soyez polyglottes ! Arrêtez de miauler tous seuls à trois pelés et un tondu, aboyez et grognez en compagnie des chiens et des porcs ! Le lundi parlez l'humanitaire, le mardi le démocratique, le mercredi le journaliste, le jeudi le syndicaliste, le vendredi le juridique, le samedi le communiste, le dimanche – amen – le liturgique. Et à l'occasion, parlez le rebelle si vous voulez. Quant à la langue anarchiste, mieux vaut l'oublier entièrement.

De toute façon, soyons sincères, à quoi vous sert-elle ?

(Italie, novembre 2014)

Mort de Rémi et affrontements : les récupérateurs radicaux sortent du bois

“Notre force ne naîtra pas de la désignation de l'ennemi, mais de l'effort fait pour entrer les uns dans la géographie des autres.”

Comité invisible, *A nos amis*,
octobre 2014, p. 231

Mathieu Burnel, co-inculpé dans l'affaire de Tarnac, a devisé vendredi 31 octobre en bonne compagnie sur le plateau de *Ce soir ou jamais*, émission diffusée par un des porte-parole officiel du terrorisme d'Etat, la chaîne *France 2*. À l'heure où des affrontements se produisent quotidiennement dans plusieurs villes depuis près d'une semaine suite à l'assassinat policier d'un manifestant dans la lutte contre le barrage de Sivens, un début de dialogue entre “un représentant des radicaux” et des représentants du pouvoir a enfin pu s'instaurer. Bienheureux, donc, tous ces citoyens qui continuent de verser scrupuleusement leur obole afin que le service public puisse accomplir son devoir sacré de maintien de l'ordre (dont le dialogue entre dominés et dominants fait entièrement partie) lorsque l'heure se fait plus grave. Car sans représentants, plus de représentés, et sans représentés, bonjour l'anarchie ! Afin d'achalander les étalages du grand supermarché des opinions cathodiques, Mathieu Burnel a donc utilisé en direct ses meilleurs effets de manche pour rivaliser avec Juliette Meadel, secrétaire nationale du PS à la politique industrielle, Corinne Lepage, députée européenne du MoDem, ou encore Pascal Bruckner (philosophe réac).

Sur le thème “*L'écologie, nouveau champ de bataille ?*”, il a une fois de plus montré aux aveugles les conséquences pratiques des mots “*faire croître notre puissance*” ou encore “*ne pas désigner l'ennemi mais composer avec lui*”. Face à des situations potentiellement incontrôlables, le pouvoir a régulièrement besoin d'interlocuteurs, y compris virulents, comme nous le rappelle dans un autre genre le passage à l'ORTF de Daniel Cohn-Bendit le 16 mai 1968 après le début de la grève générale. Et si, comme le remarquait un vieux barbu cher aux autoritaires, l'histoire repasse souvent ses vieux plats sous forme de farce, c'est aussi parce que le pouvoir n'a que les bouffons qu'il mérite. Octobre 2014 n'est évidemment pas mai 1968 (“*Fuck may 68, Fight now !*”, disait un tag sur les murs d'Athènes en 2009), mais tout le monde n'a pas la lucidité d'attendre un soulèvement avant de se précipiter sur les plateaux télé pour tenter d'en prendre la tête. Sauf si l'insurrection est déjà là, bien sûr !

Parlant comme il se doit au nom de tous et de chacun – “*notre génération*”, Rémi Fraise (qui aurait fait partie de “*ces gens qui essaient de prendre au sérieux minimalement la question de leur existence*”) ou “*les jeunes aujourd'hui*” -, le récupérateur de service prétend aujourd'hui incarner cette rage aux mille visages. Après des passages radios et télés avec ses collègues Benjamin Rosoux (le conseiller municipal de Tarnac



depuis mars 2014) ou Julien Coupat (ils ont reçu neuf journalistes en novembre 2012 pendant quatre heures dans un appartement pour être interviewés), il n'était cette fois pas là pour se défendre des accusations de la police, mais bien pour vendre son parti à propos d'une "insurrection qui est arrivée" ¹ !

*

"L'idée d'utiliser à l'avantage des révolutionnaires les niches médiatiques que le pouvoir leur concède n'est pas seulement illusoire. Elle est franchement dangereuse. Leur seule présence sur les plateaux ne suffit pas à fissurer le carcan de l'idéologie dans la tête des spectateurs. À moins de confondre puissance d'expression et puissance de transformation, et à croire que le sens de ce que l'on exprime, par la parole, par la plume, par l'image etc., est donné a priori, sans avoir à se préoccuper de savoir qui a le pouvoir de le faire. Il y aurait là du contenu qui pourrait exister sous des formes diverses sans en être affecté. Vieille illusion du monde réifié dans lequel les activités apparaissent comme des choses en soi détachées de la société. Mais pas plus que d'autres formes d'expression, la forme subversive du langage est la garante de l'incorruptibilité du sens. Elle n'est pas immunisée contre les dangers de la communication. Il suffit de l'exprimer sur les terrains propres à la domination pour en miner la signification, voire pour l'inverser."

Le miroir des illusions, Notes de discussions du côté de *La Bonne Descente* (Paris), 1996

Intervenir dans les médias avec le vieil argument léniniste (à propos du Parlement) de s'en servir comme tribune renforce non seulement la légitimité de ces instruments de la domination, mais cautionne également le jeu démocratique qui pose comme base le dialogue plutôt que l'affrontement. On ne discute pas avec l'ennemi, on le combat est certes un vieil adage issu de l'expérience révolutionnaire, mais il ne concerne que celles et ceux qui ont réellement l'intention de supprimer toute autorité. Pour les autres -à commencer par les politiciens du "mouvement"-, il est par contre certain qu'il faut un jour ou l'autre faire preuve de tact, savoir ménager les uns et les autres en d'improbables "alliances" ², "composer avec ce qu'il y a là où on se trouve", c'est-à-dire s'adapter à l'existant plutôt que le subvertir. Accepter les règles du jeu plutôt que de foutre en l'air le jeu lui-même. Cette dynamique qu'on a par exemple vu resurgir ces dernières années en Val Susa, à Valognes ou à Notre-dame-des-Landes, n'est pas nouvelle. On sait depuis longtemps que tous les politiciens ne siègent pas au Parlement mais émergent aussi des luttes, et que la conquête du pouvoir (ou de l'hégémonie) emprunte parfois des chemins de traverse.

Refuser les mécanismes de la politique - dont la récupération et la représentation font entièrement partie - n'est pas qu'une question de cohérence, c'est une des conditions pour réellement expérimenter l'autonomie et l'auto-organisation. Seul le dialogue des révoltés entre eux dans un espace de lutte anti-autoritaire où les mots et leur sens ne sont pas mutilés par les besoins de contrôle et de consensus du pouvoir pourra

dépasser la confusion organisée. C'est là, loin de toute représentation, que les idées sans maîtres ni propriétaires qui nous animent pourront alors enfin appartenir à tous ceux qui s'y reconnaissent.

Des ennemis de l'ordre,
31 octobre 2014

Note :

1. M. Burnel a été présenté comme co-inculpé de l'affaire de Tarnac, alors que s'affichait à l'écran la couverture de *L'insurrection qui vient* puis de *A nos amis*, sorti deux semaines plus tôt en librairies. Il est parfois d'étranges coïncidences marketing.

2. On trouve une illustration de cette logique dans *Et maintenant qu'est-ce qu'on fait ?* (Indy Nantes, 28 octobre), où l'anarchisme et le pacifisme ne sont plus des idées avec des prolongements pratiques, un rapport au monde, mais de bêtes clivages à dépasser pour "savoir faire force" et "aller vers des victoires". Pour nos petits généraux post-blanquistes en effet, pourquoi s'encombrer d'idées et de cohérence (entre les moyens et la fin par exemple), puisqu'il n'y aurait que des "situations" tactiques qui ne demandent qu'à être gouvernées par leurs misérables petits calculs : "Dimanche soir, on a entendu que Rémi était pacifiste, que les gens qui participaient aux affrontements étaient anarchistes. De telles affirmations sont insupportables. Dire ça, c'est entretenir de vieilles divisions et faire le jeu du maintien de l'ordre. La force de mouvements et de luttes comme le No-Tav en Italie, la ZAD de Notre-Dame ou autres, c'est d'avoir su justement regrouper en leur sein des pratiques qui, au lieu de s'opposer, se complètent et peuvent s'associer pour aller vers des victoires sensibles et matérielles. L'intelligence de la lutte, c'est de transformer ce qui apparaît trop souvent comme clivages et divergences rigides en tensions questionnables et requestionnables permettant de grandir ensemble. Savoir faire force de la multitude des pratiques."

On retrouve bien sûr la même proposition dans *A nos amis* du "Comité invisible" (p149) à propos de la lutte contre le TAV en Italie : "... en ayant recours tantôt au sabotage tantôt aux maires de la vallée, en associant des anarchistes et des mémés catholiques, voilà une lutte qui a au moins ceci de révolutionnaire qu'elle a su jusqu'ici désactiver le couple infernal du pacifisme et du radicalisme"



Fers battus

Postface à la réédition italienne de *Ai ferri corti*, ed. l'oro del tempo, mars 2015, 48 p.

Publié en mai 1998 par les éditions NN, créées sept mois plus tôt par certains anarchistes qui avaient participé à l'expérience de l'hebdomadaire *Canenero*, le pamphlet *A couteaux tirés* a fait le tour du monde en 17 années, étant traduit en espagnol, portugais, anglais (avec des éditions aussi bien au Royaume-Uni qu'aux États-Unis ou en Australie), français, néerlandais, allemand... Puisqu'il a alimenté de nombreuses réflexions, fourni des occasions, renforcé des inclinaisons, soulevé des doutes, mais aussi provoqué des irritations (surtout le concept d'«existant», qui dans sa totalité débordante s'est révélé plutôt indigeste pour ceux qui aspirent à administrer quelque partie de l'État), on peut affirmer qu'à son échelle *A couteaux tirés* a offert sa contribution à la diffusion d'une perspective anarchiste insurrectionnelle autonome. Une perspective à la fois irréductiblement hostile aux «petits pas réformistes» et en rien fascinée par «une révolte faite par quelques intimes au son de feux pyrotechniques et de slogans mal assortis». Nées du refus de la fausse alternative entre *réformisme citoyen* et *luttarmatisme avant-gardiste*, ces pages défendent donc la nécessité et la possibilité immédiate d'une poésie insurrectionnelle faite par tous, à ne confondre ni avec la triste propagande politique ni avec l'indigeste communiqué de revendication.

Vu son joli succès international, le fait qu'*A couteaux tirés* n'ait plus été réimprimé là où il est apparu pour la première fois détonne un peu. Et pourtant, c'est justement en Italie que ce texte a eu le moins de résonance, victime des préjugés et des rancœurs «identitaires» nourries par une partie du soi-disant mouvement contre le milieu d'où il était sorti, mais aussi suite à un énorme désintérêt pour tout approfondissement et débat critique en la matière. En 1998, l'hypothèse insurrectionnelle était en effet vue avec une certaine commisération par les militants des différentes écoles — pris par l'envie d'un «exode» pacifique vers une «sphère publique non-étatique» —, et qui dans le meilleur des cas la considéraient comme une possibilité qui pouvait se produire dans un Chiapas exotique, ou au pire comme un cataclysme qui ne pouvait frapper que la fruste Albanie. Comme si l'insurrection n'était en mesure de soulever la question sociale qu'avec un océan de distance, qui plus est à travers des organisations autoritaires, tout en étant contrainte en Europe à ne se manifester que dans d'éphémères et effrayantes explosions de fureur aveugle. Si on laisse de côté les possibles distinctions entre insurrection, soulèvement et émeute, ce qui s'est produit ces 17 dernières années a certes fait vaciller cette conviction, mais sans entièrement réussir à la démentir. Bien qu'enivrant de part sa persistance, le feu grec semble être une exception au milieu de la norme des «printemps arables» ou «territoires libérés kurdes» d'un côté, *racailles*¹ françaises ou *riot* anglaises de l'autre.

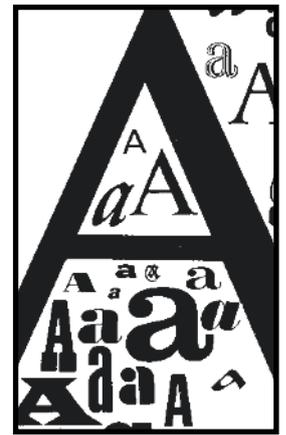
Ceci dit, il est indéniable que les fortes convulsions

avec lesquelles est en prise l'ensemble de l'ordre social en ce début de troisième millénaire a effacé le sourire de suffisance de nombreux subversifs face à ceux qui osent évoquer l'insurrection ici et maintenant.

Les sceptiques d'hier se sont transformés en enthousiastes d'aujourd'hui, y compris jusqu'à la transformer en best-seller international sur le marché éditorial, et médiatique, et militant. La raison est facile à comprendre : la paix sociale qui a accompagné les années 80 et 90, dans ses aspects les plus bouffis d'orgueil et satisfaits, est terminée. Les richesses virtuelles ne sont pas en mesure de compenser les misères réelles, les étalages des supermarchés peuvent bien faire reluire les marchandises, leur consommation n'est plus accessible pour ceux contraints de se serrer la ceinture. C'est-à-dire, pour presque tous. Aujourd'hui, la servitude volontaire reste certes majoritaire, solidement ancrée, mais elle a perdu son air d'innocence béate. Le mécontentement, le mal-être et l'indignation se diffusent partout de manière irrépressible, causant préoccupations, panique, mais aussi quelque espoir de révolte. Ces sentiments de frustration seront-ils pacifiés à travers une nouvelle cohésion sociale institutionnelle, ou bien éclateront-ils enfin à travers une hostilité généralisée face à l'implacable succession de «scandales politiques», de «crises financières», de «catastrophes écologiques», de «guerres religieuses»... ?

Mais alors, si l'hypothèse insurrectionnelle est revenue à l'ordre du jour, pourquoi est-ce justement en Italie que *A couteaux tirés* semble ne pas avoir laissé de traces et de souvenir, pas même parmi les anarchistes ? Parce qu'une nouvelle possibilité à portée de main est apparue, surtout à partir de fin 2005 en surfant sur la vague de diffusion de la lutte No Tav en Val Susa : celle d'une rupture insurrectionnelle atteignable à travers une savante alternance de flatteries réformistes et d'assauts radicaux. Le soutien populaire obtenu par ce mouvement de protestation a réuni la plupart des anarchistes italiens sur un même constat pratique capable de dépasser les vieilles divisions : la nécessité stratégique d'abandonner toute altérité irréductible et insoutenable. Il y a des gens et ils luttent avec nous ! Gardons-les tout près de nous, ne les effrayons pas, ne les éloignons pas avec des prétentions trop excessives.

Cela a persuadé beaucoup d'anarchistes parmi les plus turbulents à se remettre la tête sur les épaules, sinon à se ranger², et à changer le couteau avec lequel agir. On est ainsi passé du poignard de la conflictualité permanente (à porter de l'avant à travers l'affinité) à la broderie au crochet de la conflictualité alternée (à manœuvrer à travers l'amitié politique). Vu que



cette transition implique un abandon et un reniement évident des idées exprimées jusque là, mais aussi des pratiques qui leur étaient liées, cela explique bien la raison du refoulement gêné dont cette brochure a fait l'objet lors de la dernière décennie. Puisqu'il est évident pour quiconque conserve un minimum d'intelligence et de dignité que ceux qui au cours du temps se sont entretenus avec des politiciens, des journalistes, des universitaires, des experts, des récupérateurs de tout poil, des dissociés et même des balances, ne peuvent pas être ceux qui défendent encore vouloir en venir à couteaux tirés avec les faux critiques de l'existant.

Pas ici en Italie, en tout cas. Cette possibilité persiste par contre toujours à l'étranger — surtout en Espagne semble-t-il —, là où une distance géographique bien commode permet à quelque opportuniste de chez nous de pouvoir se vanter d'une réputation sulfureuse évaporée depuis bien des années à force de bénédictions politiques. Le sort survenu à un texte anonyme comme *A l'air libre*³, diffusé en septembre 2004 nous en donne déjà un aperçu : le scribe des idées d'autrui, après avoir initialement regretté son effort de mémoire et de transcription de ce qu'il avait entendu au cours d'un voyage nocturne, parce que peu rentable en terme de consensus à l'intérieur du mouvement, en est ensuite devenu si satisfait avec le temps qu'il a revendiqué publiquement ce texte dans une anthologie parue avec son nom et prénom, d'abord en espagnol puis en anglais. Mais le cas le plus retentissant en ce sens est peut-être celui de la nouvelle édition ibérique de *A couteaux tirés*, publié de manière anonyme à Madrid en 2012 et tombée seulement il y a peu entre nos mains. Cette nouvelle édition est enrichie d'une introduction présentée comme «*le fruit de la discussion entre les auteurs et les éditeurs du texte*». Il s'agit de quatre petites pages où il est difficile d'établir si ce qui suscite le plus de dégoût, de nausée et d'horreur est la fanfaronnade la plus parasite ou l'hypocrisie la plus crasse.

En ce qui concerne la première, c'est vite dit. Parce que ceux qui écrivent le présent texte ont fait partie des éditions NN, et en connaissent donc les secrets, on peut exclure de manière la plus absolue que «los autores» de *A couteaux tirés* aient discuté avec les éditeurs ibériques de «*Cuerpo a cuerpo con lo existente, sus defensores y sus falsos criticos*». En premier lieu parce qu'on sait qui est l'auteur de ce texte : *personne*. Né au terme de longues et continuelles discussions, réécritures, ajouts, modifications, suggestions et corrections, *A couteaux tirés* aurait du appartenir à quiconque se reconnaisse en lui, et il en sera toujours ainsi. La main qui l'a écrit n'aurait jamais été en mesure de le faire sans la rencontre des têtes qui l'ont pensé. Les têtes qui l'ont pensé, prises séparément, n'auraient jamais réussi à mettre la main à la plume qui l'a écrit. Comme tout ce qui n'est l'œuvre de personne en particulier, cela appartient à tous en général. Qui en revendique la propriété intellectuelle est un misérable vantard. De plus, techniquement, il n'aurait pas non plus été possible aux «editores» de discuter ensemble avec ses *insignifiants* auteurs éditoriaux de 1998, vu que quelques années plus tard leurs routes se sont séparées pour toujours : il y a ceux qui ont l'embarras du choix de quels besoins assister afin d'enrôler, et ceux qui vont à la recherche toujours plus dé-

espérée de personnes désirables à rencontrer. Une seule hypothèse reste donc crédible : que les «editores» espagnols n'aient discuté qu'avec *quelques-uns* des «autores», *qui se sont pavanés devant leurs yeux en se vantant d'être les seuls «autores» de ce texte, induisant ainsi les autres compagnons espagnols à croire à ce mensonge*.

Mais il y a pire. Oui, parce qu'après de tels préliminaires, si on souhaite assister à une révision en règle du sens de ce texte, il suffit de lire ce que co-écrivent les soi-disant «autores» italiens dans l'introduction en espagnol. Non contents de vanter l'exclusivité d'un passé qu'ils ont plusieurs fois renié, ils réussissent l'incroyable entreprise de le faire passer comme leur présent ardent. Ils se distinguent en cela de la longue tradition d'anarchistes, plus ou moins individualistes, qui après s'être repentis de leur propre exubérance juvénile singulière se sont convertis à un calcul commun plus mature. Le plus célèbre d'entre eux est peut-être Victor "Serge" Kibalchich, passé en quelques années de l'admiration pour Albert Libertad aux ordres de Lev Trotsky, tandis qu'en Italie se distingue la figure de Carlo Molaschi, jeune rebelle iconoclaste qui s'est sauvé du surhomme nietzschéen en prenant sa carte de membre de l'*Unione Anarchica Italiana* (USI, anarcho-syndicalistes).

Comme leurs prédécesseurs (et pitié, laissons tomber comment tous deux ont fini !), les soi-disant «autores» ont également passé leur jeunesse derrière de présomptueux rêves de révoltes individuelles — qui sait si c'est à cause de lectures "mal digérées" ou à cause de "mauvaises influences" — souvent accompagnés d'un certain mépris pour les masses (l'un aimait citer Cioran lorsqu'il tonnait que «*dès qu'on sort dans la rue, à la vue des gens, "extermination" est le premier mot qui vient à l'esprit*», et l'autre Brassens selon lequel «*dès qu'on est plus de quatre on est une bande de cons*»), pour ensuite grandir, devenir raisonnables et se dédier aux humbles réalités des actions collectives, les seules qui selon eux peuvent avoir prise sur l'état des choses. Pourtant, à la différence de leurs prédécesseurs, ceux-ci n'ont jamais prit congé de ce qu'ils ont cessé d'aimer. Non, ils préfèrent feindre d'y être restés attachés pour pouvoir de temps en temps en profiter là où c'est possible. Au fond, l'idée d'avoir gâché toutes ces années doit être terrible, mieux vaut les faire fructifier comme si elles avaient été un investissement à long terme.

Qu'écrivent ces soi-disant «autores» lorsqu'ils présentent *A couteaux tirés* à l'étranger ? Face à la menace d'un "fascisme" modernisé qui plane sur plusieurs pays, ils défendent que l'alternative est celle d'un «*communisme anarchiste*» (l'exégèse de Stirner est passée de mode, aujourd'hui le vent tire plus vers Blanqui revu et corrigé à la sauce libertaire) en mesure d'«*entrelacer l'attaque et l'auto-organisation*». Vaste problème, dont ils soulignent peu d'aspects. Exceptée la connaissance du terrain, leur obsession est celle de «*contacts réels*» à instaurer avec les habitants des quartiers où on vit (c'est la même obsession qui taraudait un Kibalchich ou un Molaschi, l'un et l'autre incapables de saisir la complémentarité entre révolte individuelle et révolution sociale, et défendant donc qu'elles étaient contradictoires). Sans ces «*relations de confiance et de complicité*» à instaurer à travers les différentes structures de base, comment pourra-t-on

jamais «savoir où se nichent les réactionnaires et les "collabos"», comment éviter le «risque d'être regardé avec suspicion» par les exploités ? Rendant hommage à Landauer, les soi-disant «autores» défendent que l'Etat «est la forme historique qui s'est substituée au vivre-ensemble». Pour détruire l'Etat, il faut donc «construire une manière différente de produire, de se déplacer, de s'alimenter, de se soigner, de s'aimer. Entre l'insurrection et l'autogestion généralisée existe un rapport d'implication réciproque».

Comme tout le monde le sait, ces fameux exploités de base desquels on attend des indications sur où frapper — alors que bien sûr les anarchistes, à cause de leur conscience, ne sont pas de simples exploités et savent donc au mieux seulement où se nichent les bibliothèques — n'auraient jamais l'idée de regarder «avec suspicion» les faux critiques de l'existant. Avec eux, c'est même tout le contraire. Ils les admirent, les écoutent, votent pour eux. Les exploités ne savent pas quoi faire des drapeaux noirs ou rouges de la révolution, ils préfèrent déployer les blancs du réformisme. Ils n'ont aucune raison d'écouter les ennemis de l'Etat, mais ouvrent grand la bouche devant les politiciens, les intellectuels, les experts, les personnages connus. C'est la raison pour laquelle si on veut nouer des «contacts réels» avec eux, si on veut obtenir leur «confiance et complicité», il est indispensable de commencer par taire les propositions les plus subversives et de répéter en chœur les plus modérées.

Ce n'est qu'ainsi qu'il est possible d'aborder facilement les exploités. Certainement pas en faisant la guerre aux faux critiques de l'existant mais, au contraire, en faisant quelque affaire avec eux, en se montrant avec eux, en parlant avec eux, en leur ressemblant, en acquérant de l'«autorité» parmi eux. Eh bien, c'est exactement ce que font depuis des années les soi-disant «autores», ces tapineurs politiques qui à peine sortis des confins de l'Italie se posent en vertueux de l'éthique.

Celui qui a organisé en Italie des initiatives réformistes contre la Grande Vitesse avec les écologistes d'Etat (dont le WWF, *Environnement et Santé* ou le *Groupe Environnement et Non-violence*), théorise en Espagne le lien réciproque qui unit la rupture insurrectionnelle avec les «contenus et objectifs proposés par ces initiatives». Celui qui avalise en Italie les intrigues des différents politiciens afin de rester dans les assemblées, défend en Espagne qu'«en l'absence d'objectifs et de contenus subversifs, la forme assemblée est un instrument idéal de paralysie et de récupération politique» (donnant ensuite comme exemple les vieux Conseils allemands de 1918-19, à ne surtout pas confondre avec les actuelles *Libres Républiques* valsusines). Celui qui capitule en Italie face aux nécessités stratégiques assembléaires, prescrit en Espagne que «c'est la tâche des anarchistes de ne pas subordonner l'accord pratique entre individus aux schématismes assembléaires». Celui qui se moque d'une horizontalité décisionnelle juste bonne pour décider de la couleur de la grange dans une commune de montagne, mais pas dans une lutte réelle comme celle contre les expulsions locatives (*sfratti*) vu que l'horizontalité est écrasée par les urgences opératives et ne peut donc qu'être un objectif futur à atteindre, vante en Espagne que cette même lutte anti-*sfratti* est «impulsée par des compagnons anarchistes enracinés dans des quartiers "conflictuels»



avec des méthodes de lutte basées sur l'action directe et l'horizontalité».

Parmi ces soi-disant «autores», il y a celui qui en Italie se fait photographe pendant qu'il empoigne des louches et des poêles pour faire caisse de résonance aux pétitions antimilitaristes consignées à M^{onsieur} le maire par ces mêmes «disobbedienti» traités peu avant de «flics et amis des flics» (pour ensuite aller dans la même Espagne annoncer dans des colloques que la construction d'une base militaire «ne s'empêche pas avec des pétitions, des négociations ou avec des pratiques d'opposition symbolique et spectaculaire, mais par l'action directe, de manière insurrectionnelle»), ou exulte de la présence des partis à ses manifestations, celui qui a invité de célèbres personnages télévisés à parler dans ses initiatives, ou qui prend la parole sur les micros de la radio d'Etat, ou qui se range en défense du «bien commun» aux côtés des réformistes en tout genre, ou qui fait de la prière la ligne de démarcation entre êtres humains et animaux, ou qui demande si l'organisation libertaire a encore du sens dans une situation de guerre civile comme celle d'aujourd'hui (ne se demandant pas *quelle* forme libertaire est à actualiser, mais s'il faut l'actualiser), ou qui s'empresse de présenter ses propres fronts unis du présent comme les héritiers naturels des fronts séparés (par d'autres) du passé...

Il s'agit de ces mêmes soi-disant «autores» qui, désormais, à force de rechercher des «contacts réels» dans les quartiers, à force de ne vouloir être limités par aucune «idéologie» dans leur liberté de serrer des mains et de lécher des culs à droite et à gauche ne réussissent même plus à en venir à couteaux tirés avec les balances⁴. Notamment parce que ces balances, jusqu'à hier encore juste des dissociés, sont leurs camarades de lutte depuis une décennie. Certes, ils leur tirent les oreilles, qui de manière décidée et qui moins, brandissant leur indignation, mais ils se retrouvent ensuite en assemblée pour discuter ensemble. Et même à se faire donner par eux des leçons d'éthique sans répliquer.

De plus, ces soi-disant «autores» qui introduisent en Espagne *Cuerpo a Cuerpo* sont les mêmes qui en Italie ont parmi leurs plus proches compagnons les traducteurs et éditeurs de *L'épidémie de rage des Tigres* de Sutullena, texte espagnol critico-mystificateur sur la perspective anarchiste insurrectionnelle exprimée dans *A couteaux tirés*, pas pour rien publié à l'origine par qui entendait diffuser cette certitude : «penser qu'une révolution puisse avoir lieu aujourd'hui... est certainement une idée réactionnaire».

Comme eut l'occasion de le dire un jeune poète maudit, «*Toute l'eau de la mer ne suffirait pas à laver une tache de sang intellectuelle*». C'est sans doute pour cela qu'en Italie, face à ces faits entendus et connus, on préfère faire mine de rien ?

Où a fini l'incitation au «*déchaînement des mauvaises passions*», l'apologie du «*jeu des forces sauvages et barbares*», la conscience que «*agir à quelques-uns non seulement ne constitue pas une limite, mais représente une manière différente de penser la même transformation*» ? Où a fini cette «*affinité dans les projets*» et cette «*autonomie de l'action individuelle*» qui «*restent lettre morte si elles ne parviennent pas à s'élargir, sans pour autant être sacrifiées à de prétendues nécessités supérieures*» ? Où a fini cette manière différente de concevoir les rapports, capable de «*dépasser l'idée quantitative de la lutte*» ? Où a fini la volonté de «*liquider le mensonge de la transition*» ? Où ont fini ces fulgurances et d'autres encore contenues dans *A couteaux tirés* ?

Tout cela a été submergé par la boue de l'opportunisme, a été à son tour liquidé par le mensonge d'une autre transition, celle selon laquelle les sourires et les tapes sur l'épaule des faux critiques de l'existant seraient un préliminaire pratique à leur extinction. Et ceux qui ici en Italie ont diffusé ce mensonge si écoeuramment politique, ça a surtout été les soi-disant «autores» de ce texte, auxquels il a suffi d'une caresse populaire pour domestiquer toute leur unicité rhétorique. Quant à la diffusion d'une telle mansuétude dans le soi-disant mouvement, là c'est la responsabilité de beaucoup d'autres, de tous ceux pour qui les idées ne comptent pas, vu que seuls comptent les amis et que seuls les nombres se comptent. Comme sur Facebook. Dans un monde entièrement forgé par l'Etat, tout est à réinventer. Comme le disait un poète roumain, «*Tout est irréalisable dans la société de classe actuelle, tout, y compris l'amour, la respiration, le rêve, le sourire, l'accolade, tout, sauf la réalité incandescente du devenir*». Mais quoi qu'en pense l'anarcho-socialiste Landauer, combien de tristesse dans l'obligation sociale du vivre-ensemble ! Et combien d'esprit de cureton dans celle du partage⁵ ! Au contraire, pour ne pas tomber dans les mécanismes de la reproduction sociale, il est à notre avis nécessaire de savoir garder les distances. Parce qu'on ne peut haïr ce qu'on continue à fréquenter. A force de respirer le même air que celui des politiciens et de parler la même langue qu'eux, on perd toute hostilité à leur égard, finissant au mieux par les réprimander («*Et pourtant, personne n'a soulevé aucune question au niveau institutionnel*» criait scandalisé un de ces «autores» à l'ombre d'une mairie).

Mais si on pense que rien de neuf ne peut être construit sur les fondations du vieux, alors il n'y a plus de doutes : même les ruines doivent être démolies. Nous

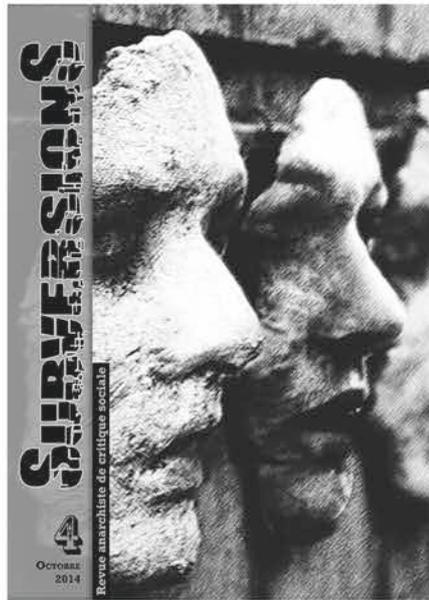
ne voulons pas une configuration diverse de ce qu'est l'Etat, nous voulons explorer l'absolument autre. Voilà pourquoi nous avons jugé important de réimprimer ce texte. Parce que nous pensons que, même ici en Italie, il y a toujours plus besoin d'en venir à *couteaux tirés avec l'existant, ses défenseurs et ses faux critiques*.

Quelques, pas tous, ex animateurs des éditions NN

Ndt

1. en français dans le texte.
2. jeu de mot en italien entre deux expressions : *mettere la testa a posto* («mettre la tête en place/à l'endroit») et *mettere la testa a partito* («mettre la tête du bon côté»/s'assagir)
3. Publié en français dans le même recueil qui contient *A couteaux tirés*, coédité par Typemachine (Gand) & Mutines Séditions (Nancy) en octobre 2007.
4. C'est là une référence aux petits-chefs du centre social autonome de Turin l'Askatasuna qui, sur les site Notav.info et Infoaut le 28 décembre 2014, ont dénoncé des compagnons anarchistes précis comme auteurs de colis piégés par le passé et actuels saboteurs incendiaires de lignes TGV. Voir «*Mouvement NoTav & délation : Les gentils de Noël*» sur Brèves du désordre du 5 janvier 2015.
5. Un des slogan de la lutte en Val Susa est «*Condivizione o Stato !*», soit «*Partage ou Etat !*»





SUBVERSIONS #4 – OCTOBRE 2014

- Pour le bouleversement du monde
- Balade souterraine : flux et reflux
- Les murs de la ville
- Sur la deuxième ligne
- Par la fenêtre
- L'âge des fossoyeurs
- Je vous souhaite à tous de beaux cancers
- C'est la guerre...
- Nous vivons des temps de guerre...
- Soyons ingouvernables
- Dix coups de poignards à la politique
- A bas la politique !
- De l'autre côté du miroir
- Nous sommes le 1 %
- Pour en finir avec le sacré
- Le palier du « voisin »
- Consternations
- Bonnot et les évangélistes
- La vengeance de Sacco et Vanzetti

DÉJÀ-VU

4. *Carpe Diem*, traduit de l'italien de *Insolito sguardo*, ed. Gratis (Italie), mars 2015, pp.5-21
10. *Un élément perturbateur*, reçu par mail en mai 2015
12. *Pourquoi tant d'agressivité ?*, traduit de l'allemand de *Dissonanz* (Zurich, Suisse) n°8, 19 août 2015, p.1 & *235 ans d'atrocités, une piste mène aux cercles libéraux*, traduit de l'allemand de *Dissonanz* (Zurich, Suisse) n°9, 2 septembre 2015, p.2
14. Topologie insurrectionnelle, chapitre traduit de l'espagnol de *Nuestra única propuesta es el conflicto [documentos en torno a la proyección insurreccional del movimiento anárquico]*, ed. anarquistas del Río de la Plata (Uruguay), avril 2014, pp.85-102
20. *Der Blick auf die Stadt*, traduit de l'allemand de *Fernweh* (Munich) n°12, décembre 2014, pp.1-2
30. *Efecto almohadilla*, traduit de l'espagnol de *Aversión* (Péninsule ibérique) n°13, mars 2015, p.1
36. *Nel paese delle democrazie*, traduit de l'italien d'une brochure parue sur *Finimondo*, février 2015
47. *Ignorance sans frontières*, traduit de l'allemand de *Dissonanz* (Zurich, Suisse) n°7, 5 août 2015, pp.1-2
48. *Quelques considérations pour envisager un projet de lutte contre les frontières*, 13 septembre 2015 (Quatre pages disponible un peu partout)
58. Les textes de Paris et Bruxelles sont des tracts qui ont été distribués dans la rue. *In guerra, tutti quanti* est traduit de l'italien de *Finimondo*, 15 novembre 2015. *Lacrime selettive* est traduit de l'italien de *Breccia* n°4 (Lecce), journal mural @périodique, novembre 2015, p.2
64. Aux clients, traduit de l'italien de *Ai clienti. Insurrezione e bispensiero*, Genève (Suisse), octobre 2015, chap. VII & VIII pp.45-62
70. *Blanqui a Venaus*, traduit de l'italien de *Finimondo*, 22 novembre 2014
71. *Mort de Rémi et affrontements : les récupérateurs radicaux sortent du bois*, publié sur Brèves du désordre, 1er novembre 2014
73. *Ferri battuti*, postface traduite de l'italien à *Ai ferri corti con l'Esistente, i suoi difensori e i suoi falsi critici*, ed. loro del tempo (Italie), mars 2015, pp.40-47

